

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

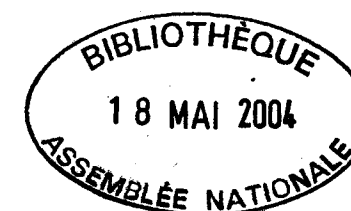
---

## *Demande de renseignements particuliers*

*Programme 01 - Cabinet du Lieutenant-gouverneur*

*Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre  
et du Conseil exécutif*

*Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05 - 06*



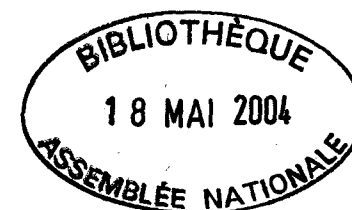
---

# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 2004-2005

---

*Renseignements particuliers*  
*requis par l'opposition officielle*



---

# **ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

---

***Table des matières***

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**  
**LISTE DES QUESTIONS**

QUESTION N°	LIBELLÉ DES QUESTIONS	PAGE
1	Budget détaillé des dépenses en 2003-2004, prévisions pour 2004-2005.	1.1
2	Organigrammes, à jour, du Ministère et des secrétariats sous sa responsabilité, préciser les titres et le nom des personnes en faisant partie.	2.1
3	Liste des comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels participe le Ministère, le secrétaire général, ou l'un des secrétariats, leurs mandats, les membres, le budget dépensé en 2003-2004, les résultats atteints.	3.1
4	Copie de la partie accessible au public des mémoires produits par le Ministère ou l'un de ses secrétariats ou à propos desquels le Ministère ou l'un de ses secrétariats a émis des commentaires, avis ou recommandations, préciser la nature de ces commentaires, avis ou recommandations.	4.1
5	État de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2003-2004.	5.1
6	Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i> .	6.1

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DES QUESTIONS	PAGE
7	Copie de toutes les directives émises par le premier ministre ou le secrétaire général ainsi que de toute modification à des directives antérieures au 14 avril 2003.	7.1
8	Copie des avis, documents, analyses, études à l'égard du poste de commissaire à l'éthique.	8.1
9	Liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le Ministère en 2003-2004.	9.1
10	Ventilation de tous les « CT réception » du Conseil des ministres en indiquant pour chacun des fournisseurs : <ul style="list-style-type: none"><li>- les montants payés;</li><li>- les dates des services fournis.</li></ul>	10.1
	<b><u>Secrétariat à la communication gouvernementale</u></b>	
11	Budget dépensé par mois en 2003-2004, prévisions 2004-2005.	11.1
12	Salaire, avantages et bonis versés au directeur du secrétariat en 2003-2004.	12.1

# MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DES QUESTIONS	PAGE
13	Liste des agences ou consultants engagés par le secrétariat depuis le 29 avril 2003 avec montants versés ou, s'il y a lieu, le montant total d'un contrat ouvert avec ces agences ou consultants.	13.1
14	Montant déboursé par mois pour la publicité ou pour la publication de textes par le secrétariat ou directement par le Ministère, au Québec ou ailleurs, en précisant le nom du média.	14.1
15	À propos de la publicité du gouvernement du Québec célébrant la Fête nationale 2003 et diffusée sur les réseaux de télévision en juin dernier :  a. la liste des personnes qui figurent dans cette publicité avec leur fonction ou leur statut; b. les honoraires, s'il y a lieu, payés à chacune de ces personnes; c. une ventilation des coûts de production de cette publicité en indiquant les noms et adresses de chacun des fournisseurs de services.	15.1
	<b><u>Secrétariat des forums</u></b>	
16	Conditions et date d'accession de M <sup>me</sup> Diane Whilelmy à ses fonctions de responsable du secrétariat.	16.1
17	Conditions et date d'embauche de M. Pierre Shedleur à titre de coprésident des forums.	17.1
18	Copie de l'entente avec Bell Canada à l'égard des fonctions de M. Pierre Shedleur à titre de coprésident des forums.	18.1

# MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DES QUESTIONS	PAGE
19	Copie de tout avis juridique ou autre avis demandé à l'égard de l'exercice de fonctions de coprésidence des forums par M. Pierre Shedleur.	19.1
20	Mesures prises pour éviter tout conflit d'intérêt entre M. Shedleur et le gouvernement du Québec.	20.1
21	Effectifs affectés au secrétariat depuis le 8 février 2004, avec date d'affectation, en précisant leur lieu de travail (ville).	21.1
22	Budget prévu pour 2004-2005, budget dépensé en 2003-2004.	22.1
23	Projet d'ententes, protocoles ou ententes de principe avec des CRD ou des CRE à l'égard de l'organisation ou de la tenue des forums.	23.1
24	Calendrier prévu, par région, pour la tenue des forums, incluant le forum national.	24.1
25	Coût estimé, par forum, par région.	25.1

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DES QUESTIONS	PAGE
26	Coût estimé pour le forum national.	26.1
27	Contrats conclus, depuis le 8 février 2004 pour la conception, la tenue, la publicité et l'organisation des forums.	27.1
28	Liste des comités formés, depuis le 8 février 2004, pour la conception, la préparation et l'organisation des forums. Liste des membres, mandats des comités.	28.1
29	Liste des partenaires invités qui pourront prendre la parole à ces forums, par région et au forum national.	29.1
30	À l'égard de la participation des citoyens aux forums, mesures de sélection et de participation envisagées et budget réservé pour les publiciser, par région et pour le forum national.	30.1
	<b><u>Secrétariat aux emplois supérieurs</u></b>	
31	Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied avec, pour chacun, la prime de départ depuis le 29 avril 2003.	31.1



**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**LISTE DES QUESTIONS**

QUESTION N°	LIBELLÉ DES QUESTIONS	PAGE
32	Liste des cadres et hauts fonctionnaires qui ont été ou sont sans affectation depuis le 29 avril 2003, avec pour chacun : a. la durée de la période de non-affectation; b. le salaire total versé durant la non-affectation; c. la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.	32.1
33	Liste des cadres et hauts fonctionnaires affectés à l'ÉNAP depuis le 29 avril 2003, avec les dates d'affectation et les mandats.	33.1
34	Copie du Plan stratégique 2004-2005, présenté au Conseil du trésor.	34.1
35	Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 2004-2005, présenté au Conseil du trésor.	35.1
36	Évolution du nombre de hauts fonctionnaires depuis 1994.	36.1
37	Depuis 1994, évolution des effectifs de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme, membres de direction.	37.1

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N <sup>o</sup>	LIBELLÉ DES QUESTIONS	PAGE
38	Depuis 1994, nombre de nomination ou de renouvellement de contrats pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme, membres de direction. Ventilation par année.	38.1
	<b><u>Secrétariat à l'allégement réglementaire</u></b>	
39	Budget ventilé du Secrétariat à l'allégement réglementaire pour 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.	39.1
40	Nombre de recommandations produites en 2003-2004, leur nature et leurs impacts sur le niveau de réglementation au Québec.	40.1
41	Plan de travail quant à la révision des différents règlements et recommandations visant à l'allégement et/ou leur abrogation et/ou le statu quo.	41.1
42	Liste détaillée des réalisations des deux rapports Lemaire et état de situation des recommandations.	42.1
43	Procès-verbaux des rencontres du nouveau groupe-conseil sur l'allégement réglementaire depuis sa mise en place en avril 2003.	43.1
44	Montant des dépenses (ventilées) des membres du goupe-conseil sur l'allégement réglementaire pour 2003-2004.	44.1

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**LISTE DES QUESTIONS**

<b>QUESTION N°</b>	<b>LIBELLÉ DES QUESTIONS</b>	<b>PAGE</b>
45	Liste des nouveaux règlements et permis adoptés en 2003-2004.	45.1
46	Nombre de règlement et permis abolis en 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.	46.1

Page 1

Page 2

Page 3

Page 4

Page 5

Page 6

Page 7

Page 8

Page 9

Page 10

Page 11

Page 12

Page 13

Page 14

Page 15

Page 16

Page 17

Page 18

Page 19

Page 20

Page 21

Page 22

Page 23

Page 24

Page 25

Page 26

Page 27

Page 28

Page 29

Page 30

Page 31

Page 32

Page 33

Page 34

Page 35

Page 36

Page 37

Page 38

Page 39

Page 40

Page 41

Page 42

Page 43

Page 44

Page 45

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**1. BUDGET DÉTAILLÉ DES DÉPENSES EN 2003-2004, PRÉVISIONS POUR 2004-2005.**

*Veillez vous référer au cahier explicatif des crédits 2004-2005.*

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**2. ORGANIGRAMMES, À JOUR, DU MINISTÈRE ET DES SECRÉTARIATS SOUS SA RESPONSABILITÉ, PRÉCISER LES TITRES ET LE NOM DES PERSONNES EN FAISANT PARTIE.**

*La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question numéro deux des renseignements généraux.*

## MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### QUESTION 3. LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, OU L'UN DES SECRÉTARIATS, LEURS MANDATS, LES MEMBRES, LE BUDGET DÉPENSÉ EN 2003-2004, LES RÉSULTATS ATTEINTS

⇒ Comité interministériel de coordination du projet gouvernemental de décentralisation

##### Son mandat

Le comité interministériel a pour raison d'être d'assurer la réalisation coordonnée et intégrée de l'ensemble des tâches nécessaires à la mise en œuvre du projet de décentralisation et ce, en conformité avec les orientations et les échéanciers retenus par le gouvernement. À cette fin, le comité définit les tâches à effectuer, identifie les ministères responsables et assure le suivi.

Le comité interministériel rend compte de son travail au Secrétaire général du gouvernement. Le ministère du Conseil exécutif assure la coordination générale de ses travaux.

##### Ses membres

- M. François Turenne, secrétaire général associé, MCE
- M. Michel Boivin, sous-ministre, MRNFP
- M. Gilles Godbout, sous-ministre, MF
- M. Denys Jean, sous-ministre, MAMSL
- M. Marcel Leblanc, sous-ministre, MAPAQ
- M. Luc Meunier, secrétaire, CT
- M. Jean Pronovost, sous-ministre, MDERR
- M. André Trudeau, sous-ministre, MESSF
- M. Harold Mailhot, sous-ministre, MCC
- Mme Suzanne Giguère, secrétaire adjointe, MCE
- M. Jean-Claude Cloutier, directeur, MCE

Budget : Aucun budget particulier.

## MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### QUESTION 3. LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, OU L'UN DES SECRÉTARIATS, LEURS MANDATS, LES MEMBRES, LE BUDGET DÉPENSÉ EN 2003-2004, LES RÉSULTATS ATTEINTS

⇒ Comité interministériel sur les projets économiques

##### Son mandat

Le Comité interministériel sur les projets économiques est un lieu de concertation et de coordination important entre les sous-ministres en titre afin de faire progresser les dossiers problématiques ou ceux qui nécessitent une concertation particulière.

Il favorise :

- la consultation, la coordination et le suivi des dossiers afin de présenter au gouvernement du Québec des éléments de solution adéquats;
- la préparation et la coordination de l'offre gouvernementale pour les projets qu'il traite;
- l'identification des enjeux, l'élaboration de plans d'action et des échéanciers pour les projets retenus;
- les échanges entre les organismes afin qu'ils en arrivent à une solution nonobstant leurs préoccupations sectorielles ou horizontales;
- la formation rapide et opérationnelle de groupes de travail sur des sujets précis afin de déterminer les responsabilités respectives des parties.

Il permet :

- d'identifier un porteur de dossier;
- de sensibiliser le Conseil du trésor, Investissement Québec et la Société générale de financement à certaines particularités des dossiers afin d'accélérer le processus de prise de décision;
- d'élaborer une position gouvernementale plus articulée, rigoureuse et mieux coordonnée dans le cas de dossiers sensibles ou particulièrement complexes.

##### Ses membres

- M. Jean Pronovost, sous-ministre, MDERR
- M. François Turenne, secrétaire général associé, MCE
- M. Gilles Godbout, sous-ministre, MF
- M. Luc Meunier, secrétaire, CT
- M. Michel Boivin, sous-ministre, MRNFP
- M. Marcel Leblanc, sous-ministre, MAPAQ



**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**QUESTION 3. LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, OU L'UN DES SECRÉTARIATS, LEURS MANDATS, LES MEMBRES, LE BUDGET DÉPENSÉ EN 2003-2004, LES RÉSULTATS ATTEINTS**

- Mme Madeleine Paulin, sous-ministre, MENV
- M. Jean Houde, président-directeur général, IQ
- M. Henri A. Roy, président-directeur général, SGF
- M. Gilles Demers, sous-ministre adjoint, MDERR

Budget : Aucun budget particulier.

## MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### QUESTION 3. LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, OU L'UN DES SECRÉTARIATS, LEURS MANDATS, LES MEMBRES, LE BUDGET DÉPENSÉ EN 2003-2004, LES RÉSULTATS ATTEINTS

⇒ Comité de sécurité civile du Québec

##### Son mandat

Le comité oriente et approuve la planification gouvernementale de sécurité civile au Québec; en situation de sinistre majeur il supervise le déploiement des ressources.

##### Composition

Présidé par le secrétaire général sur lequel siègent les sous-ministres et dirigeants d'organismes suivants :

- Ministère de la Sécurité publique
- Ministère de l'Environnement
- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
- Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir
- Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
- Ministère des Transports
- Secrétariat du Conseil du trésor
- Sûreté du Québec
- Hydro-Québec

Budget : Aucun budget particulier.

##### Résultats atteints

Coordination de tous les efforts gouvernementaux en vue d'assurer la sécurité des citoyens et citoyennes du Québec.

## MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### QUESTION 3. LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, OU L'UN DES SECRÉTARIATS, LEURS MANDATS, LES MEMBRES, LE BUDGET DÉPENSÉ EN 2003-2004, LES RÉSULTATS ATTEINTS

⇒ Comité interministériel « Table des coordonnateurs aux affaires autochtones »

##### Son mandat

Des coordonnateurs désignés dans divers ministères et organismes s'occupent expressément des dossiers concernant les Autochtones. Ils sont les premiers répondants dans leur organisation en ce qui a trait aux questions autochtones. Ils appuient le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) dans la mise en œuvre des orientations gouvernementales et dans son action auprès des diverses instances administratives, centrales et régionales. Le SAA réunit régulièrement ces coordonnateurs au sein de ce comité afin d'assurer une meilleure cohérence des actions gouvernementales.

##### Composition

- M. Louis Lecours, MCE
- M. Jean Gagnon, MAMSL
- M. Yvon Laviolette, MAPAQ
- Mme Édith Garneau, CCQ
- M. Jean Bissonnette, MCCQ
- M. Claude Painchaud, CPQ
- M. Daniel Gaudreau, MDERR
- M. Paul Rémillard, MEQ
- Mme Danielle Sévigny, MESSF
- M. Joseph-Marc Laforest, MESSF
- M. Pierre Gaucher, MESSF
- M. Daniel Berrouard, MENV
- M. Marc Grandisson, MFQ
- M. Victorien Jean, SHQ
- M. Denis Roux, H-Q
- M. Jacques Prigent, MJQ
- Mme Marie-Bernarde Pérès, MRCI
- Mme France Galarneau, MRI

## MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**QUESTION 3. LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, OU L'UN DES SECRÉTARIATS, LEURS MANDATS, LES MEMBRES, LE BUDGET DÉPENSÉ EN 2003-2004, LES RÉSULTATS ATTEINTS**

- M. Mario Gosselin, MRNFP
- M. Jean-François Gravel, MRNFP
- M. Gilles Harvey, FAPAQ
- M. André Forget, MRQ
- M. Daniel Carignan, CSST
- Mme Louise Montreuil, MSSS
- Mme Anny Bussièrès, MCE
- Mme Geneviève Lamothe, MSP
- Mme Louise Séguin, TQ
- Mme Josée Arseneault, MTQ

Budget : Aucun budget particulier.

## MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### QUESTION 3. LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, OU L'UN DES SECRÉTARIATS, LEURS MANDATS, LES MEMBRES, LE BUDGET DÉPENSÉ EN 2003-2004, LES RÉSULTATS ATTEINTS

⇒ Comités et groupes de travail interministériels auxquels participe le Secrétariat à la jeunesse

##### Coordination gouvernementale

- Table des sous-ministres adjoints responsables de la planification stratégique
- Réseau des répondantes et répondants jeunesse

##### Santé et services sociaux

- Comité interministériel du plan d'action gouvernemental en toxicomanie

##### Famille

- Comité interministériel de la famille
- Groupe de travail sur le soutien au rôle parental
- Groupe de travail sur l'adaptation continue des services publics aux besoins des familles
- Réseau des répondantes et répondants en matière de politique familiale

##### Communautés autochtones

- Assemblée des coordonnatrices et coordonnateurs autochtones

##### Condition féminine

- Comité des répondantes à la condition féminine

##### Action communautaire

- Comité interministériel de l'action communautaire

##### Environnement et développement durable

- Comité interministériel sur le développement durable
- Groupe de travail sur le développement durable

## MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### QUESTION 3. LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, OU L'UN DES SECRÉTARIATS, LEURS MANDATS, LES MEMBRES, LE BUDGET DÉPENSÉ EN 2003-2004, LES RÉSULTATS ATTEINTS

##### Emploi, loisir, sport et tourisme

- Comité interministériel de la Route verte

##### Relations internationales

- Comité « Vers une action concertée : les jeunes et l'international »

##### Recherche

- Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques
- Comité conseil du programme de recherche sur la persévérance et la réussite scolaires
- Comité pour une action concertée du programme de recherche portant sur le vieillissement de la population et ses impacts économiques et socio-démographiques
- Comité clientèle pour la recherche portant sur la relation âge-travail dans la fonction publique québécoise (en 2003-2004 seulement)

Budget : Aucun budget particulier.

## MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### QUESTION 3. LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, OU L'UN DES SECRÉTARIATS, LEURS MANDATS, LES MEMBRES, LE BUDGET DÉPENSÉ EN 2003-2004, LES RÉSULTATS ATTEINTS

⇒ Comités avec des partenaires externes

- Comité de suivi de la mise en œuvre de la Politique québécoise de la jeunesse et du Plan d'action jeunesse
- Comité conseil Contact jeunesse
- Comité conseil du Défi de l'entrepreneuriat jeunesse
- Comité aviseur-jeunes d'Emploi-Québec
- Comité jeunes de la Fédération québécoise des municipalités

Budget : Aucun budget particulier.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

- 4. COPIE DE LA PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC DES MÉMOIRES PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU L'UN DE SES SECRÉTARIATS OU À PROPOS DESQUELS LE MINISTÈRE OU L'UN DE SES SECRÉTARIATS A ÉMIS DES COMMENTAIRES, AVIS OU RECOMMANDATIONS, PRÉCISER LA NATURE DE CES COMMENTAIRES, AVIS OU RECOMMANDATIONS.**

*Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.*



**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**5. ÉTAT DE SITUATION DU SUIVI DONNÉ AUX ENGAGEMENTS CONTENUS DANS LE PLAN QUÉBEC-RÉGIONS EN PRÉCISANT LES SOMMES VERSÉES POUR 2003-2004.**

*La réponse à cette question est sous la responsabilité du ministère du Développement économique et régional et de la Recherche.*

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**6. COPIE À JOUR DE LA LISTE DE CLASSEMENT DE TOUS LES DOCUMENTS DISPONIBLES DANS VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISMES TEL QUE PRESCRIT PAR LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.**

*Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.*

**7. COPIE DE TOUTES LES DIRECTIVES ÉMISES  
PAR LE PREMIER MINISTRE OU LE SECRÉTAIRE  
GÉNÉRAL AINSI QUE DE TOUTE MODIFICATION À  
DES DIRECTIVES ANTÉRIEURES AU  
14 AVRIL 2003.**

**DIRECTIVES AUX MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF  
CONCERNANT LES CONFLITS D'INTÉRÊTS**

Les présentes directives complètent les dispositions de l'article 12 de la Loi sur l'exécutif et la section III du chapitre III de la Loi sur l'Assemblée nationale. Elles s'appliquent aux membres du Conseil exécutif ainsi qu'au Whip en chef du gouvernement.

**1- Activités professionnelles, commerciales ou d'affaires:**

Les membres du Conseil exécutif doivent mettre fin, dans les plus brefs délais après leur nomination et pour toute la durée de leur mandat, aux activités de nature professionnelle, commerciale ou d'affaires qui pourraient constituer une source de conflit d'intérêts ou les empêcher de consacrer tout leur temps à leurs fonctions.

**2- Compagnies publiques:**

Les membres du Conseil exécutif doivent, dans les 60 jours de leur nomination, soit se départir de leurs intérêts dans des compagnies publiques, soit les transporter dans une fiducie sans droit de regard dont le fiduciaire est indépendant ou encore les confier à un mandataire indépendant suivant un mandat sans droit de regard.

Toutefois, rien dans le présent article ne s'applique aux intérêts que le membre possède dans un fonds mutuel ou dans un régime enregistré d'épargne retraite (REER), sauf dans un REER autogéré, ni n'interdit sa participation au régime d'épargne actions (REA), au Fonds de solidarité des travailleurs ou au Fondation.

Pour les fins des présentes, l'expression "compagnie publique" s'applique à toute compagnie dont les actions sont transigées à une bourse ou pour lesquelles il existe un marché établi ainsi qu'à toute compagnie dont les actions sont détenues par plus de 25 actionnaires et dont la gestion est tout à fait étrangère au membre du Conseil exécutif. Toute autre compagnie ou société est une société fermée.

**3- Autres compagnies:**

Les membres du Conseil exécutif doivent faire en sorte que les sociétés fermées dans lesquelles eux-mêmes et leur famille immédiate ont des intérêts, directement ou par personne ou compagnie interposée, s'abstiennent de faire des marchés avec l'État, c'est-à-dire:

- i) de fournir des biens ou des services au Gouvernement du Québec, ses ministères, agences ou organismes, ou
- ii) de recevoir de l'argent par voie d'emprunt ou de subvention du Gouvernement du Québec, de ses ministères, agences ou organismes.

La présente règle n'a pas pour effet d'interdire à un membre du Conseil exécutif de participer à un marché avec l'État auquel il participait avant sa nomination au Conseil des ministres ou auquel il a commencé à participer après sa nomination par le fait de son mariage, par l'effet de la loi ou par succession, mais le membre du Conseil exécutif doit mettre fin à cette participation dans les 60 jours après sa nomination ou après l'événement ayant donné naissance à cette participation.

Si un membre du Conseil exécutif participe à un marché avec l'État par la voie d'une société fermée au moment de l'entrée en vigueur de cette règle, il devra mettre un terme à cette participation, soit que la société renonce au marché, soit que le membre du Conseil exécutif dispose de ses intérêts dans cette société dans les 60 jours.

Les deux alinéas précédents s'appliquent mutatis mutandis à la famille immédiate du membre du Conseil exécutif.

La présente règle n'a toutefois pas pour effet d'interdire à un membre de la famille immédiate d'un ministre, sous réserve de l'article 65 de la Loi sur l'Assemblée nationale, de participer, par la voie d'une société fermée, à des marchés avec l'État s'il participait à un tel marché avant la nomination du membre en cause au Conseil des ministres lorsque les conditions générales applicables à un tel marché demeurent les mêmes, que la société ne constitue pas un fournisseur exclusif en regard d'un tel marché et qu'aucun bien ou service n'est rendu au ministère, à une agence ou à un organisme dont la responsabilité a été confiée à ce membre, ni au ministère du Conseil exécutif. En outre, le premier ministre peut, en tout temps, demander qu'il soit mis fin à un tel marché.

Pour les fins des présentes, les membres de la famille immédiate sont le conjoint et les enfants mineurs.

#### 4- Propriété foncière:

Sauf dans le cas d'une propriété foncière acquise pour leur usage personnel à des fins de résidence, il est interdit aux membres du Conseil exécutif d'acheter, pour fins de spéculation, un terrain ou d'acquérir des intérêts dans une propriété foncière au Québec ou encore dans une société de mise en valeur immobilière faisant affaires au Québec.

Rien n'empêche l'acquisition de terres agricoles ou forestières par un membre du Conseil exécutif qui se propose d'en faire l'exploitation, ni l'acquisition, personnellement ou par des compagnies, d'immeubles devant servir à des fins commerciales normales, ni l'acquisition de terrains voisins de propriétés résidentielles déjà détenues dans le but d'améliorer ces dernières.

5- Cas particuliers:

- a) En raison de la nature des attributions d'un membre du Conseil exécutif envers un type donné d'activités industrielles, commerciales ou financières, il pourra lui être demandé que lui-même ou sa famille immédiate se départisse d'un placement particulier.
- b) Exceptionnellement, dans des cas mettant en cause l'intérêt public, un marché avec l'État pourra être conclu même s'il déroge aux présentes directives, à la condition toutefois que les lois existantes sur l'indépendance des membres du Conseil exécutif soient rigoureusement respectées. La Commission parlementaire pertinente de l'Assemblée nationale sera alors informée de tous les détails du marché, et ce, avant sa conclusion, sauf pour les cas d'urgence.

6- Divulgation:

Chaque membre du Conseil exécutif doit remettre au Secrétaire général du Conseil exécutif, qui en est le dépositaire, dans les 60 jours de sa nomination et le 1er janvier de chaque année pendant la durée de ses fonctions, une déclaration contenant les informations suivantes et tenir à jour ces dernières lors de changements significatifs:

- a) le nom de toute société fermée dans laquelle il détient, directement ou indirectement, des intérêts sous forme d'actions ou de créances, qui est susceptible d'être partie à un marché avec l'État, c'est-à-dire une société ou compagnie offrant, dans un but lucratif, des biens ou des services dont l'État pourrait se prévaloir;
- b) les terrains ou immeubles dont il est propriétaire, en tout ou en partie, au Québec ou ailleurs, sauf les maisons ou logements destinés à l'usage résidentiel. Toutefois, tout immeuble faisant l'objet d'un avis d'expropriation de la part du Gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministères, agences ou organismes devra être ajouté à cette déclaration sans délai, s'il n'y est pas déjà;

- c) les nom, occupation et adresse de tout créancier individuel autre que les institutions financières, envers qui le membre du Conseil exécutif a une dette personnelle excédant 3 000 \$ et qui résulte d'un emprunt d'argent non garanti, en indiquant le montant du solde dû s'il excède 20 000 \$;
- d) toute entreprise ou société commerciale non incorporée dans laquelle il est associé ou propriétaire et qui est susceptible de faire des marchés avec l'État;
- e) les détails de la fiducie ou du mandat sans droit de regard établi en conformité de l'article 2, y compris le nom du fiduciaire ou du mandataire;
- f) au meilleur de sa connaissance, les renseignements prévus aux paragraphes a), b), c) et d) concernant son conjoint et ses enfants mineurs, ou les successions et fiducie dont lui-même ou sa famille immédiate est bénéficiaire.

Le membre du Conseil exécutif pour qui certaines dispositions des paragraphes a) à f) ne trouvent pas d'application doit déposer une déclaration à cet effet.

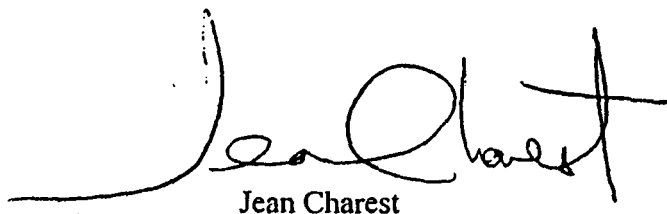
De plus, chaque membre du Conseil exécutif doit dresser annuellement, au meilleur de sa connaissance, la liste des compagnies publiques dans lesquelles sa famille immédiate a des intérêts, à moins que ceux-ci n'aient été transférés dans une fiducie sans droit de regard ou fassent l'objet d'un mandat sans droit de regard.

Ces déclarations seront accessibles aux personnes qui en font la demande et une copie en est transmise aux ministères et organismes gouvernementaux mentionnés à la liste qui est tenue à jour au bureau du Secrétaire général du Conseil exécutif.

Dans les cas litigieux, le premier ministre est responsable de l'interprétation des présentes directives.

Les présentes directives remplacent celles du 29 avril 2003.

Le premier ministre,



Jean Charest

Québec, le 9 septembre 2003

**AUX MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF ET  
AUX ADJOINTS PARLEMENTAIRES**

---

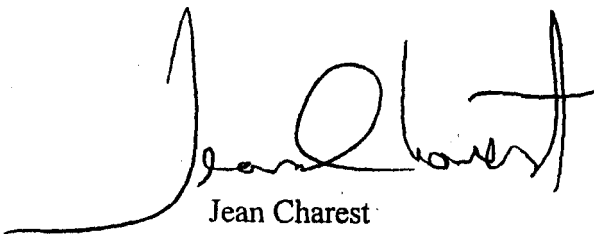
**Directive concernant les cadeaux et les dons**

Il arrive couramment que les ministres ou les adjoints parlementaires, à l'occasion des Fêtes ou de voyages, ou d'autres circonstances, reçoivent des cadeaux, et il y a lieu de préciser la manière dont ils doivent en disposer.

Je demande donc qu'on s'astreigne à suivre les règles suivantes:

1. un ministre ou un adjoint parlementaire peut accepter et conserver les plaques-souvenirs, les documents commémoratifs ou les présents de valeur modeste qui lui sont offerts personnellement à l'occasion d'un événement auquel il a participé;
2. tout autre cadeau ou don qui n'est pas de nature purement privée, reçu par un ministre ou un adjoint parlementaire, doit, soit être retourné au donateur, soit être remis au patrimoine public tout en avisant le donateur;
3. la remise au patrimoine public se fait de la manière suivante:
  - A. les biens ayant une valeur culturelle sont remis au ministère de la Culture et des Communications qui les transmet aux institutions appropriées;
  - B. les autres biens sont transmis au Service des achats qui en dispose, soit par vente aux enchères, soit par don à des organismes sans but lucratif.

Le Premier ministre,



Jean Charest

Québec, le 29 avril 2003

## **DIRECTIVES AUX MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF CONCERNANT LES CONFLITS D'INTÉRÊTS**

---

Les présentes directives complètent les dispositions de l'article 12 de la Loi sur l'exécutif et la section III du chapitre III de la Loi sur l'Assemblée nationale. Elles s'appliquent aux membres du Conseil exécutif ainsi qu'au Whip en chef du gouvernement.

### **1- Activités professionnelles, commerciales ou d'affaires:**

Les membres du Conseil exécutif doivent mettre fin, dans les plus brefs délais après leur nomination et pour toute la durée de leur mandat, aux activités de nature professionnelle, commerciale ou d'affaires qui pourraient constituer une source de conflit d'intérêts ou les empêcher de consacrer tout leur temps à leurs fonctions.

### **2- Compagnies publiques:**

Les membres du Conseil exécutif doivent, dans les 60 jours de leur nomination, soit se départir de leurs intérêts dans des compagnies publiques, soit les transporter dans une fiducie sans droit de regard dont le fiduciaire est indépendant ou encore les confier à un mandataire indépendant suivant un mandat sans droit de regard.

Toutefois, rien dans le présent article ne s'applique aux intérêts que le membre possède dans un fonds mutuel ou dans un régime enregistré d'épargne retraite (REER), sauf dans un REER autogéré, ni n'interdit sa participation au régime d'épargne actions (REA), au Fonds de solidarité des travailleurs ou au Fondation.

Pour les fins des présentes, l'expression "compagnie publique" s'applique à toute compagnie dont les actions sont transigées à une bourse ou pour lesquelles il existe un marché établi ainsi qu'à toute compagnie dont les actions sont détenues par plus de 25 actionnaires et dont la gestion est tout à fait étrangère au membre du Conseil exécutif. Toute autre compagnie ou société est une société fermée.



### 3- Autres compagnies:

Les membres du Conseil exécutif doivent faire en sorte que les sociétés fermées dans lesquelles eux-mêmes et leur famille immédiate ont des intérêts, directement ou par personne ou compagnie interposée, s'abstiennent de faire des marchés avec l'État, c'est-à-dire:

- i) de fournir des biens ou des services au Gouvernement du Québec, ses ministères, agences ou organismes, ou
- ii) de recevoir de l'argent par voie d'emprunt ou de subvention du Gouvernement du Québec, de ses ministères, agences ou organismes.

La présente règle n'a pas pour effet d'interdire à un membre du Conseil exécutif de participer à un marché avec l'État auquel il participait avant sa nomination au Conseil des ministres ou auquel il a commencé à participer après sa nomination par le fait de son mariage, par l'effet de la loi ou par succession, mais le membre du Conseil exécutif doit mettre fin à cette participation dans les 60 jours après sa nomination ou après l'événement ayant donné naissance à cette participation.

Si un membre du Conseil exécutif participe à un marché avec l'État par la voie d'une société fermée au moment de l'entrée en vigueur de cette règle, il devra mettre un terme à cette participation, soit que la société renonce au marché, soit que le membre du Conseil exécutif dispose de ses intérêts dans cette société dans les 60 jours.

Les deux paragraphes précédents s'appliquent mutatis mutandis à la famille immédiate du membre du Conseil exécutif.

Pour les fins des présentes, les membres de la famille immédiate sont le conjoint et les enfants mineurs.

4- Propriété foncière:

Sauf dans le cas d'une propriété foncière acquise pour leur usage personnel à des fins de résidence, il est interdit aux membres du Conseil exécutif d'acheter, pour fins de spéculation, un terrain ou d'acquérir des intérêts dans une propriété foncière au Québec ou encore dans une société de mise en valeur immobilière faisant affaires au Québec.

Rien n'empêche l'acquisition de terres agricoles ou forestières par un membre du Conseil exécutif qui se propose d'en faire l'exploitation, ni l'acquisition, personnellement ou par des compagnies, d'immeubles devant servir à des fins commerciales normales, ni l'acquisition de terrains voisins de propriétés résidentielles déjà détenues dans le but d'améliorer ces dernières.

5- Cas particuliers:

- a) En raison de la nature des attributions d'un membre du Conseil exécutif envers un type donné d'activités industrielles, commerciales ou financières, il pourra lui être demandé que lui-même ou sa famille immédiate se départisse d'un placement particulier.
- b) Exceptionnellement, dans des cas mettant en cause l'intérêt public, un marché avec l'État pourra être conclu même s'il déroge aux présentes directives, à la condition toutefois que les lois existantes sur l'indépendance des membres du Conseil exécutif soient rigoureusement respectées. La Commission parlementaire pertinente de l'Assemblée nationale sera alors informée de tous les détails du marché, et ce, avant sa conclusion, sauf pour les cas d'urgence.

6- Divulgation:

Chaque membre du Conseil exécutif doit remettre au Secrétaire général du Conseil exécutif, qui en est le dépositaire, dans les 60 jours de sa nomination et le 1er janvier de chaque année pendant la durée de ses fonctions, une déclaration contenant les informations suivantes et tenir à jour ces dernières lors de changements significatifs:

- a) le nom de toute société fermée dans laquelle il détient, directement ou indirectement, des intérêts sous forme d'actions ou de créances, qui est susceptible d'être partie à un marché avec l'État, c'est-à-dire une société ou compagnie offrant, dans un but lucratif, des biens ou des services dont l'État pourrait se prévaloir;
- b) les terrains ou immeubles dont il est propriétaire, en tout ou en partie, au Québec ou ailleurs, sauf les maisons ou logements destinés à l'usage résidentiel. Toutefois, tout immeuble faisant l'objet d'un avis d'expropriation de la part du Gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministères, agences ou organismes devra être ajouté à cette déclaration sans délai, s'il n'y est pas déjà;
- c) les nom, occupation et adresse de tout créancier individuel autre que les institutions financières, envers qui le membre du Conseil exécutif a une dette personnelle excédant 3 000 \$ et qui résulte d'un emprunt d'argent non garanti, en indiquant le montant du solde dû s'il excède 20 000 \$;
- d) toute entreprise ou société commerciale non incorporée dans laquelle il est associé ou propriétaire et qui est susceptible de faire des marchés avec l'État;
- e) les détails de la fiducie ou du mandat sans droit de regard établi en conformité de l'article 2, y compris le nom du fiduciaire ou du mandataire;
- f) au meilleur de sa connaissance, les renseignements prévus aux paragraphes a), b), c) et d) concernant son conjoint et ses enfants mineurs, ou les successions et fiducie dont lui-même ou sa famille immédiate est bénéficiaire.

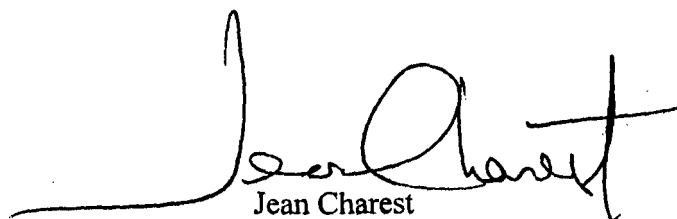
Le membre du Conseil exécutif pour qui certaines dispositions des paragraphes a) à f) ne trouvent pas d'application doit déposer une déclaration à cet effet.

De plus, chaque membre du Conseil exécutif doit dresser annuellement, au meilleur de sa connaissance, la liste des compagnies publiques dans lesquelles sa famille immédiate a des intérêts, à moins que ceux-ci n'aient été transférés dans une fiducie sans droit de regard ou fassent l'objet d'un mandat sans droit de regard.

Ces déclarations seront accessibles aux personnes qui en font la demande et une copie en est transmise aux ministères et organismes gouvernementaux mentionnés à la liste qui est tenue à jour au bureau du Secrétaire général du Conseil exécutif.

Dans les cas litigieux, le Premier ministre est responsable de l'interprétation des présentes directives.

Le Premier ministre,



Jean Charest

Québec, le 29 avril 2003

**DÉCLARATION FAITE CONFORMÉMENT AUX DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE CONCERNANT LES CONFLITS D'INTÉRÊTS**

Québec, le \_\_\_\_\_ 20\_\_

Je, \_\_\_\_\_, membre du Conseil exécutif, atteste que la déclaration qui suit couvre tous les biens que je possède ainsi que ceux de mon conjoint et de mes enfants mineurs qui sont visés par les directives du Premier ministre concernant les conflits d'intérêts.

\_\_\_\_\_  
(signature)

- 1- Sociétés fermées dans lesquelles l'un de nous détient des intérêts sous forme d'actions avec droit de vote, directement ou par personnes ou sociétés interposées, et qui sont susceptibles d'être partie à un marché avec l'État, c'est-à-dire une société qui offre, dans un but lucratif, des biens ou des services dont le Gouvernement du Québec, ses ministères, agences ou organismes pourraient se prévaloir:

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

- 2- Entreprises ou sociétés commerciales non incorporées dans lesquelles l'un de nous est associé ou propriétaire et qui sont susceptibles de faire des marchés avec l'État:

---

---

---

---

---

---

---

---

- 3- Les nom, occupation et adresse de tout créancier individuel, autre que les institutions financières, envers qui l'un de nous a une dette personnelle excédant 3 000 \$ et qui résulte d'un emprunt d'argent non garanti:

<u>Nom</u>	<u>Occupation</u>	<u>Adresse</u>	<u>Montant dû</u> <u>(s'il excède</u> <u>20 000 \$)</u>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>

- 4- Les immeubles dont l'un de nous est propriétaire, en tout ou en partie, au Québec ou ailleurs, sauf les maisons ou logements destinés à l'usage résidentiel:

---

---

---

---

---

---

---

---

- 5- Les immeubles, dont je suis propriétaire, faisant l'objet d'un avis d'expropriation de la part du Gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministères, agences ou organismes:

---

---

---

---

---

---

- 6- Les compagnies publiques dans lesquelles ma famille immédiate a des intérêts et qui ne font pas l'objet d'une fiducie ou d'un mandat sans droit de regard:

---

---

---

---

---

---

---

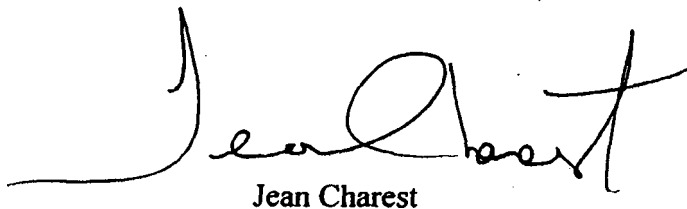
- 7- Annexer, s'il y a lieu, une description des détails de la fiducie ou du mandat sans droit de regard institué en conformité du paragraphe 2 des directives, y compris le nom du fiduciaire ou du mandataire.



**DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE  
RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS  
DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE**

Tout membre du personnel des cabinets de ministre doit prendre connaissance et s'engager, en signant le formulaire ci-joint, à respecter les règles sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice de leurs fonctions, reproduites aux annexes A, B et C de la présente directive.

Le premier ministre,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean Charest', with a long horizontal stroke extending to the left.

Jean Charest

Québec, le 15 octobre 2003

**ENGAGEMENT**

J'atteste avoir pris connaissance des règles sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre, reproduites aux annexes A, B et C, et je m'engage à respecter chacune de ces règles lorsqu'elles me sont applicables.

Le cas échéant, le présent engagement remplace tout formulaire que j'ai signé concernant une matière visée par ces règles.

Signé à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
(Signature, nom et fonction de la  
personne visée par la Directive)

## **ANNEXE A**

### **LA SECTION VII DE LA *DIRECTIVE CONCERNANT LE RECRUTEMENT, LA NOMINATION, LA RÉMUNÉRATION ET LES AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE***

**(Directive 4-83 refondue par le C.T. 164805 du 30 juin 1987)**

#### **SECTION VII – LOYAUTÉ ET CONFLIT D'INTÉRÊT**

35. Le membre du personnel d'un cabinet doit être loyal et porter allégeance à l'autorité constituée.
36. Le membre du personnel d'un cabinet ne peut avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt et les devoirs de ses fonctions.

Toutefois, si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation, il doit y renoncer ou en disposer avec toute la diligence possible.

## ANNEXE B

### **LES ARTICLES 28 À 32 DE LA LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME**

(L.R.Q., chapitre T-11.011)

Titulaire d'une charge  
publique.

**28.** Nul ne peut, s'il a été titulaire d'une charge publique pendant au moins un an au cours des deux années qui ont précédé la date où il a cessé d'être titulaire d'une telle charge, exercer à titre de lobbyiste-conseil des activités de lobbyisme auprès d'un titulaire d'une charge publique.

Charges publiques  
visées.

Cette interdiction n'est applicable que si la charge publique dont était titulaire la personne assujettie à l'interdiction était l'une ou l'autre des charges suivantes :

1° membre du Conseil exécutif ou député autorisé à siéger au Conseil des ministres ;

2° membre du personnel de cabinet, autre qu'un employé de soutien, d'une personne titulaire d'une charge visée au paragraphe 1°, sous-ministre ou autre titulaire d'un emploi visé à l'article 55 de la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1) ou titulaire d'un emploi visé à l'article 57 de cette loi.

2002, c. 23, a. 28.

Titulaire d'une charge  
publique dans la même  
institution.

**29.** Nul ne peut exercer des activités de lobbyisme auprès d'un titulaire d'une charge publique exerçant ses fonctions au sein de la même institution parlementaire, gouvernementale ou municipale que celle dans laquelle il a lui-même été titulaire d'une charge publique au cours de l'année qui a précédé la date où il a cessé de l'être ou au sein d'une telle institution avec laquelle il a eu, au cours de cette année, des rapports officiels, directs et importants.

Charges publiques  
visées.

Cette interdiction n'est applicable que si la charge publique dont était titulaire la personne assujettie à l'interdiction était l'une ou l'autre des charges suivantes :

1° membre du Conseil exécutif, député autorisé à siéger au Conseil des ministres, maire, président d'arrondissement, préfet, président du conseil d'une communauté métropolitaine ou membre du comité exécutif d'une municipalité ou d'une communauté métropolitaine ;

2° membre du personnel de cabinet, autre qu'un employé de soutien, d'une personne titulaire d'une charge visée au paragraphe 1°, sous-ministre ou autre titulaire d'un emploi visé à l'article 55 de la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1), titulaire d'un emploi visé à l'article 57 de cette loi, directeur général ou directeur général adjoint d'une municipalité ou d'une communauté métropolitaine ou secrétaire-trésorier d'une municipalité régie par le Code municipal du Québec (chapitre C-27.1).

2002, c. 23, a. 29.

Période des  
interdictions.

**30.** Les interdictions prévues aux articles 28 et 29 valent respectivement pour une période de deux ans ou d'un an à compter de la date à laquelle la personne a cessé d'être titulaire d'une charge qui y est visée, selon que la charge dont elle était titulaire est visée par le paragraphe 1° ou par le paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'un ou l'autre de ces articles.

2002, c. 23, a. 30.

Avantage indu.

**31.** Nul ne peut, dans l'exercice de ses activités de lobbyisme, tirer un avantage indu d'une charge publique dont il a antérieurement été titulaire, ni agir relativement à une procédure, une négociation ou une autre opération particulière à laquelle il a participé dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de cette charge.

2002, c. 23, a. 31.

Divulcation de  
renseignements  
confidentiels.

**32.** Nul ne peut, dans l'exercice de ses activités de lobbyisme, divulguer des renseignements confidentiels dont il a pris connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice d'une charge publique dont il a antérieurement été titulaire, ni donner à quiconque des conseils fondés sur des renseignements non accessibles au public dont il a ainsi pris connaissance et qui concernent soit l'institution parlementaire, gouvernementale ou municipale dans laquelle il exerçait sa charge, soit un tiers avec lequel il a eu des rapports directs et importants au cours de l'année précédant la date où il a cessé d'être titulaire d'une charge publique au sein de cette institution.

2002, c. 23, a. 32.

## **ANNEXE C**

### **DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT**

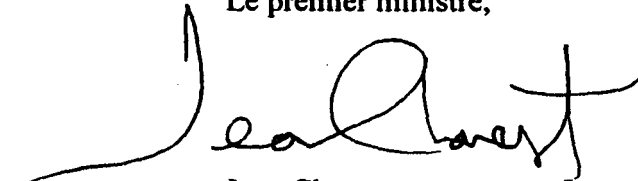
1. La présente directive s'applique aux membres du Conseil exécutif, aux députés autorisés à siéger au Conseil des ministres et aux membres du personnel de leur cabinet à l'exception des employés de soutien, lorsqu'ils cessent d'exercer leurs fonctions pour l'État.
2. Une personne visée par la présente directive qui a cessé d'exercer ses fonctions pour l'État doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures au service de celui-ci.
3. Une personne visée par la présente directive qui a cessé d'exercer ses fonctions pour l'État ne doit pas divulguer une information confidentielle dont elle a pris connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. Elle ne doit pas non plus donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public, dont elle a pris connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et qui concerne l'État ou un tiers avec lequel elle avait des rapports directs importants au cours de l'année qui a précédé la cessation de ses fonctions.
4. Une personne visée par la présente directive qui a agi pour l'État relativement à une procédure, une négociation ou une autre opération particulière ne peut, après qu'elle ait cessé d'exercer ses fonctions pour l'État, agir au nom ou pour le compte d'autrui à l'égard de la même procédure, négociation ou autre opération.
5. Une personne visée par la présente directive ne peut, dans l'année qui suit la cessation de ses fonctions visées à l'article 1:
  - 1° accepter une nomination au conseil d'administration ou comme membre d'un organisme, d'une entreprise ou d'une autre entité qui n'appartient pas à l'État et avec lequel elle a eu des rapports officiels directs et importants au cours de l'année qui a précédé la cessation de ses fonctions ou accepter d'occuper une fonction, un emploi ou un poste au sein d'un tel organisme ou d'une telle entreprise ou entité;
  - 2° intervenir pour le compte d'autrui auprès d'un ministère où elle a travaillé au cours de l'année qui a précédé la cessation de ses fonctions ou auprès d'un ministère, d'un organisme, d'une entreprise ou d'une autre entité de l'État avec lequel elle a eu des rapports officiels directs et importants au cours de cette période.

Dans le cas des membres du Conseil exécutif et des députés autorisés à siéger au Conseil des ministres, ces interdictions s'appliquent durant une période de deux ans.

6. Toute personne visée par la présente directive et qui est encore en fonction doit, si elle constate qu'une autre personne visée par celle-ci contrevient, relativement à une procédure, une négociation ou une autre opération particulière, à une disposition de l'article 4 ou du paragraphe 2° de l'article 5, s'abstenir de traiter avec cette personne dans le cadre de cette procédure, négociation ou autre opération.
7. Chaque personne visée par la présente directive et qui n'est pas visée par la *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* doit signer l'engagement ci-joint.
8. Aux fins de la présente directive, l'État s'entend des personnes, organismes, entreprises et établissements suivants :
  - 1° Tout organisme public, tout organisme du gouvernement ainsi que toute entreprise du gouvernement, au sens de la Loi sur le vérificateur général (chapitre V-5.01).
  - 2° L'université du Québec, ses universités constituantes, ses instituts de recherche et ses écoles supérieures au sens de la Loi sur l'Université du Québec (chapitre U-1).
  - 3° Tout établissement d'enseignement de niveau universitaire visé aux paragraphes 1° à 11° de l'article 1 de la Loi sur les établissements d'enseignements de niveau universitaire (chapitre E-14.1) et qui n'est pas visé à l'article 2 de la présente annexe.
  - 4° Tout collège d'enseignement général et professionnel institué en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (chapitre C-29).
  - 5° Toute commission scolaire visée par la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.1) ou par la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (chapitre I-14), ainsi que le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal.
  - 6° Tout établissement privé agréé aux fins de subventions en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9.1).

- 7° Tout autre établissement d'enseignement dont plus de la moitié des dépenses sont prévues aux crédits qui apparaissent dans le budget de dépenses déposé à l'Assemblée nationale sous un titre autre qu'un crédit de transfert.
- 8° Tout établissement public ou privé conventionné visé par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2).
- 9° Le conseil régional institué par la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (chapitre S-5).
- 10° Toute municipalité ainsi que tout organisme visé aux articles 18 ou 19 de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3).
- 11° Tout conseil régional de développement et tout centre local de développement visés par la Loi sur le ministère des Régions (chapitre M-25.001).
- 12° Tout organisme visé au paragraphe 4° de l'article 4 de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011).

Le premier ministre,



Jean Charest

Québec, le 15 octobre 2003



ENGAGEMENT

J'atteste avoir pris connaissance de la Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État et je m'engage à respecter chacune de ses dispositions.

Signé à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
(Signature, nom et fonction de la  
personne visée par la Directive)



Québec, le 30 avril 2003

Madame Diane Jean  
Secrétaire  
Conseil du trésor  
885 Grande Allée Est  
Édifice J, bureau 4.03  
Québec, Québec G1A 1A2

**OBJET : Voyages des ministres en avion**

---

Chère collègue,

Pour des raisons évidentes de sécurité, il est souhaitable que jamais plus de cinq ministres ne prennent place à bord d'un même avion. Auriez-vous l'obligeance de faire le nécessaire afin que le Service aérien gouvernemental poursuive l'application de cette consigne.

Veuillez agréer, chère collègue, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Secrétaire général  
du Conseil exécutif,

André Dicaire



**DESTINATAIRES :** M. Gérard Bibeau  
M. Daniel Bienvenue  
M. Alain Bolduc  
M. Louis Borgeat  
M. Simon Chabot  
M. Guy Deschênes  
M. André Fortier  
Mme Suzanne Giguère  
M. Rémy Girard  
M. Michel Hamelin  
M. Camille Horth  
M. Alain Lauzier  
M. Alain Parenteau  
M. François Turenne

**DATE :** Le 11 mars 2004

---

Veuillez prendre note qu'à la suite de la réception des déclarations sur les conflits d'intérêts produites par tous les ministres en janvier 2004, il n'y a plus de contre-indication applicable au ministère du Conseil exécutif et, par conséquent, j'annule à compter d'aujourd'hui ma demande du 10 septembre 2003, complétée par la note du 9 octobre 2003 de M. Yves Pleau.

Je vous remercie de votre collaboration.

André Dicaire



DESTINATAIRES : M. Gérard Bibeau  
M. Daniel Bienvenue  
M. Louis Borgeat  
M. Simon Chabot  
M. Guy Deschênes  
M. André Fortier  
Mme Suzanne Giguère  
M. Rémy Girard  
M. Michel Hamelin  
Mme Liette Harvey  
M. Camille Horth  
M. Alain Lauzier  
M. François Turenne

DATE : Le 9 octobre 2003

---

En complément d'information à la note du 10 septembre 2003 de monsieur André Dicaire vous demandant de cesser de requérir des biens ou services provenant de chez Nourcy, vous trouverez ci-joint copie d'une lettre de monsieur Sam Hamad, ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs, dans laquelle il énumère les entités du groupe Nourcy qui ont des activités reliées à celles du Centre de production A.N. inc.

Je vous remercie de votre collaboration.

  
Yves Fleau  
Secrétaire général associé

p.j.

Québec

Gouvernement du Québec  
Le ministre des Ressources naturelles,  
de la Faune et des Parcs,  
ministre responsable de la région  
de la Capitale-Nationale

RESSOURCES NATURELLES  
BUR. DU SOUS-MINISTRE

03 SEP 10 18:07

Québec, le 10 septembre 2003

Monsieur Michel Boivin  
Sous-ministre  
Ministère des Ressources naturelles,  
de la Faune et des Parcs  
5400, 4<sup>e</sup> Avenue Ouest, bureau A 303  
Charlesbourg (Québec) G1H 6R1

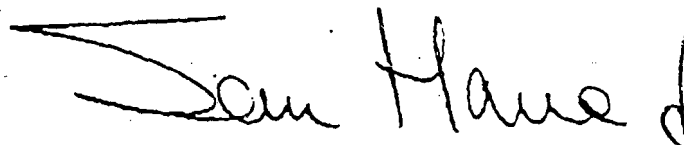
Monsieur le Sous-ministre,

Le premier ministre du Québec, monsieur Jean Charest, a procédé, en date du 9 septembre 2003, à une modification de la directive sur les conflits d'intérêt. En vertu de ces nouvelles règles, le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs ainsi que tous les organismes sous ma responsabilité ne pourront dorénavant requérir aucun bien ni service des entreprises oeuvrant sous les raisons sociales suivantes :

Les Immeubles Nourcy inc.  
Centre de production A.N. inc.  
9073-2579 Québec inc.  
Délicatesse Nourcy  
9073-3015 Québec inc.  
9120-1129 Québec inc.  
Agnus Dei Nourcy

Je compte sur votre collaboration afin que cette directive soit mise en application dès maintenant.

Veuillez agréer, Monsieur le Sous-ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Sam Hamad

Québec  
Bureau A-303  
5700, 4<sup>e</sup> Avenue Ouest  
Québec (Québec) G1H 6R1  
Téléphone : (418) 643-7295  
Télécopieur : (418) 643-4318  
sam.hamad@mrnp.gouv.qc.ca

Montréal  
Tour Nord, bureau 26.03  
150, rue Ste-Catherine Ouest  
Case postale 666, Succursale Desjardins  
Montréal (Québec) H5B 1B8  
Téléphone : (514) 864-7222  
Télécopieur : (514) 864-7695

**DESTINATAIRES :** M. Gérard Bibeau  
M. Daniel Bienvenue  
M. Louis Borgeat  
M. Simon Chabot  
M. Guy Deschênes  
M. André Fortier  
Mme Suzanne Giguère  
M. Rémy Girard  
M. Michel Hamelin  
Mme Liette Harvey  
M. Camille Horth  
M. Yves Pleau  
M. François Turenne

**DATE :** Le 10 septembre 2003

---

Les nouvelles directives aux membres du Conseil exécutif concernant les conflits d'intérêts permettent, à certaines conditions, à un membre de la famille immédiate d'un ministre de participer à des marchés avec l'État. Toutefois, l'une des conditions alors applicables est qu'aucun de ces biens ou services ne soit rendu au ministère du Conseil exécutif. L'application de cette directive m'amène à vous demander de cesser, dès aujourd'hui, de requérir quelque bien ou service que ce soit provenant de chez Nourcy.

Je vous remercie de votre collaboration.

Le secrétaire général,



André Dicaire

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**8. COPIE DES AVIS, DOCUMENTS, ANALYSES, ÉTUDES À L'ÉGARD DU POSTE DE COMMISSAIRE À L'ÉTHIQUE.**

*Réponse : Aucun.*

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**9.LISTE DE TOUTES LES SOCIÉTÉS (OBSL) CRÉÉES PAR LE MINISTÈRE EN 2003-2004.**

*Réponse : Aucune.*



**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**10. VENTILATION DE TOUS LES « CT RÉCEPTIONS » DU CONSEIL DES MINISTRES EN INDIQUANT POUR CHACUN DES FOURNISSEURS LES MONTANTS PAYÉS AINSI QUE LA DATE DES SERVICES FOURNIS.**

*Réponse : Aucun.*

# MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 11. BUDGET DÉPENSÉ PAR MOIS EN 2003-2004, PRÉVISIONS 2004-2005.

PÉRIODE	DÉPENSES EN 2003-2004* \$	PRÉVISIONS 2004-2005
Avril 2003	129 453	Rémunération : 1 337 800
Mai 2003	105 438	Fonctionnement : 202 300
Juin 2003	112 129	TOTAL : 1 540 100
Juillet 2003	143 317	
Août 2003	90 874	
Septembre 2003	102 801	
Octobre 2003	116 325	
Novembre 2003	109 816	
Décembre 2003	118 350	
Janvier 2004	163 583	
Février 2004	101 555	
<b>TOTAL :</b>	<b>1 293 641</b>	
91,5 % rémunération :	1 182 082	
8,5 % fonctionnement :	111 559	
*Ces montants comprennent la rémunération et le fonctionnement et excluent les activités de communication provenant de la provision.		

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**12. SALAIRE, AVANTAGES ET BONIS VERSÉS AU DIRECTEUR DU SECRÉTARIAT EN 2003-2004.**

DESCRIPTION	MONTANT \$
Claude Bédard, secrétaire général associé – prime de départ (équivalent à un mois de salaire par année de service)	15 088

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**13. LISTE DES AGENCES OU CONSULTANTS ENGAGÉS PAR LE SECRÉTARIAT DEPUIS LE 29 AVRIL 2003 AVEC MONTANTS VERSÉS OU, S'IL Y A LIEU, LE MONTANT TOTAL D'UN CONTRAT OUVERT AVEC CES AGENCES OU CONSULTANTS.**

DESCRIPTION	MONTANT \$
Commando Création inc.	10 000
Coefficiencence inc.	22 960

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. MONTANT DÉBOURSÉ PAR MOIS POUR DE LA PUBLICITÉ OU POUR LA PUBLICATION DE TEXTES PAR LE SECRÉTARIAT  
OU DIRECTEMENT PAR LE MINISTÈRE, AU QUÉBEC OU AILLEURS, EN PRÉCISANT LE NOM DU MÉDIA.

PROGRAMME 02 : SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS	SOMMES DÉPENSÉES 2003-2004
<p><b><u>Presse écrite :</u></b></p> <p>Fournisseur : Direction générale de l'information gouvernementale (MRCI) But : Faire connaître les priorités gouvernementales</p> <p>A) Placement publicitaire du Secrétariat à la communication gouvernementale dans divers journaux, hebdos et magazines</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Avril<ul style="list-style-type: none"><li>Message de M. Bernard Landry dans le cahier spécial sur M. Jacques Baril dans la Nouvelle de Victoriaville (718,35 \$)</li></ul></li><li>Mai<ul style="list-style-type: none"><li>Mot du premier ministre dans le cahier spécial de l'Association des régions du Québec ( 11 129,41 \$)</li></ul></li><li>Juin<ul style="list-style-type: none"><li>Panneaux-affiches à Sherbrooke pour les Jeux mondiaux de la jeunesse (10 122,89 \$)</li></ul></li><li>Septembre<ul style="list-style-type: none"><li>Parution d'un article sur l'éthique dans la Fonction publique dans le Journal de l'Association des employés et employées du gouvernement du Québec (779,06 \$)</li></ul></li><li>Octobre<ul style="list-style-type: none"><li>Parution d'un article sur la réforme des institutions démocratiques dans le Journal de l'Association des employés et employées du gouvernement du Québec (779,06 \$)</li></ul></li></ul>	

# MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 14. MONTANT DÉBOURSÉ PAR MOIS POUR DE LA PUBLICITÉ OU POUR LA PUBLICATION DE TEXTES PAR LE SECRÉTARIAT OU DIRECTEMENT PAR LE MINISTÈRE, AU QUÉBEC OU AILLEURS, EN PRÉCISANT LE NOM DU MÉDIA.

##### PROGRAMME 02 : SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS	SOMMES DÉPENSÉES 2003-2004
<ul style="list-style-type: none"><li>• Novembre<ul style="list-style-type: none"><li>• Participation au jeu questionnaires Le Fureteur du Journal de l'Association des employés et employées du gouvernement du Québec (303,53 \$)</li></ul></li><li>• Février 2004<ul style="list-style-type: none"><li>• Parution d'un article sur l'Entente de principe avec les Innus sur la poursuite des négociations dans le Journal de l'Association des employés et employées du gouvernement du Québec (779,06 \$)</li></ul></li></ul>	
<b>Sous-total :</b>	<b>24 611</b>
B) Placement publicitaire du Cabinet du premier ministre dans divers journaux, hebdos et magazines <ul style="list-style-type: none"><li>• Avril<ul style="list-style-type: none"><li>• Message de M. Bernard Landry dans le programme du Tournoi de Ringuette de Boucherville (202,35 \$)</li><li>• Message de M. Bernard Landry dans le programme-souvenir du Championnat scolaire provincial de Ste-Julie (505,89 \$)</li><li>• Annonce de M. Bernard Landry dans le programme-souvenir du Mois des artistes de Boucherville (252,94 \$)</li><li>• Message de M. Bernard Landry dans le programme du Concours de la Maison des jeunes de Verchères – Musifonie (80,94 \$)</li></ul></li><li>• Mai<ul style="list-style-type: none"><li>• Message de M. Bernard Landry dans l'Outil de travail quotidien du personnel enseignant travaillant sur le territoire des patriotes (221,58 \$)</li></ul></li></ul>	

## MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 14. MONTANT DÉBOURSÉ PAR MOIS POUR DE LA PUBLICITÉ OU POUR LA PUBLICATION DE TEXTES PAR LE SECRÉTARIAT OU DIRECTEMENT PAR LE MINISTÈRE, AU QUÉBEC OU AILLEURS, EN PRÉCISANT LE NOM DU MÉDIA.

##### PROGRAMME 02 : SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS	SOMMES DÉPENSÉES 2003-2004
<ul style="list-style-type: none"><li>• Juin<ul style="list-style-type: none"><li>• Message du premier ministre dans la Revue Réussir de l'Écho du Nord concernant la ville de St-Jérôme (1 214,11 \$)</li><li>• Mot du premier ministre dans le Journal économique pour les « 50 femmes de réussite » visant à souligner le travail de 50 femmes de la grande région de Québec s'étant illustrées dans divers domaines d'activités (1 315,29 \$)</li></ul></li><li>• Juillet<ul style="list-style-type: none"><li>• Message du premier ministre pour la Fête du Canada dans la Tribune de Sherbrooke (872,65 \$)</li></ul></li><li>• Août<ul style="list-style-type: none"><li>• Message du premier ministre pour la Fête nationale des Acadiens dans l'Acadie Nouvelle (728,47 \$)</li></ul></li><li>• Septembre<ul style="list-style-type: none"><li>• Message du premier ministre dans le magazine Afrique Expansion Mag (2 023,53 \$)</li><li>• Message du premier ministre dans le Québec Chronicle-Télégraph pour la célébration de la communauté culturelle anglophone du Québec ( 421,35 \$)</li><li>• Mot du premier ministre dans la revue « C'est ma vie Genre » de la Tribune de Sherbrooke afin de souligner la sortie d'un nouveau magazine jeunesse qui sera une tribune pour les jeunes de tous âges de la région de l'Estrie (910,59 \$)</li><li>• Message du premier ministre dans la publication de la 55<sup>e</sup> journée de l'Amitié ethnique de l'Ordre des fils d'Italie (252,94 \$)</li></ul></li></ul>	

# MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 14. MONTANT DÉBOURSÉ PAR MOIS POUR DE LA PUBLICITÉ OU POUR LA PUBLICATION DE TEXTES PAR LE SECRÉTARIAT OU DIRECTEMENT PAR LE MINISTÈRE, AU QUÉBEC OU AILLEURS, EN PRÉCISANT LE NOM DU MÉDIA.

##### PROGRAMME 02 : SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS	SOMMES DÉPENSÉES 2003-2004
<ul style="list-style-type: none"><li>• Octobre<ul style="list-style-type: none"><li>• Message du premier ministre dans le bottin souvenir des Chevaliers de Colomb de Saint-Jean-sur-Richelieu (505,89 \$)</li><li>• Message du premier ministre pour la Fête du Ramadan dans le Journal arabe Malmacreq (404,71 \$)</li><li>• Message du premier ministre dans le cahier du participant des Forums régionaux de la FADOQ (1 011,76 \$)</li></ul></li><li>• Novembre<ul style="list-style-type: none"><li>• Message du premier ministre pour le 100<sup>e</sup> anniversaire du diocèse de Joliette dans l'Action Week-End (500,82 \$)</li><li>• Message du premier ministre dans le cahier Rencontre des arts de Saint-Jean-sur-Richelieu (961,18 \$)</li></ul></li><li>• Décembre<ul style="list-style-type: none"><li>• Message du premier ministre avec d'autres députés dans The Record pour les vœux du temps des fêtes (71,39 \$)</li><li>• Trois messages du premier ministre dans la Tribune de Sherbrooke pour les vœux du temps des fêtes (355,14 \$)</li></ul></li><li>• Février 2004<ul style="list-style-type: none"><li>• Message du premier ministre dans le livre souvenir de la Société du patrimoine du bassin de la chaîne géologique du Mont-Tremblant pour le 125<sup>e</sup> anniversaire de St-Jovite (354,11 \$)</li></ul></li></ul>	
<b>Sous-total :</b>	<b>13 168</b>



# MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 14. MONTANT DÉBOURSÉ PAR MOIS POUR DE LA PUBLICITÉ OU POUR LA PUBLICATION DE TEXTES PAR LE SECRÉTARIAT OU DIRECTEMENT PAR LE MINISTÈRE, AU QUÉBEC OU AILLEURS, EN PRÉCISANT LE NOM DU MÉDIA.

##### PROGRAMME 02 : SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS		SOMMES DÉPENSÉES 2003-2004
<p><b><u>Presse électronique :</u></b></p> <p>Fournisseur : Direction générale de l'information gouvernementale (MRCI) But : Diffusion des messages du premier ministre</p> <p>A) Placement publicitaire du Cabinet du premier ministre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Décembre <ul style="list-style-type: none"> <li>Message radiophonique du premier ministre sur la station Cité Rock-détente pour les vœux du temps des fêtes (595,00 \$)</li> <li>Message du premier ministre sur les ondes de TQS à Sherbrooke pour le temps des fêtes (1 050,40 \$)</li> </ul> </li> </ul>		
<b>Sous-total :</b>		<b>1 645</b>
<b>Grand total :</b>		<b>39 424</b>

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**15. À PROPOS DE LA PUBLICITÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC CÉLÉBRANT LA FÊTE NATIONALE 2003 ET DIFFUSÉE SUR LES RÉSEAUX DE TÉLÉVISION EN JUIN DERNIER, LISTE DES PERSONNES, HONORAIRES ET VENTILATION DES COÛTS.**

Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec) – 65 000 \$

- a) Tous les figurants, à l'exception du premier ministre et des ministres, ont été embauchés directement par Télé-Québec; le SCG n'a fait aucune recommandation.
- b) Les figurants ont été payés en fonction de l'entente que Télé-Québec a conclue avec l'Union des artistes.
- c) Pour ce qui est de la ventilation des coûts de la publicité, il n'y a qu'un seul poste budgétaire : Télé-Québec a fourni tous les services de production et de réalisation.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**16. CONDITIONS ET DATE D'ACCESSION DE MADAME DIANE WILHELMY À SES FONCTIONS DE RESPONSABLE DU SECRÉTARIAT.**

Madame Diane Wilhelmy a été nommée secrétaire générale associée au ministère du Conseil exécutif, chargée du Secrétariat des forums, par le décret numéro 191-2004 du 17 mars 2004.

Elle est entrée en fonction le 22 mars 2004 et conserve les mêmes conditions d'emploi qu'elle détenait précédemment à titre de sous-ministre du ministère des Relations internationales.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**17. CONDITIONS ET DATE D'EMBAUCHE DE MONSIEUR PIERRE SHEDLEUR À TITRE DE COPRÉSIDENT DES FORUMS.**

Monsieur Pierre Shedleur a été nommé coprésident des Forums thématiques en régions par le décret numéro 190-2004 du 17 mars 2004.

Ce décret précise : « *QUE monsieur Pierre Shedleur soit remboursé pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions suivant les règles applicables aux présidents d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.* »

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**18. COPIE DE L'ENTENTE AVEC BELL CANADA À L'ÉGARD DES FONCTIONS DE MONSIEUR PIERRE SHEDLEUR À TITRE DE COPRÉSIDENT DES FORUMS.**

Comme il s'agit d'une démarche usuelle qui consiste à demander à une entreprise privée de faire bénéficier le gouvernement du Québec du savoir-faire de l'un de ses dirigeants, une entente verbale a été convenue avec Bell Canada qui a accepté de permettre à monsieur Pierre Shedleur de collaborer à la démarche de dialogue avec les citoyens lancée par le premier ministre.

Une lettre du secrétaire général du gouvernement a par la suite confirmé les modalités de cette entente. En fait, M. Shedleur doit agir à titre de coprésident des Forums de discussions mis en place par le gouvernement du Québec dans le cadre du programme d'action « Briller parmi les meilleurs ».

Il a été convenu avec Bell Canada, selon les règles habituellement retenues, que M. Shedleur continue d'être rémunéré par son employeur. Le gouvernement, pour sa part, acquittera les frais de séjour et de déplacement liés à ses fonctions de coprésident des forums.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**19. COPIE DE TOUT AVIS JURIDIQUE OU AUTRE AVIS DEMANDÉ À L'ÉGARD DE L'EXERCICE DE FONCTIONS DE COPRÉSIDENTE DES FORUMS  
PAR MONSIEUR PIERRE SHEDLEUR.**

*Sur la base des expériences antérieures aucun avis juridique n'a été demandé.*

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**20. MESURES PRISES POUR ÉVITER TOUT CONFLIT D'INTÉRÊT ENTRE MONSIEUR SHEDLEUR ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.**

Il a été convenu avec Bell Canada que, pendant la durée de son mandat, monsieur Pierre Shedleur s'abstiendra de toute démarche ou relation d'affaires avec des ministères et organismes du gouvernement du Québec, au nom de Bell Canada.

À son retour chez Bell Canada, M. Shedleur ne sera pas immédiatement placé dans une relation d'affaires avec le gouvernement.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**21. EFFECTIFS AFFECTÉS AU SECRÉTARIAT DEPUIS LE 8 FÉVRIER 2004, AVEC DATE D'AFFECTATION, EN PRÉCISANT LEUR LIEU DE TRAVAIL (VILLE).**

EFFECTIFS	DATE D'AFFECTATION	LIEU DE TRAVAIL
Castonguay, Richard	22 mars 2004	Québec
Chabot, Nicole	22 mars 2004	Québec
Chantelois, Pierre	22 mars 2004	Montréal
Gendron, Guylaine	5 avril 2004	Québec
Martel, Chantal	29 mars 2004	Québec
Rhéaume, Pierre	22 mars 2004	Québec
Savard, Céline	7 avril 2004	Québec
Shedleur, Pierre	17 mars 2004	Montréal
Wells, Lucy	6 avril 2004	Québec
Wilhelmy, Diane	22 mars 2004	Montréal



**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**22. BUDGET PRÉVU POUR 2004-2005, BUDGET DÉPENSÉ EN 2003-2004.**

Sur la base d'événements similaires, le budget estimé est de l'ordre de 5,0 M\$ : mise en place et fonctionnement du Secrétariat des forums : 1,0 M\$,  
la tenue des forums régionaux : 1,8 M\$ et la tenue du Forum national : 2,2 M\$.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**23. PROJET D'ENTENTES, PROTOCOLES OU ENTENTES DE PRINCIPE AVEC DES CRD OU DES CRE À L'ÉGARD DE L'ORGANISATION OU DE LA TENUE DES FORUMS.**

Tel qu'annoncé par le premier ministre le 11 mars dernier, le gouvernement a convenu avec les conférences régionales des élus (CRE) que celles-ci se chargeraient d'organiser la tenue des tournées dans leur région respective et ce, en collaboration avec le Secrétariat des forums, le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche (MDERR) et le Secrétariat à la communication gouvernementale.

# MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 24. CALENDRIER PRÉVU, PAR RÉGION, POUR LA TENUE DES FORUMS, INCLUANT LE FORUM NATIONAL.

DATE	RÉGION	LIEU
15 mai	Laval	Laval
16 mai	Centre-du-Québec	Victoriaville
29 mai	Capitale-Nationale	Québec
30 mai	Mauricie	Shawinigan
5 juin	Abitibi-Témiscamingue	Val-d'Or
6 juin	Lanaudière	Terrebonne
12 juin	Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-loup
13 juin	Côte-Nord	Sept-Îles
18 juin	Nord-du-Québec	Kuujuaq
19 juin	Nord-du-Québec	Chibougamau
14 août	Montréal (Ouest)	Châteauguay
15 août	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Ville de Saguenay
21 août	Outaouais	Gatineau
22 août	Montréal (Est)	Saint-Hyacinthe
28 août	Laurentides	Mont-Tremblant
29 août	Chaudières-Appalaches	Lévis
11 septembre	Montréal	Montréal
12 septembre	Montréal (Longueuil)	Longueuil
18 septembre	Etrie	Sherbrooke
19 septembre	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Gaspé
13-14 octobre (forum national)	Capitale-Nationale	Québec

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**25. COÛT ESTIMÉ, PAR FORUM, PAR RÉGION.**

Sur la base d'événements similaires, le budget estimé est de l'ordre de 5,0 M\$ : mise en place et fonctionnement du Secrétariat des forums : 1,0 M\$,

la tenue des forums régionaux : 1,8 M\$ et la tenue du Forum national : 2,2 M\$.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005  
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**26. COÛT ESTIMÉ POUR LE FORUM NATIONAL.**

Sur la base d'événements similaires, le budget estimé est de l'ordre de 5,0 M\$ : mise en place et fonctionnement du Secrétariat des forums : 1,0 M\$,  
la tenue des forums régionaux : 1,8 M\$ et la tenue du Forum national : 2,2 M\$.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**27. CONTRATS CONCLUS, DEPUIS LE 8 FÉVRIER 2004 POUR LA CONCEPTION, LA TENUE, LA PUBLICITÉ ET L'ORGANISATION DES FORUMS.**

<b>NOM DU CONTRACTANT</b>	<b>OBJET DU CONTRAT</b>	<b>MONTANT</b>
Bernier Renaud communication marketing inc.	Fournir les services professionnels afin de concevoir une annonce imprimée et un message radio de 30 secondes (français et anglais) pour la campagne d'inscription aux forums en région.	15 000
Direction générale de l'information gouvernementale (MRCI)	Placement publicitaire pour la campagne d'inscription aux forums en région " Place aux citoyens ".	485 709
Samson, Bélair/Deloitte et Touche s.e.n.c.r.l.	Fournir les services professionnels afin de valider la sélection des participants aux forums en région.	16 400

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**28. LISTE DES COMITÉS FORMÉS, DEPUIS LE 8 FÉVRIER 2004, POUR LA CONCEPTION, LA PRÉPARATION ET L'ORGANISATION DES FORUMS. LISTE DES MEMBRES, MANDATS ET COMITÉS.**

➤ Comité de direction

Les membres :

Les coprésidents, la secrétaire générale associée du Secrétariat des forums, l'équipe de direction du Secrétariat des forums, le sous-ministre associé aux régions du ministère du Développement économique et régional et de la Recherche (MDERR) et le secrétaire à la communication gouvernementale.

Mandat :

Assurer la réalisation des forums en région et du Forum national.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**29. LISTE DES PARTENAIRES INVITÉS QUI POURRONT PRENDRE LA PAROLE À CES FORUMS, PAR RÉGION ET AU FORUM NATIONAL.**

*Information non disponible à ce moment.*



## MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 30. À L'ÉGARD DE LA PARTICIPATION DES CITOYENS AUX FORUMS, MESURES DE SÉLECTION ET DE PARTICIPATION ENVISAGÉES ET BUDGET RÉSERVÉ POUR LES PUBLICISER, PAR RÉGION ET POUR LE FORUM NATIONAL.

##### PROCESSUS D'INSCRIPTION

Les personnes qui souhaitent participer aux forums de discussion doivent compléter un formulaire d'inscription :

- Communication Québec;
- Internet.

Parmi ce groupe, 60 à 70 personnes seront retenues de manière aléatoire :

- un tiers (1/3) des participants devra avoir moins de 30 ans;
- un tiers (1/3) des participants devra avoir entre 31 et 55 ans;
- un tiers (1/3) des participants devra avoir plus de 55 ans;
- les deux sexes seront représentés en parts égales dans chacune des catégories.

Les informations demandées :

- nom, catégorie d'âge, sexe, coordonnées complètes du lieu de résidence.

La firme Samson Bélair/Deloitte et Touche procédera à une sélection aléatoire à partir de la banque de données que lui aura communiqué le Secrétariat des forums.

Deux listes seront transmises aux CRÉ :

- une liste des personnes retenues pour participer aux forums : environ 60 personnes;
- une liste des personnes en « réserve » (remplaçants).

Les CRÉ doivent valider ces deux listes : cohérence des informations.

Les CRÉ ont la responsabilité d'informer les citoyens qui ont été sélectionnés et ceux qui sont en « réserve » et les citoyens seront invités à confirmer leur présence.

Dix jours avant le forum, les CRÉ devront confirmer à nouveau la présence des personnes qui ont été sélectionnées.

Pour les budgets, vous réferez à la question numéro 27.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**31. LISTE DES CADRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES MIS À PIED AVEC, POUR CHACUN, LA PRIME DE DÉPART DEPUIS LE 29 AVRIL 2003.**

Le gouvernement a résilié l'engagement de deux titulaires d'un emploi supérieur à temps plein.

- Monsieur Maurice Prud'Homme, membre et président du conseil d'administration et président-directeur général d'Investissement Québec, a quitté son poste le 21 mai 2003. Investissement Québec lui a versé un montant de 223 214 \$ équivalant au préavis de 3 mois et à une allocation de départ de 9 mois de son salaire annuel de base.
- Monsieur Serge Woods, sous-ministre adjoint à contrat aux Régions, dont le poste a été aboli au nouveau ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, a quitté le 5 juin 2003. Le gouvernement lui a versé 59 008 \$ équivalant au préavis de 3 mois et à une allocation de départ de 3,5 mois de son salaire annuel de base.

# **MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

### **RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

#### **32. LISTE DES CADRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES QUI ONT ÉTÉ OU SONT SANS AFFECTATION DEPUIS LE 29 AVRIL 2003.**

##### **LISTE DES HAUTS FONCTIONNAIRES**

NOM ET PRÉNOM	DURÉE DE LA NON-AFFECTATION	SALAIRE TOTAL VERSÉ \$	DATE ET LIEU DE LA RÉAFFECTATION
Bergeron, Johanne (Administratrice d'État II) Ministère du Conseil exécutif	17 mai au 11 août 2003  15 septembre au 15 décembre 2003	64 498	Affectée au Secrétariat aux emplois supérieurs (SES) au ministère du Conseil exécutif à un mandat particulier « gouvernance : éthique et préparation des membres de CA » depuis le 16 décembre 2003 auprès du chargé de mission du SES
Gagné, Florent (Administrateur d'État I) Ministère du Conseil exécutif	16 août au 5 octobre 2003	23 527	Nommé sous-ministre du ministère des Transports à compter du 6 octobre 2003
Latulippe, Jean Maurice (Administrateur d'État II) Ministère de l'Environnement	22 décembre 2003 au 5 mars 2004	27 642	Retraite le 6 mars 2004
Morency, Lise (Administratrice d'État II) Ministère du Conseil exécutif	18 août au 3 septembre 2003  22 septembre au 9 novembre 2003	24 571	Affectée auprès du secrétaire général associé à la législation au ministère du Conseil exécutif à compter du 10 novembre 2003
St-Onge, Daniel (Administrateur d'État II) Ministère de la Sécurité publique	5 au 25 janvier 2004	7 217	Depuis le 26 janvier 2004, M. St-Onge assure la direction de la coordination sectorielle au ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs

## MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 33. LISTE DES CADRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES AFFECTÉS À L'ÉNAP DEPUIS LE 29 AVRIL 2003, AVEC LES DATES D'AFFECTATION ET LES MANDATS.

HAUTS FONCTIONNAIRES AFFECTÉS À L'ÉNAP ENTRE LE 29 AVRIL 2003 ET LE 31 MARS 2004

NOM ET PRÉNOM	AFFECTATION		MANDAT
	DU	AU	
CHARLAND, Gilbert (Administrateur d'État I au ministère du Conseil exécutif)	2003-05-26	2005-05-25	M. Charland a contribué à développer la veille et l'analyse comparée des politiques publiques et de la gestion au sein des provinces canadiennes. Ces travaux sont rattachés à l'Observatoire de l'administration publique québécoise. Dans le cadre de la coopération internationale, il a été associé à un programme de formation à l'intention des ministres du gouvernement de Madagascar.
LAUZON, Bernard (Administrateur d'État I au ministère du Conseil exécutif)	2003-06-16	2005-06-15	M. Lauzon a collaboré avec deux professeurs de l'ÉNAP dans le cadre de deux recherches majeures touchant la gestion financière dans le secteur public.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**34. COPIE DU PLAN STRATÉGIQUE 2004-2005, PRÉSENTÉ AU CONSEIL DU TRÉSOR.**

*Le Plan stratégique du Ministère sera élaboré et transmis au gouvernement en 2004 et il couvrira une période de plus d'une année, le tout conformément à la Loi sur l'administration publique (article 8).*

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**35. PRÉVISION DE RÉFÉRENCE AYANT SERVI À L'ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE 2004-2005, PRÉSENTÉ AU CONSEIL DU TRÉSOR.**

*Le Plan stratégique du Ministère sera élaboré et transmis au gouvernement en 2004 et il couvrira une période de plus d'une année, le tout conformément à la Loi sur l'administration publique (article 8).*

## **MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

#### **RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

##### **36. ÉVOLUTION DU NOMBRE DE HAUTS FONCTIONNAIRES DEPUIS 1994**

Le nombre de hauts fonctionnaires (titulaires d'un emploi supérieur à temps plein) est passé de 656 au 31 mars 1994 à 705 au 31 mars 2004, soit une hausse de 49 titulaires représentant une augmentation de 7,5 %.

Toutefois, au cours de la dernière année financière, on peut remarquer une diminution importante de 42 hauts fonctionnaires, passant de 747 au 31 mars 2003 à 705 au 31 mars 2004, ce qui représente une baisse de 5,6 %.

# MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

37. DEPUIS 1994, ÉVOLUTION DES EFFECTIFS ET DE LA MASSE SALARIALE GLOBALE POUR LES CLASSES D'EMPLOI SUIVANTES : SOUS-MINISTRES, SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS, SOUS-MINISTRES ADJOINTS, DIRIGEANTS D'ORGANISMES, MEMBRES DE DIRECTION.

	31 MARS 2004		31 MARS 2003		31 MARS 1994	
	NOMBRE	MASSE SALARIALE \$	NOMBRE	MASSE SALARIALE \$	NOMBRE	MASSE SALARIALE \$
<b>Ministère</b>						
SM	24	4 200 255	24	4 061 637	28	3 310 757
SMA	113	15 259 262	134	17 461 763	108	10 365 405
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	12	1 493 780	13	1 597 495	14	1 281 151
<b>TOTAL</b>	<b>149</b>	<b>20 953 297</b>	<b>171</b>	<b>23 120 895</b>	<b>150</b>	<b>14 957 313</b>
<b>Organismes gouvernementaux et autres organismes</b> (nomination ou fixation de la rémunération d'un dirigeant ou membre par décret, selon l'acte constitutif de l'organisme)						
Présidents	134	18 983 274	138	18 980 226	127	13 368 019
Vice-présidents	65	7 766 720	69	8 165 365	78	6 913 562
Membres et secrétaires	357	37 772 631	369	37 728 611	301	23 203 800
<b>TOTAL</b>	<b>556</b>	<b>64 522 625</b>	<b>576</b>	<b>64 874 202</b>	<b>506</b>	<b>43 485 381</b>
<b>TOTAL GLOBAL</b>	<b>705</b>	<b>85 475 922</b>	<b>747</b>	<b>87 995 097</b>	<b>656</b>	<b>58 442 694</b>



# MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 38. DEPUIS 1994, NOMBRE DE NOMINATIONS OU DE RENOUVELLEMENTS DE CONTRATS POUR LES POSTES DE SOUS-MINISTRES, SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS, SOUS-MINISTRES ADJOINTS, DIRIGEANTS D'ORGANISMES, MEMBRES DE DIRECTION. VENTILATION PAR ANNÉE.

##### ÉVOLUTION ANNUELLE DES NOMINATIONS DE TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR À TEMPS PLEIN

	2003-2004	2002-2003	2001-2002	2000-2001	1999-2000	1998-1999	1997-1998	1996-1997	1995-1996	1994-1995	1993-1994
<b>Ministères</b>											
SM	24	14	19	20	8	33	12	21	18	28	19
SMA	103**	66	73	66	52	77	45	63	58	41	86
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	5	2	3	6	5	2	9	5	6	13	9
<b>TOTAL</b>	<b>132</b>	<b>82</b>	<b>95</b>	<b>92</b>	<b>65</b>	<b>112</b>	<b>66</b>	<b>89</b>	<b>82</b>	<b>82</b>	<b>114</b>
<b>Organismes gouvernementaux et autres organismes</b>											
Présidents	66	53	50	40	42	61	53	52	43	41	52
Vice-présidents	25	24	24	19	24	17	16	19	17	21	33
Membres et secrétaires	109	103	55	42	76	322	62	35	39	77	83
<b>TOTAL</b>	<b>200</b>	<b>180</b>	<b>129</b>	<b>101</b>	<b>142</b>	<b>400</b>	<b>131</b>	<b>106</b>	<b>99</b>	<b>139</b>	<b>168</b>
<b>TOTAL GLOBAL</b>	<b>332*</b>	<b>262</b>	<b>224</b>	<b>193</b>	<b>207</b>	<b>512</b>	<b>197</b>	<b>195</b>	<b>181</b>	<b>221</b>	<b>282</b>

\* Les 332 nominations se répartissent de la façon suivante : 88 sont liées à des personnes renommées à la suite d'un changement de structure (ex. : changement du nom du ministère), 23 sont des nominations intérimaires, 102 concernent des renouvellements. En résumé, on compte 119 nouvelles nominations (incluant le recrutement externe, les promotions et les nominations de titulaires d'un emploi supérieur à un autre emploi d'un niveau comparable).

\*\*En ce qui concerne particulièrement les nominations de sous-ministres adjoints ou associés, les 103 nominations s'expliquent de la façon suivante : 63 sont dues à des changements de structure, 2 nominations sont intérimaires et 38 sont de nouvelles nominations.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**39. BUDGET VENTILÉ DU SECRÉTARIAT À L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE POUR 2003-2004 ET PRÉVISIONS POUR 2004-2005.**

À la suite de l'intégration du Secrétariat à l'allégement réglementaire au Secrétariat du Comité ministériel de la prospérité économique et du développement durable (SCMPEDD) le 17 septembre 2003, son budget a été transféré au SCMPEDD.

CATÉGORIE	BUDGET 2003-2004
Rémunération	557 000 \$
Fonctionnement	43 200 \$
Immobilisation	NIL
Transfert	NIL

## MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 40. NOMBRE DE RECOMMANDATIONS PRODUITES EN 2003-2004, LEUR NATURE ET LEURS IMPACTS SUR LE NIVEAU DE RÉGLEMENTATION AU QUÉBEC.

Avant son intégration au Secrétariat du Comité ministériel de la prospérité économique et du développement durable le 17 septembre 2003, le Secrétariat à l'allégement réglementaire avait produit 101 analyses sur des projets de loi et de règlement pouvant comporter, de près ou de loin, des impacts sur des entreprises. Ces analyses portaient sur des projets de réglementation provenant surtout des ministères et des organismes suivants :

- l'Office des professions (37 analyses);
- le ministère du Travail (16);
- le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs (7);
- la Société de la Faune et des Parcs du Québec (7);
- le ministère du Revenu (5);
- le ministère des Transports (5);
- le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (4).

Les analyses du Secrétariat visent à fournir au Conseil des ministres l'information exigée des ministères et des organismes en vertu de la politique gouvernementale d'allégement réglementaire (décrets 1151-96, 1362-96 et 391-99). La politique demande, entre autres, qu'une étude d'impact soit réalisée lorsque le projet comporte des impacts égaux ou supérieurs à 10 millions de dollars sur les entreprises et qu'une analyse soit faite pour comparer les normes proposées avec celles en vigueur dans les juridictions voisines. Le ministère doit, en synthèse, fournir ces informations dans les rubriques prévues dans le mémoire au Conseil des ministres.

Depuis l'intégration du Secrétariat à l'allégement réglementaire au Secrétariat du Comité ministériel de la prospérité économique et du développement durable, les analyses touchent tant l'allégement réglementaire que les autres conséquences des projets présentés au gouvernement pour approbation.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**41. PLAN DE TRAVAIL QUANT À LA RÉVISION DES DIFFÉRENTS RÈGLEMENTS ET RECOMMANDATIONS VISANT L'ALLÈGEMENT  
ET/OU LEUR ABROGATION ET/OU LE STATU QUO.**

Les Règles actuelles sur l'allègement des normes de nature législative ou réglementaire (décret no 467-2002) prévoient que les ministères et les organismes doivent réviser leurs régimes juridiques en vigueur qui comportent des impacts sur les entreprises ainsi que les nouveaux régimes juridiques qui comportent un tel impact au plus tard sept ans après leur mise en vigueur.

## MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 42. LISTE DÉTAILLÉE DES RÉALISATIONS DES DEUX RAPPORTS LEMAIRE ET ÉTAT DE SITUATION DES RECOMMANDATIONS.

Le Groupe conseil sur l'allégement réglementaire présidé par monsieur Bernard Lemaire (le Groupe Lemaire) a complété, le 31 mars 2001, le mandat de 2 ans qu'il avait reçu du gouvernement en 1999 sur la simplification des formalités administratives. Il a déposé, dans le cadre de ce mandat, un premier rapport en juin 2000 comportant 58 recommandations et a rendu public son deuxième et dernier rapport en mai 2001. Le rôle du Secrétariat, dans ce contexte, consiste à assurer l'examen de ces recommandations par les ministères et les organismes concernés et, le cas échéant, à en assurer la mise en œuvre. Le rapport de juin 2000 a, à cet égard, donné lieu à une décision du Conseil des ministres le 1<sup>er</sup> novembre 2000 qui demandait formellement à quelque 12 ministères et organismes d'examiner les recommandations les concernant et, dans la mesure du possible, de faire rapport au Conseil suivant les délais donnés. Pour ce qui est du rapport de mai 2001, les ministères et les organismes interpellés par des recommandations du rapport ont commencé à y apporter des suites.

Dans son évaluation effectuée en 2003 par le dernier Groupe conseil sur l'allégement réglementaire (Groupe Dutil) dont le rapport a été rendu public le 9 septembre 2003, il a été estimé qu'environ le tiers des recommandations des rapports de 2000 et 2001 est réalisé et qu'un autre tiers est en voie de réalisation. Ainsi, des 102 recommandations de 2000 et de 2001, 35 (34 %) seraient pratiquement ou complètement réalisées, 33 (33 %) seraient en cours de réalisation, la réalisation de 22 (21 %) recommandations seraient peu avancée, alors que 12 (12 %) auraient été abandonnées avec l'accord du Groupe conseil.

La liste détaillée des 102 recommandations des deux rapports Lemaire et l'état de réalisation de chacune de celles-ci est jointe à la présente fiche.

---

# **Rapport 2000**

## **Groupe conseil sur l'allégement réglementaire**

---

**5 février 2004**

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
1	<p>De s'assurer que le ministère de l'Environnement donne suite, dès que possible, aux propositions de simplification administrative qui précèdent et qu'il soit invité à faire rapport au gouvernement dans les prochains mois (utilisation d'Internet, uniformisation des guides régionaux, mise en place des tables sectorielles avec l'industrie, ainsi que d'une « table des tables », développement d'un service axé sur l'accompagnement).</p> <p>Propositions de simplification :</p> <p>Concevoir un outil d'information électronique qui permettra de diffuser rapidement les nouveaux éléments réglementaires et administratifs pouvant affecter les entreprises.</p> <p>Uniformiser les guides régionaux de présentation des demandes des demandes de certificats d'autorisation.</p> <p>Mettre en place, lorsqu'elles n'existent pas déjà, des tables de concertation industrielles pour mieux connaître les besoins et mieux informer les entreprises sur les politiques, les programmes et les règlements du ministère.</p> <p>Mettre en œuvre une politique de concertation avec l'industrie par le biais de l'instauration d'une « table des tables » sectorielles qui sera présidée par le sous-ministre.</p> <p>Développer un service axé sur l'accompagnement et mettre en place des outils qui permettent d'obtenir des interprétations simples de la réglementation.</p>	<p>Nouveau site Internet avec des liens vers les lois et règlements du Ministère ainsi que vers des formulaires de demande d'autorisation pour la clientèle agricole et industrielle.</p> <p>Révision de la documentation ministérielle (guides, formulaires, etc.)</p> <p>Création de 7 tables industrielles de concertation.</p> <p>Coordination des 7 tables industrielles de concertation.</p> <p>Le ministère s'est non seulement approprié les principes derrière la recommandation, il y a répondu adéquatement.</p> <p>Partenariat avec les CLD afin d'offrir rapidement aux PME l'information relative aux lois et règlements applicables à leurs projets. Guides permettant au personnel d'évaluer les demandes d'autorisation.</p>	Réalisée
2	<p>Que le gouvernement du Québec s'assure, dans le cadre de la révision actuelle du régime environnemental québécois, que soit allégé significativement le processus de délivrance des certificats d'autorisation en vertu de l'article 22 de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i>, en particulier que soient réduits les délais et les exigences d'information (ex. : les plans et devis de construction) et qu'ils soient formulés plus en termes d'objectifs réalistes à atteindre que de moyens à mettre en place.</p>	<p>Réflexion sur la modernisation de la L.Q.E. engagée.</p> <p>80 % des autorisations délivrées aux entreprises en moins de 90 jours.</p> <p>Nouveau Règlement sur les exploitations agricoles : 70 % des autorisations remplacées par des avis de projets déposés au moins 30 jours avant leur réalisation.</p> <p>Pas de retombées évidentes de la réflexion en question.</p> <p>Il reste que lorsque l'application des règlements n'est pas évidente et nécessite un avis juridique, les délais sont très longs.</p> <p>Dans le cas de travaux ou ouvrages qui nécessitent la mise en œuvre d'un plan de réhabilitation d'un terrain approuvé par le ministre ( section IV.2.1 du chapitre I de la LQE ), des experts fourniront les attestations requises.</p>	Revenir à la charge
3	<p>De revoir la procédure d'évaluation et d'examen de l'impact sur l'environnement, de façon principalement à la recentrer sur ses buts initiaux et à réduire les délais d'autorisation des projets qui y sont assujettis.</p>	<p>Les directives délivrées en moins de 30 jours : 92 % en 2002-2003 comparativement à 71 % depuis le début de l'année 2002-2003.</p> <p>Délai moyen de traitement des dossiers en 2001-2002 :</p>	Revenir à la charge

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
		<p>18 mois comparativement à 36 mois en 1996</p> <p>Proportion des projets traités en moins de 15 mois : 17 % en 1996 et 33,3 % en 2002.</p> <p>Limitation des échanges avec les demandeurs à une seule série de questions durant la phase de recevabilité de l'étude d'impact.</p> <p>Fixation d'un échéancier pour tous les projets depuis 3 ans.</p> <p>Le Ministère n'a pas revu en profondeur la procédure d'évaluation de projets, notamment ceux dont les effets sur l'environnement sont faibles et bien connus, mais a apporté certaines améliorations à la procédure.</p>	
4	Que le ministère de l'Environnement soit invité à harmoniser les contenus respectifs des certificats d'autorisation délivrés pour un même projet par le décret du gouvernement en vertu de l'article 31.5 de la Loi et par le ministre en vertu de l'article 22, de façon à ce que le décret gouvernemental ne contienne que les éléments essentiels à la protection de l'environnement et au lancement du projet.	<p>Toute information à caractère technique fournie lors du processus d'autorisation en vertu de l'article 31.5 utile à la délivrance d'une autorisation en vertu de l'article 22, est considérée au moment de la demande de cette autorisation afin d'éviter toute duplication pour le promoteur.</p> <p>Le Groupe conseil considère que le chevauchement entre le contenu d'un certificat d'autorisation délivré par voie de décret du gouvernement en vertu de l'article 31.5 de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> et celui d'un certificat d'autorisation délivré par le ministre de l'Environnement en vertu de l'article 22 de la L.Q.E. deuxième important et qu'il est très souvent une source de problèmes pour les initiateurs de projets assujettis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement.</p>	Recommandation 8.1 du rapport 2003
5	Que l'avis de projet donné par le promoteur pour lancer le processus d'évaluation et d'examen de l'impact sur l'environnement tienne lieu de demande de certificat d'autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi.	<p>Deux procédures qui portent sur des objets différents.</p> <p>Une même direction du Ministère pour la délivrance des deux autorisations.</p> <p>La direction s'assure qu'il n'y a pas duplication des demandes d'information.</p>	
6	Que soient mis en application les articles 95.1 et 95.9 de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> , afin de responsabiliser davantage les professionnels de pratique privée à l'égard de la conformité environnementale des projets de développement pour lesquels ils doivent préparer des plans et devis pour certaines catégories de projets ciblés en fonction de leur caractère routinier et de moindre importance sur le plan environnemental.	<p>Responsabilisation des professionnels de pratique privée considérée dans son ensemble dans le cadre de la modernisation du régime.</p> <p>Dans le cas de la protection et la réhabilitation des terrains, des experts sont appelés à fournir les attestations qu'exige la section de la loi portant sur cette problématique.</p> <p>Dans le cas des exploitations agricoles, la certification de conformité des avis de projet est attestée par des agronomes et des ingénieurs.</p> <p>Le Groupe conseil souhaite la généralisation de l'approche à tous les projets à caractère routinier et sans grande portée sur la qualité de l'environnement.</p>	Recommandation 8.9 du rapport 2003



	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
7	Qu'avant d'étendre à d'autres secteurs industriels l'application de la procédure sur les attestations d'assainissement prévue à la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> , le ministère de l'Environnement soit invité à simplifier les exigences administratives qui y sont liées et à s'assurer que l'attestation remplace la majorité des autorisations délivrées en vertu de la Loi, de façon à éviter les doublons.	Travaux en cours avec les associations industrielles des établissements visés par le second décret de mai 2002 pour simplifier les exigences de la mise en œuvre des attestations. La <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> permet le regroupement dans l'attestation d'assainissement de l'ensemble des conditions d'exploitation prévues dans les autorisations délivrées à un même établissement en vertu des articles 22, 32 et 48 de la loi. Pour les nouveaux projets : toute les conditions d'exploitation se retrouvent dans une seule autorisation, soit l'attestation d'assainissement. Le gouvernement a décidé d'étendre à d'autres secteurs industriels l'application de la procédure sur les attestations d'assainissement sans inviter le Ministère à simplifier d'abord ses exigences administratives.	Abandonnée
8	De s'assurer que soient harmonisées les interventions du ministère de l'Environnement et celles de la Société de la faune et des parcs du Québec dans l'application de leurs lois respectives, afin que soient intégrées les formalités administratives imposées aux entrepreneurs devant s'adresser à ces deux intervenants gouvernementaux.	Une entente administrative formelle entre le MENV et la FAPAQ est intervenue le 14 mai 2001 à ce sujet.	Réalisée
9	De donner mandat formellement au ministère du Revenu de mettre la priorité, dans ses réformes internes, sur l'amélioration des communications téléphoniques et écrites avec les entreprises, et qu'il soit lié à cet égard à des objectifs précis.	Le MRQ a pris des engagements précis dans le cadre de sa <i>Déclaration de services aux citoyens</i> , rendue publique le 1 <sup>er</sup> avril 2001 afin d'offrir des services de qualité et de réduire les délais de traitement qui y sont afférents. Grâce aux mesures concrètes qui ont été proposées et mises en place au cours de l'exercice, le Ministère a amélioré sa performance globale dans les services qu'il offre à sa clientèle, particulièrement au niveau de ses services téléphoniques et dans les échanges de correspondance qu'il a avec les contribuables. Par exemple, le Ministère a modernisé ses systèmes téléphoniques afin d'offrir un meilleur service dans toutes les régions du Québec. La mise en réseau de tous ses centres d'appels, de même que la mise sur pied d'un centre d'assistance à Chandler, en Gaspésie, l'aideront à mieux réagir durant les périodes critiques en lui permettant de rediriger les appels d'un centre vers un autre. Le Ministère poursuivra ses efforts, au cours des prochains exercices, en vue d'assurer une amélioration continue de ses services. Les mesures mises en place semblent répondre aux attentes.	

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
10	Que le ministère du Revenu reçoive mandat de donner suite, dans les meilleurs délais, à son projet d'assistance à la mise sur pied et au suivi d'un système de perception de la TPS-TVQ dans les entreprises en démarrage.	<p>L'assistance à la mise sur pied et au suivi d'un système de perception de la TPS-TVQ se traduit par des accès téléphoniques réservés à la nouvelle entreprise et par un « panier de services » qui offre à l'entreprise l'opportunité de faire un choix, en fonction de ses besoins d'assistance, parmi les services suivants : suivi téléphonique, visite à la place d'affaires, session d'information collective et entrevue personnalisée.</p> <p>À court et à moyen terme, le Ministère veut uniformiser et élargir sa couverture des services en partenariat avec les Centres locaux de développement (CLD) c'est-à-dire : fournir aux CLD l'information nécessaire, rendre disponible dans les CLD la documentation et les formulaires nécessaires, offrir, en collaboration avec les CLD, des conférences ou sessions d'information et privilégier dans les CLD un ou des espaces de travail permettant à des employés du MRQ de rencontrer des représentants d'entreprises en démarrage.</p> <p>Le problème des communications téléphoniques est et sera toujours présent. Les mesures et les investissements réalisés pour améliorer la situation apparaissent efficaces. D'autres mesures sont prévues pour améliorer sur une base continue les services téléphoniques. Des efforts importants continueront d'être nécessaires notamment au chapitre de la formation du personnel.</p>	Réalisée*
11	Que le ministère du Revenu du Québec mette en place les mécanismes nécessaires afin de s'assurer de la cohérence la plus grande possible dans l'interprétation des lois fiscales administrées par lui seul ou en collaboration avec d'autres intervenants gouvernementaux.	<p>Enfin, pour assurer une interprétation cohérente des règles fiscales impliquant d'autres ministères et organismes (M/O) ainsi qu'un partage adéquat du rôle et des responsabilités de chacun, des comités d'échange ont été mis en place avec les M/O concernés. Plus précisément, cette problématique est réglée pour l'administration de plusieurs crédits d'impôt. La documentation additionnelle nécessaire est en cours de rédaction.</p> <p>Les mesures mises en œuvre par le MRQ semblent corriger adéquatement les problèmes qui avaient donné lieu à cette recommandation.</p>	Réalisée
12	Que le ministère du Revenu encourage son personnel à utiliser toute la discrétion qui lui est accordée pour mieux distinguer, en matière de sanction pour remises tardives, les retardataires de bonne foi des retardataires d'habitude, et informer les entreprises qu'une telle discrétion existe.	<p>Le MRQ dispose déjà d'une discrétion dans l'application des pénalités. Cette politique est publique (bulletin IMP.94.1-1). Il a aussi assoupli sa politique pour un premier retard : plutôt que d'imposer une pénalité, il transmet un préavis de retard. Par ailleurs, une entreprise en désaccord avec une décision sur l'application de pénalités peut demander une révision auprès d'une personne non impliquée dans la décision initiale.</p> <p>Les mesures mises en œuvre par le MRQ semblent corriger adéquatement les problèmes qui avaient donné lieu à cette recommandation.</p>	Réalisée

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
13	De faire en sorte que soit harmonisée avec celle du gouvernement fédéral sa politique des taux d'intérêt imposés aux entreprises et aux autres contribuables du Québec dans l'application des lois fiscales, et qu'il fasse mieux connaître (ex. : bulletin d'interprétation ou autre) le pouvoir discrétionnaire dont jouit le MRQ pour tenir compte des situations particulières que peuvent vivre certaines entreprises.	<p>La première partie de cette recommandation est sous la responsabilité du MFER qui n'a pas l'intention d'y donner suite. Il considère que les taux actuels sont globalement plus avantageux pour les entreprises et pour le gouvernement qui ne veut pas être utilisé comme une banque par certains contribuables.</p> <p>La partie sous la responsabilité du MRQ. Comme il a été mentionné précédemment, le pouvoir discrétionnaire dont dispose le MRQ fait l'objet d'une politique qui est publique (bulletin IMP.94.1-1).</p> <p>Il y a lieu de revenir à la charge sur les créances du gouvernement seulement puisqu'elle n'affecte pas la fiscalité.</p> <p>Quant à la partie sur le pouvoir discrétionnaire, on peut considérer qu'elle est réalisée.</p>	Revenir à la charge
14	Que la politique de retenue de chèques gouvernementaux à des fins de compensation pour dettes fiscales ne s'applique qu'aux entreprises qui sont des délinquants d'habitude et dont les dettes fiscales ne sont pas contestées.	<p>Dans les faits, la retenue de chèques ne se fait que dans les cas où les entreprises sont des délinquants d'habitude et dont les dettes fiscales ne sont pas contestées. La compensation est aussi utilisée par le MRQ comme moyen de dernier recours.</p> <p>Le problème est considéré comme réglé.</p>	Réalisée
15	Que le MRQ fournisse une meilleure information sur les règles fiscales afin de réduire au minimum le nombre de contestations de cotisations, et qu'il prenne les moyens nécessaires pour traiter, dans les 180 jours prévus à la Loi, tous les avis d'opposition qui lui sont signifiés.	<p>Le MRQ a un plan d'action précis pour offrir progressivement, d'ici mars 2004, de nouveaux services d'échanges électroniques qui permettront d'atteindre un haut niveau d'adhésion de ses clientèles en matière de services d'inscription, de déclaration, de paiement et de renseignements généraux et fiscaux.</p> <p>Un plan d'action a été adopté par les autorités du MRQ en janvier 2001 en vue de diminuer les délais de traitement. De plus, dans le cadre de sa <i>Déclaration de services aux citoyens</i>, le MRQ a pris des engagements précis quant aux délais de traitement des avis d'opposition qui lui sont signifiés. Cet engagement fait l'objet d'un suivi mensuel par le MRQ. Le MRQ poursuivra ses efforts au cours des prochains exercices, en vue de réduire davantage ses délais et atteindre ses objectifs.</p> <p>Il s'agit d'une problématique qui se pose sur une base continue et qui commande des actions sur une base également continue.</p>	Réalisée
16	Qu'en matière de paiement des cotisations contestées, le gouvernement du Québec applique aux entreprises québécoises des règles similaires à celles qui sont appliquées par le gouvernement fédéral.	Cette recommandation est déjà en application suite à l'adoption du projet de loi 141 qui prévoit la suspension des mesures de recouvrement dans les cas d'opposition à un avis de cotisation.	Réalisée

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
17	De s'entendre avec le gouvernement canadien pour que les créances fiscales relatives à des entreprises de moins de cinq ans d'existence soient au même rang que les créances ordinaires détenues par d'autres créanciers privés ou publics, afin de faciliter le financement au démarrage et dans les premières années d'exploitation.	Cette recommandation est sous la responsabilité du MFER et du ministère de la Justice. Ceux-ci considèrent que cette recommandation trouverait son application dans les cas de faillite d'entreprises. Ces cas sont régis par une législation fédérale sur laquelle le Québec n'a aucune juridiction. Il y a lieu de considérer que la solution au problème évoquée par cette recommandation n'est pas sous la juridiction du gouvernement du Québec.	Abandonnée*
18	Que le gouvernement du Québec harmonise sa politique de remise des retenues à la source avec celle du gouvernement canadien.	Les seuils établissant la fréquence des remises ont été harmonisés depuis janvier 2002. Ceci ne donnent cependant pas des fréquences identiques. Il y aurait lieu de demander au MFER d'ajuster les seuils (en tenant compte des différences des assiettes fiscales) établissant la fréquence des remises de façon à se rapprocher le plus possible de la fréquence de remise à l'ADRC.	Revenir à la charge
19	Que le ministère du Revenu applique avec plus de constance sa politique d'émission de projets de cotisation.	En matière de projets de cotisation, le MRQ applique la politique suivante : à l'étape de la cotisation, il ne transmet pas de projet de cotisation; lors d'une analyse fiscale (recotisation), il y a généralement entente par téléphone, avec le contribuable ou le mandataire, sur les modifications qui seront apportées à la cotisation; lors de la vérification, un projet de cotisation est systématiquement envoyé au contribuable sauf s'il y a entente avec le contribuable ou le mandataire sur les corrections à effectuer. À cet égard, la brochure IN-135 « <i>La vérification fiscale des entreprises et des particuliers en affaires</i> » informe sur le déroulement d'une vérification fiscale. La politique suivie répond à la problématique soulevée.	Réalisée
20	Que le ministère du Revenu cesse d'expédier des formulaires lorsque l'entreprise le demande et qu'elle justifie sa requête.	Les systèmes actuels ne permettent pas de retirer une entreprise de la liste d'envoi de formulaires. Ce qui rend complexe la réalisation de cette recommandation est que plusieurs systèmes sont touchés. Cette problématique sera réglée en partie avec le déploiement des nouveaux services d'échanges électroniques prévu d'ici 2004. Concernant la partie qui ne sera pas prise en charge par les échanges électroniques, des pistes de solutions sont présentement à l'étude.	En cours de réalisation. (Abonnement électronique – trousse allégée pour certaines catégories d'entreprises).
21	D'adopter des mesures propres à simplifier les exigences administratives des entreprises oeuvrant dans des secteurs dont les activités sont saisonnières.	Le MRQ a fait diverses démarches pour donner suite à cette recommandation. Il a proposé de remplacer le Relevé 1 par une liste annuelle transmise au MRQ et à suspendre les retenues à la source pour	Abandonnée

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
		<p>les travailleurs qui sont 25 jours ou moins à l'emploi d'un employeur dans le cadre d'une expérience-pilote visant des horticulteurs d'une région désignée. Cette expérience-pilote n'a suscité aucun intérêt de la part des producteurs visés.</p> <p>L'UPA qui est à l'origine de cette recommandation ne semble plus se préoccuper de sa mise en œuvre. Malgré des rappels du MRQ, l'UPA ne donne plus signe de vie en rapport avec ce dossier. De plus, l'ADRC ne souhaite pas aller de l'avant avec une telle proposition.</p>	
22	Que le ministère du Revenu soit invité à prendre tous les moyens à sa disposition (ex. : la formation, la sensibilisation) pour que l'attitude des fonctionnaires du Ministère à l'égard des gens d'affaires soit plus conviviale, même s'ils doivent continuer d'appliquer les lois fiscales avec équité.	<p>Le MRQ travaille depuis plusieurs années à améliorer ses services aux entreprises. Il a consacré l'an dernier près de 3 % de sa masse salariale à la formation de ses employés. Il a également réalisé la régionalisation de ses services, mis en place un guichet de services exclusivement dédié aux entreprises, engagé la déréglementation des permis et des certificats en matière de tabac et de carburant ainsi que la simplification des formulaires en matière d'inscription et de remises de taxes.</p> <p>Par le biais de la <i>Déclaration de services aux citoyens</i> d'avril 2001 le Ministère a pris des engagements fermes quant à la qualité et au niveau de service qu'il souhaite fournir.</p> <p>Des sessions d'information ont eu lieu à cet effet afin de sensibiliser le personnel, et particulièrement celui affecté directement au service à la clientèle, à l'importance d'offrir non seulement un service compétent, mais également respectueux et courtois.</p> <p>Le Ministère compte évaluer la satisfaction de sa clientèle sur une base récurrente. Les éléments liés à la qualité du service, telle l'attitude adoptée par notre personnel, seront évalués et des correctifs seront apportés, s'il y a lieu.</p> <p>Il s'agit là d'un processus continu sur lequel le Ministère compte travailler avec vigueur et constance.</p>	Réalisée
23	De demander à la ministre d'État au Travail et à l'Emploi de proposer au gouvernement, dans la foulée du rapport qu'elle doit déposer d'ici le 22 juin 2000 sur la <i>Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre</i> , des mesures précises pour alléger le fardeau administratif découlant de cette loi, en particulier pour les petites et moyennes entreprises qui y sont assujetties.	<p>L'allègement du fardeau administratif découlant de la Loi, en particulier pour les PME assujetties, est une des orientations guidant la révision globale de la réglementation qui sera amorcée en 2002-2003 et se terminera en 2005. Dans l'immédiat, il y a lieu de mentionner les activités d'information en région et de promotion (sessions, bulletins d'information, etc.) visant à faciliter l'application de la Loi.</p> <p>La Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) fonctionne par consensus dans cette matière. On n'envisage rien avant 2005. Faut-il revenir à la charge ou abandonner?</p>	

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
24	Que soit complétée au plus tôt la révision du guide d'application de cette loi afin qu'il reflète les attentes précises qu'ont Emploi-Québec et la Commission des partenaires du marché du travail à l'endroit du plan de formation et qu'il simplifie à cet égard les exigences administratives découlant de la Loi.	Le projet de révision du guide, accepté par la Commission, est en plan. Il y aurait lieu d'insister pour la révision du guide soit complété d'ici 2004.	
25	Qu'il s'assure qu'un mécanisme de concertation soit, le plus tôt possible, établi entre Emploi-Québec et le ministère du Revenu afin qu'ils conviennent de la nature précise des dépenses admissibles en vertu de la Loi, et que cette information soit ensuite communiquée aux entreprises par le biais, entre autres, d'un bulletin d'interprétation conjoint du ministère du Revenu et d'Emploi-Québec.	Il y a eu clarification et entente sur les responsabilités respectives d'Emploi-Québec et du ministère du Revenu quant à l'interprétation des dispositions de la Loi. C'est Emploi-Québec qui a la responsabilité d'interpréter l'admissibilité d'une activité de formation ou de soutien à la formation et des dépenses s'y rattachant. Les actions prévues sont satisfaisantes.	Réalisée
26	Qu'à l'occasion de l'exercice devant conduire à la présentation, en juin 2000, d'un rapport sur la mise en œuvre de la <i>Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre</i> , la ministre d'État au Travail et à l'Emploi soit invitée à soumettre au gouvernement des propositions : <ul style="list-style-type: none"> <li>visant l'admissibilité de certaines déductions à la source payées pendant la période où un employé est en formation;</li> <li>visant une meilleure concertation entre le ministère du Revenu et Emploi-Québec afin de permettre, le cas échéant, la production du « Formulaire à remplir par l'employeur » en même temps que la déclaration de revenu d'entreprise;</li> <li>visant l'allègement, si possible, du processus de délivrance systématique d'attestations par les entreprises qui maintiennent dans leurs registres les renseignements pertinents à l'égard des activités de formation suivies par l'employé.</li> </ul>	Ces trois propositions sont examinées dans le cadre de la révision globale du régime échéant en 2005. La Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) fonctionne par consensus dans cette matière. On n'envisage rien avant 2005. Faut-il revenir à la charge ou abandonner?	
27	De s'assurer après quelques semaines, auprès des dirigeants et des dirigeantes des petites entreprises (sur la base d'un échantillon), que le nouveau guide d'application de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> , qui leur est spécialement destiné, énonce de façon simple et compréhensible les démarches et les méthodes possibles pour réaliser l'objectif d'équité salariale dans leurs entreprises, si possible sans devoir recourir à des experts externes, afin de minimiser les coûts administratifs en découlant. De procéder, le cas échéant, aux corrections et aux ajustements qui pourront être nécessaires dans le guide.	Lors de son élaboration, ce nouveau guide intitulé le <i>Guide pour réaliser l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées</i> a fait l'objet d'ajustements suite à une consultation menée auprès du Comité de consultation de la Commission de l'équité salariale, sur lequel les entreprises sont représentées. Il n'a toutefois pas été considéré nécessaire de consulter davantage les entreprises (sur la base d'un échantillon ou autrement). Il est trop tard pour mettre en œuvre la recommandation.	Abandonnée

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
28	Que le gouvernement examine la possibilité que soit soumis à l'Assemblée nationale un projet de loi modifiant la <i>Loi sur l'équité salariale</i> , de façon à retarder d'un an, soit jusqu'au 21 novembre 2002, l'obligation de résultat faite aux entreprises de 10 à 49 employés d'avoir établi les ajustements salariaux requis pour atteindre l'équité salariale, compte tenu que le guide d'application destiné à ce groupe d'entreprises vient tout juste d'être rendu disponible et nécessite qu'il soit expliqué convenablement par la Commission.	Dès l'été 2000, le gouvernement a écarté l'idée de reporter la mise en œuvre de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> . Cependant, tant le <i>Guide pour réaliser l'équité salariale</i> dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées que la démarche plus générale d'équité salariale ont fait l'objet de nombreuses sessions de formation et de conférences. Il est trop tard pour mettre en œuvre la recommandation.  (janvier 2004)À l'occasion d'une rencontre, les représentants de la CÉS ont expliqué que la <i>Loi sur l'équité salariale</i> module les exigences en fonction de la taille des entreprises. . De plus, un rapport déposé à l'Assemblée nationale en février 2003 indiquait que 62 % des entreprises de 0 à 49 employés, 76 % de celles de 50 à 99 employés et 82 % de celles de plus de 100 employés avaient réalisées l'équité salariale.	Abandonnée
29	Que le gouvernement constitue un groupe de travail, formé de spécialistes, chargé d'examiner rapidement les façons de résoudre les principales difficultés qui entravent la mise en œuvre du régime d'équité salariale dans les entreprises de moyenne et de plus grande taille, en commençant par la possibilité d'assouplir l'obligation de principe de faire un seul programme d'équité dans l'entreprise.	Dans le but de faciliter la mise en œuvre du régime, les entreprises ont examiné les difficultés qu'il comportait et fourni leur point de vue à la Commission de l'équité salariale par le biais du Comité de consultation de la Commission. À l'été 2000, la ministre du Travail a écarté l'idée de modifier comme tel le régime québécois d'équité salariale. Il est trop tard pour mettre en œuvre la recommandation.	Abandonnée
30	Qu'il donne mandat à l'Inspecteur général des institutions financières, responsable de l'application de la <i>Loi sur la publicité légale des entreprises</i> , de s'assurer, à court terme, de jumeler, d'abord pour les entreprises non constituées en personnes morales, la déclaration annuelle exigible en vertu de cette loi à la déclaration de revenus de l'entreprise.	Une réponse définitive quant à l'application de cette recommandation est encore à venir. Dans un premier temps, le MFER responsable de l'IGIF, a refusé de donner suite à cette recommandation en raison des coûts qui seraient engendrés pour des bénéfices quelque peu douteux. Selon le Groupe conseil, en jumelant les déclarations annuelles aux déclarations de revenus, quelque 240 000 immatriculées pourraient ainsi transmettre leur déclaration annuelle au MRQ. Le Groupe conseil est revenu à la charge en 2003 avec les recommandations 1.2 et 7.2	
31	De donner mandat à l'Inspecteur général des institutions financières de s'assurer que tous les moyens soient mis en œuvre pour que la politique gouvernementale du numéro unique d'entreprise soit étendue à l'ensemble des ministères et des organismes et que chaque entreprise puisse éventuellement faire affaire, par la voie électronique ou autrement, avec tous les ministères et les organismes avec un seul identifiant.	Lors du Discours sur le budget 2001-2002, la ministre des Finances annonçait l'intensification de l'utilisation du NEQ comme moyen de faciliter, simplifier et alléger les échanges avec les entreprises. Il y a maintenant 53 M/O qui utilisent les informations contenues dans le Registre des entreprises du Québec. Il y a peu de M/O auprès desquels une entreprise peut s'identifier par le NEQ. Un nouveau plan de promotion du NEQ sera déployé au cours de la présente année pour inciter les M/O à utiliser le NEQ comme identifiant unique pour les entreprises.	Revenir à la charge

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
		Le Groupe conseil estime que le gouvernement soit intervenu plus rigoureusement pour implanter le NEC comme identifiant unique pour les entreprises.	
32	De demander à l'Inspecteur général des institutions financières de conclure rapidement des ententes avec ses partenaires gouvernementaux, afin que ceux-ci puissent avoir accès aisément à l'information disponible à l'IGIF et contribuer à la mise à jour du registre des entreprises, tel que prévu à la <i>Loi sur la publicité légale des entreprises</i> .	L'IGIF a intensifié ses efforts en vue d'une plus large utilisation par l'ensemble des ministères et des organismes du NEQ. Il y a 34 M/O qui ont signé un protocole d'entente concernant l'utilisation des données du registre et parmi eux, 18 utilisent le transfert électronique des fichiers de données du registre. L'IGIF collabore dans des projets horizontaux comme le Portail de démarrage, le projet GIRES et le guichet unique des transporteurs (GUT). Les 20 M/O produisant le plus de formalités figurent dans la liste des 53 M/O qui utilisent les informations contenues dans le registre des entreprises. Seulement 7 d'entre eux sont dans les 34 qui ont signé un protocole avec l'IGIF. Le moins que l'on puisse dire est que les M/O manquent d'enthousiasme pour utiliser le NEQ.	
33	De demander à l'Inspecteur général des institutions financières de prendre tous les moyens à sa disposition (ex. : faire paraître dans le site Internet de l'IGIF les noms des entreprises visées), permettant d'identifier et de mieux informer les entreprises qui peuvent faire l'objet d'une radiation de leur dossier au registre des entreprises.	L'IGIF fait paraître sur son site Internet, pendant 30 jours, la liste des entreprises susceptibles d'être radiées (celles qui sont deux ans sans produire de rapport annuel). Les entreprises concernées reçoivent, individuellement, un avis de défaut de production de rapport annuel à la première année de contravention.	Réalisée
34	Qu'il donne mandat à la ministre d'État au Travail et à l'Emploi de mettre sur pied un guichet unique pour les entreprises de la construction, de façon à leur simplifier les formalités et les démarches administratives.	Le ministère du Travail a cru qu'en participant au projet de portail de démarrage d'entreprises (PDE), un site Internet destiné aux entreprises, il se déchargeait en pratique de la responsabilité de réaliser strictement cette recommandation.	Revenir à la charge
35	Que le gouvernement adopte le <i>Code de construction</i> déjà publié dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> de façon à ce qu'il s'applique à la construction de tous les bâtiments au Québec et qu'il devienne ainsi une norme unique.	Le <i>Code de construction</i> est entré en vigueur le 7 novembre 2000. Sont exclus de son champ d'application les petits bâtiments régis par les municipalités. Cette exclusion n'est pas complète puisque la nouvelle ville de Montréal l'applique aux petits bâtiments, suite à une entente avec la Régie du bâtiment. Il semble très difficile de réaliser d'autres ententes de même nature, donc d'étendre davantage le <i>Code</i> sur le territoire québécois à l'endroit du petit bâtiment et ce, surtout pour des questions de ressources dans les petites municipalités. Le principal obstacle à une application plus généralisée du <i>Code de construction</i> semble être le financement de son application par les municipalités. Il y a donc lieu de poursuivre les efforts pour trouver le moyen d'élargir son application sur le territoire du Québec.	Revenir à la charge



	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
36	Que soit révisé, dans les meilleurs délais, le système de délivrance des permis d'alcool par pièce, pour instaurer un régime de permis unique par établissement, y incluant l'exploitation d'une terrasse et d'autres activités connexes aux activités principales de l'établissement (danse, présentation de spectacles et projection de films), et que cette révision soit réalisée dans une perspective d'allègement réglementaire et administratif pour les entreprises de ce domaine d'activité.	<p>Une révision en profondeur du système d'émission des permis d'alcool est en cours. Un plan d'action a été approuvé par le Conseil des ministres pour revoir l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires concernant l'acquisition, la conservation et la garde des boissons alcoolisées.</p> <p>La révision du système d'émission des permis d'alcool est tributaire de l'adoption de modifications législatives et réglementaires prévue en 2003 et devrait permettre d'éliminer bon nombre d'irritants liés à la lourdeur des procédures administratives.</p>	Assurer le suivi
37	De donner mandat à la Régie des alcools, des courses et des jeux de procéder, dans les meilleurs délais et avant la fin des travaux menant à une révision globale du système actuel de délivrance des permis d'alcool, d'une part au regroupement des permis de bar, de brasserie, de taverne et de club, tout en priorisant une simplification des conditions d'exploitation pour les titulaires de permis et, d'autre part, au regroupement des permis de réunion pour vendre et de réunion pour servir.	<p>Aucune mesure n'a été prise (le regroupement des permis nécessite l'adoption de modifications législatives et réglementaires).</p> <p>Il s'agissait d'une mesure intérimaire en attendant la révision globale du système de délivrance des permis d'alcool. L'adoption de modifications législatives et réglementaires prévue en 2003 devrait permettre de simplifier les conditions d'exploitation des établissements (fusion de certains permis d'alcool – bar, brasserie, taverne et club – et regroupement des permis de réunion pour servir des boissons alcooliques et ceux pour vendre des boissons alcooliques).</p>	Abandonnée
38	Qu'à l'issue des travaux en cours pour solutionner les problématiques relatives à l'application des dispositions législatives portant sur l'acquisition, la conservation et la garde de boissons alcooliques, le gouvernement s'assure que la Régie des alcools, des courses et des jeux procède rapidement à la mise en œuvre des propositions concrètes d'allègement administratif résultant du rapport du groupe de travail présidé par la Régie.	<p>Le projet de loi 100 a été adopté permettant d'éliminer certains irritants mineurs (ex. livrer du vin avec un repas et autres) et un plan d'action a été approuvé par le Conseil des ministres pour revoir l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires concernant l'acquisition, la conservation et la garde des boissons alcoolisées.</p> <p>La Régie a concurremment mis en œuvre des mesures de simplification administratives : révision, simplification et accès des formulaires, paiement électronique pour acquitter les droits exigés, implantation d'un centre d'appel pour améliorer le service à la clientèle, formation des employés portant notamment sur l'interprétation juste des règles et l'accompagnement des entreprises qui œuvrent dans le domaine de la vente de l'alcool dans leur démarche pour l'obtention de permis.</p> <p>Le processus semble suffisamment engagé pour considérer cette recommandation comme étant réalisée (un plan d'action a été approuvé pour revoir l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires concernant l'acquisition, la conservation et la garde des boissons alcoolisées et l'adoption de modifications législatives et réglementaires est prévue en 2003; dans l'intervalle, la Régie a déjà mis en œuvre certaines mesures de simplification administrative comme la simplification des formulaires, le paiement électronique pour acquitter les droits exigés etc.).</p>	Réalisée

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
39	De demander à l'Office des professions du Québec de procéder, dans les meilleurs délais, à la modernisation de la <i>Loi sur les médecins vétérinaires</i> , afin de permettre aux agriculteurs et aux éleveurs d'appliquer le plus large éventail possible de soins et de médicaments vétérinaires.	L'Ordre des médecins vétérinaires a préparé un projet de modification réglementaire qui est sur le point d'être approuvé par l'Office des professions et devrait très prochainement être soumis au Conseil exécutif pour prépublication à la <i>Gazette officielle du Québec</i> . Pratiquement réalisé.	
40	Que, dans une étape ultérieure de son processus d'allègement réglementaire, le gouvernement examine la possibilité d'évaluer les bénéfices et les coûts, sur les plans du développement de l'économie et de la création d'emplois, des réglementations à caractère économique encadrant les principaux secteurs d'activité économique au Québec.	Aucune démarche n'a été entreprise à cet effet mais la recommandation ne demandait pas de résultats à court terme. Cette recommandation a une portée trop générale et est trop imprécise pour être appliquée.	Abandonnée
41	De s'assurer que le ministère des Ressources naturelles formule, dans le cadre ou dans la foulée de la révision du régime forestier, des propositions de simplification administrative touchant notamment la délivrance des permis et la planification des activités forestières.	<b>Simplifications administratives :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– synchronisation des contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF) et des plans généraux d'aménagement forestier (PGAF);</li> <li>– abandon du plan quinquennal d'aménagement forestier (PQAF);</li> <li>– prise en charge par le ministère des calculs de possibilité forestière à rendement soutenu nécessaires aux PGAF;</li> <li>– un seul document sera soumis au processus d'information et de consultation lors de l'élaboration des plans d'aménagement forestier;</li> <li>– le permis d'intervention référant au PAIF (document de plusieurs pages) est remplacé par une lettre;</li> <li>– le permis d'intervention pour fins d'expérimentation et de recherche est émis par le ministre (pas besoin de décret gouvernemental).</li> </ul> <p>Le processus de simplification administrative d'allègement réglementaire semble bien engagé : plusieurs mesures de simplification administrative ont été entérinées.</p> <p>Par ailleurs, le ministère prévoit tenir une consultation publique au cours de l'automne 2003 dont les résultats serviront, entre autres, à fixer les exigences réglementaires en termes d'objectifs.</p> <b>Les allègements prévus :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les exigences de protection et de mise en valeur du milieu forestier seront définies en termes d'objectifs à atteindre, lesquels seront définis lors de la consultation publique devant avoir lieu l'automne 2003.</li> <li>– les intervenants bénéficieront d'une plus grande latitude accrue dans le choix des moyens pour atteindre les objectifs visés.</li> </ul>	

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
42	Que le gouvernement donne suite, dans les meilleurs délais, aux propositions du ministère des Ressources naturelles visant à alléger et à simplifier les exigences administratives de la réglementation sur l'utilisation des équipements pétroliers, principalement celles ayant trait à :	Des propositions de modifications au <i>Règlement sur les produits pétroliers</i> ont été prépubliées en vue d'éliminer certaines exigences techniques ou administratives relatives au régime de vérification, incluant celles soulevées dans le rapport de juin 2000 du Groupe conseil. L'adoption des modifications est prévue en 2003. Une révision globale du règlement est aussi envisagée à plus long terme.	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• l'obligation d'aviser le Ministère par écrit de la non-utilisation d'un système d'entreposage;</li> <li>• l'obligation de rapporter les déversements quelle que soit la quantité;</li> <li>• la suppression de certains éléments à la liste de vérification des vérificateurs agréés;</li> <li>• l'obligation, pour certains types d'utilisateurs (ex. : agriculteurs), de clôturer leur réservoir.</li> </ul>		
43	Que la FAPAQ soit confirmée dans son rôle de principal répondant gouvernemental auprès de l'industrie de la pourvoirie et qu'elle soit invitée à appuyer, lorsque nécessaire, les demandes des représentants des pourvoyeurs du Québec auprès des autres intervenants gouvernementaux, principalement celles visant à alléger les exigences réglementaires et administratives imposées à ce secteur de l'économie.	Un projet de loi modifiant la <i>Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune</i> a été adopté en décembre 2000 afin de mieux baliser la définition de pourvoirie. Le 9 mai 2001, le gouvernement a aussi adopté le <i>Règlement modifiant le Règlement sur les pourvoyeurs de chasse, de pêche et de piégeage</i> , qui a notamment permis d'alléger certains contrôles et d'éliminer des doublons.	Réalisée
44	De reconnaître formellement le rôle central des Centres locaux de développement (CLD) comme guichets uniques de soutien aux nouveaux entrepreneurs et de s'assurer que ces CLD disposent des ressources et des moyens nécessaires pour leur permettre de s'acquitter efficacement de ce mandat (budget de formation, équipement informatique, collaboration des ministères, etc.).	<p>Le gouvernement consacre déjà des ressources importantes aux CLD dans le but de mieux appuyer la création d'entreprises dans les régions. De plus, les CLD ont conclu des ententes avec divers ministères et institutions (ex. : Desjardins) pour aider la concrétisation de divers projets d'entreprises. Divers ministères, dont le MRQ, ont proposé de fournir une assistance plus efficace et plus rapide aux entreprises qui utilisent le canal des CLD.</p> <p>Dans les faits, les ententes de gestion conclues entre le ministère des Régions et les CLD font de ceux-ci le principal intervenant gouvernemental dans le démarrage d'entreprise et l'aide aux petites entreprises.</p>	

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
45	Que le gouvernement demande au ministère de l'Industrie et du Commerce de compléter dans les meilleurs délais, avec la collaboration de ses partenaires gouvernementaux, la conception et la mise en œuvre du projet de trousse de démarrage d'entreprises destiné à simplifier les démarches à faire par le nouvel entrepreneur pour se conformer à la réglementation gouvernementale.	La phase 1 du portail de démarrage a été déployée sur le portail du gouvernement en décembre 2001. La phase 2 (transactionnelle) débutera en avril 2003 en vue d'une mise en place du PDE à l'automne 2004. Afin d'atteindre cet objectif dans les délais impartis, le MFER (MIC) a constitué une équipe, adopté une stratégie et débuté une phase d'architecture de solution comprenant les sept volets suivants : juridique, technologique, processus d'affaires, données, financier, gestion et récurrence. Il y a un engagement ferme de la part des autorités du MFER (MIC) de réaliser la seconde phase du portail d'ici 2004. Toutefois, le Groupe conseil maintient des doutes quant à la capacité pour le MFER(MIC) de réaliser cet engagement dans les délais prescrits.	En cours de réalisation
46	Que les ministères et les organismes soient incités à publier dans leur site Internet, avec les explications requises, les projets de règlement ayant des incidences sur les entreprises, avant leur transmission au Conseil des ministres pour prépublication dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> .	Certains ministères et organismes publient dans leur site Internet les projets de règlement visant les entreprises (ex. : MENV). Parmi les ministères et les organismes qui ne publient pas les projets de règlements sur leur site, certains considèrent qu'aucune publication ne devrait avoir lieu avant la transmission des projets au Conseil des ministres. La prépublication dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> constitue l'étape à laquelle les principaux intéressés à un projet de loi ou règlement sont consultés.	Abandonnée
47	Que les ministères et les organismes soient invités à faire appel plus souvent à la participation des principaux intervenants concernés pour identifier ensemble les problèmes et, le cas échéant, jeter les bases de solutions ou de projets de lois ou de règlements minimisant les effets sur les entreprises.	Plusieurs ministères et organismes (ex. : MTQ, SAAQ) procèdent de cette façon dans certains dossiers importants. Par exemple, ils consultent les propriétaires et exploitants de véhicules lourds pour alléger la loi et les règlements sur les véhicules lourds. La SAAQ développe, en collaboration avec les entreprises, le programme de Partenaires émérites. Elle consulte les transporteurs concernant la révision de la Politique d'évaluation des propriétaires et exploitants de véhicules lourds. Il faudra toutefois étendre ces approches à plusieurs autres ministères et organismes gouvernementaux. Même si plusieurs ministères et organismes sont en voie d'avoir réalisé ou ont réalisé cette recommandation, il y aurait lieu de revenir à la charge compte tenu de l'importance de consulter les principaux intervenants. Cette recommandation est par conséquent reprise dans le chapitre portant sur la politique d'allègement réglementaire.	Revenir à la charge
48	De compléter dès que possible l'inventaire des formalités administratives entrepris par le Secrétariat à l'allègement réglementaire en 1999 et de procéder à leur examen, pour chaque ministère et organisme, afin d'en déterminer l'utilité et, lorsque c'est possible, de proposer des avenues d'allègement ou de simplification.	Le Secrétariat à l'allègement réglementaire a complété, au début de 2001, avec la collaboration des ministères et des organismes concernés, l'inventaire des formalités s'adressant aux entreprises lequel a été publié dans le rapport du Groupe conseil de mai 2001. Depuis, plusieurs allègements ont été apportés (ex. : réduction de plus de 700 000 permis).	Réalisée

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
49	Qu'il favorise, le plus possible, le regroupement des formalités administratives imposées aux entreprises dans quelques secteurs (ex. : la restauration, la construction), soit par la fusion de certaines responsabilités de ministères et d'organismes, soit par la formule du guichet unique, soit par l'approche d'enregistrement unique de renseignements qui sont requis pour l'administration de plusieurs réglementations.	Beaucoup reste à faire à cet égard dans l'appareil gouvernemental mais il y a déjà certaines réalisations. Exemple : la SAAQ et la CTQ offrent un guichet unique d'enregistrement aux nouveaux propriétaires et exploitants de véhicules lourds : l'inscription à un seul organisme devient suffisante, puisque les dossiers sont transmis à l'IGIF, à la CSST et à d'autres organismes gouvernementaux. À l'instar du guichet transporteur, d'autres guichets pourraient être mis en place (ex. : guichet constructeur). La formation de nombreux autres regroupements semblables devrait également être considérée dans différents domaines (ex. : tourisme, restauration, agroalimentaire, etc.).	Revenir à la charge
50	D'obliger les ministères et les organismes à déposer au Conseil des ministres, en même temps que leurs projets de réglementation, une évaluation sommaire des charges administratives qu'ils comportent pour les entreprises, à partir d'un court questionnaire type élaboré à cette fin.	En avril 2002, le gouvernement a incorporé cette obligation dans sa politique d'allègement réglementaire (décret 467-2002).	Réalisée
51	De confier à un expert indépendant le mandat de développer et de proposer au gouvernement une méthode d'évaluation du fardeau administratif global découlant de la réglementation gouvernementale, ainsi que les avenues qui s'offrent pour mettre cette méthode à l'essai auprès de quelques ministères et organismes représentatifs avant d'en faire une politique gouvernementale d'application générale.	Le gouvernement a confié au Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) le soin de proposer une telle méthodologie. Son rapport a été déposé au gouvernement en avril 2001.	Réalisée
52	Que le ministère de la Justice reçoive mandat de proposer au gouvernement une politique et des moyens précis permettant de simplifier et de rendre plus clair le langage utilisé dans les projets de loi et de règlement et d'impliquer, à ce titre, les ministères et les organismes.	Le ministère de la Justice a constitué un groupe de travail qui a déposé un rapport et des propositions à cet effet en 2001. Une formation particulière est dispensée aux juristes qui sont appelés à rédiger des projets de loi et de règlement. Le programme de formation est étalé jusqu'en 2006. La formation est un moyen approprié pour en arriver à une plus grande simplicité et clarté des textes juridiques.	
53	Qu'il mette sur pied un groupe de travail pour lui proposer des orientations et des moyens d'action précis visant à faciliter la compréhension des documents administratifs (ex. : guides, formulaires) destinés aux entreprises dans le cadre de l'application de réglementations gouvernementales.	Un groupe de travail présidé par le secrétariat à l'allègement réglementaire a été mis sur pied. Plusieurs guides sont en cours de réalisation. L'action est engagée et des résultats sont attendus dès l'automne 2003.	
54	Que, dans sa volonté d'améliorer la qualité des services publics, le gouvernement se donne comme priorité l'amélioration des liens téléphoniques avec les entreprises et les citoyens, de façon surtout à diminuer substantiellement les délais d'attente.	Le gouvernement s'est donné à cet égard des objectifs précis qui sont affirmés dans les 67 déclarations de services ministériels déposées devant l'Assemblée nationale en avril 2001. Les ministères et les organismes auront formellement à rendre compte de leur performance à ce titre devant l'Assemblée nationale.	Réalisée

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
55	Demander aux ministères et aux organismes de se donner des moyens, tels que des guides explicatifs, des bulletins d'interprétation et des pages Web, pour bien informer les entreprises sur la nature de leurs obligations réglementaires et sur les moyens de s'y conformer.	Dans le cadre de la modernisation de la gestion publique et de l'allégement réglementaire, plusieurs ministères et organismes se sont donnés des objectifs précis visant à améliorer leurs instruments de communication avec leurs clientèles.	Réalisée
56	Responsabiliser davantage les professionnels de pratique privée à l'égard de la conformité des entreprises aux exigences réglementaires et administratives qui leur sont imposées.	Certains ministères et organismes (ex. : MENV, MAPAQ) s'appuient déjà sur la compétence des professionnels de l'entreprise privée mais beaucoup reste à faire à ce titre dans le secteur public.	
57	Que le gouvernement accélère la mise en place et l'utilisation des nouvelles technologies d'information et de communication au gouvernement, non seulement pour rendre plus facilement accessibles l'information sur les obligations réglementaires, les formulaires et les guides mais aussi pour faciliter l'obtention de permis et autres autorisations, le dépôt de rapports et l'acquittement de sommes dues au gouvernement.	Dans le cadre de la réforme en cours dans le secteur public, les ministères et les organismes se sont donnés des objectifs d'amélioration des services aux citoyens et aux entreprises en ayant recours, entre autres, aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ils investissent globalement plus de 200 M\$ par année pour développer et améliorer leurs systèmes informatiques et se sont tous dotés, au cours des dernières années, de sites Internet pour diffuser l'information à leurs clientèles. La plupart des formulaires destinés aux entreprises peuvent maintenant être téléchargés dans Internet et quelques-uns sont disponibles en mode interactif et pleinement transactionnels. De nombreux projets sont en cours, en particulier au ministère du Revenu, pour mieux répondre aux attentes des clientèles et réduire le poids des formalités.  Les ministères et organismes se sont appropriés cette recommandation et, au cours des dernières années, des travaux significatifs ont été réalisés, notamment au MRQ. Cependant, il faut encourager les M/O à continuer.	En cours de réalisation
58	De demander aux ministères et aux organismes, appelés à exercer des contrôles sur les activités des entreprises, de se doter de politiques et de moyens pour que ces contrôles se fassent en priorité auprès des entreprises présentant les plus grands risques de non-conformité aux comportements attendus.	Plusieurs ministères et organismes (MRQ, SAAQ, RRQ, CCQ, etc.) se sont donnés des politiques à cet effet. Ainsi, la Régie des rentes cible les régimes complémentaires de retraite qui sont à risque. La Commission de la construction, dans une même optique, réduit ses activités d'inspection auprès des constructeurs qui se conforment à la loi. La SAAQ développe un programme de « Partenaires émérites » pour qui elle assouplira les formalités administratives et les contrôles sur les routes.	

---

# **Rapport 2001**

## **Groupe conseil sur l'allégement réglementaire**

---

5 février 2004

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
1	Que, sauf en cas de nécessité absolue, soit imposé aux 20 ministères et organismes apparaissant au tableau 1 du présent rapport, un moratoire de deux ans sur toute nouvelle exigence administrative (permis, rapport, formulaire, etc.) visant les entreprises et découlant des projets de loi et de règlement soumis à l'approbation du gouvernement; Qu'il soit permis cependant à un ministère ou à un organisme visé, qui veut édicter une nouvelle exigence administrative à des entreprises, de le faire à la condition de diminuer, dans une proportion au moins équivalente, les exigences administratives qu'il impose par l'entremise d'autres réglementations dont il a la responsabilité.	Le gouvernement a accepté cette recommandation du Groupe conseil qu'il a inscrite dans la décision du 20 mars 2002. Pour la plupart des ministères et des organismes concernés, il n'y a pas eu de nouvelles formalités administratives imposées aux entreprises. Le moratoire se terminant en mars 2004, il y aurait lieu d'assurer le suivi de cette recommandation.	Assurer le suivi
2	D'exiger des 20 ministères et organismes, dont les formalités imposées aux entreprises ont été inventoriées, qu'ils réduisent d'ici deux ans le nombre de ces formalités d'au moins 20 % par rapport aux données de 1998-1999.	Le gouvernement a également retenu cette proposition du Groupe conseil, à la différence qu'il a exclu le ministère du Revenu de cette exigence (parce que lié à une démarche plus globale de simplification) et qu'il vise plutôt un objectif de réduction de 20 % des coûts liés aux formalités administratives plutôt que du nombre. Bien que certains ministères et organismes ont atteint des résultats en terme de réduction de coûts, en général les ministères et organismes n'ont pas les outils leur permettant d'évaluer avec précision la réduction des coûts associée à la réduction des formalités. Cette recommandation est reprise dans le chapitre portant sur la politique d'allègement réglementaire.	Revenir à la charge
3	Qu'un groupe de travail, formé de représentants du ministère des Finances, du ministère du Revenu et du Groupe conseil sur l'allègement réglementaire ou, si son mandat n'est pas reconduit, de représentants d'associations de gens d'affaires, soit constitué afin d'examiner les possibilités de simplifier de façon significative et concrète le régime fiscal québécois, en particulier pour les petites et moyennes entreprises.	À la suite de cette recommandation, le Conseil des ministres a décidé, le 20 mars 2002, de confier au ministre du Revenu le mandat de former et de diriger un Groupe de travail mixte sur l'administration de la fiscalité. Ce Groupe de travail a remis son rapport au ministre en octobre 2003.	Assurer suivi
4	Qu'avant d'introduire une nouvelle mesure fiscale, le ministère des Finances soit invité à consulter davantage le ministère du Revenu sur l'impact administratif de cette mesure sur les entreprises et à convenir des moyens (formulaires, contrôles, etc.) les moins lourds pour sa mise en œuvre.	Le MRQ est tout à fait d'accord. Quant au MFER, il indique que la chose est souhaitable mais pas toujours possible.	Réalisée
5	Que le ministère du Revenu et le ministère des Finances soient invités à conjuguer leurs efforts : pour explorer la possibilité de simplifier davantage le formulaire CO-17 s'adressant aux sociétés; pour élaborer un formulaire CO-17 « simplifié » de déclaration de revenus des sociétés, à l'intention des petites entreprises du Québec, par analogie avec le formulaire simplifié qui s'adresse aux particuliers; pour examiner la possibilité d'exempter de l'obligation de produire une telle déclaration les sociétés en démarrage qui se qualifient pour l'exemption de l'impôt sur le revenu, de la taxe sur le capital et de la	En ce qui concerne la possibilité de simplifier davantage le formulaire CO-17 s'adressant aux sociétés, la marge de manœuvre du Ministère est assez limitée. En effet, la simplification de la déclaration de revenus des sociétés passe avant tout par la simplification de la fiscalité des sociétés, sous la responsabilité du ministère des Finances. En ce qui concerne la possibilité d'élaborer un formulaire de déclaration de revenus des sociétés « simplifié », celle-ci a déjà été examinée dans le passé par le MRQ. Les consultations menées à l'époque et l'analyse qui avait été produite n'avaient pas permis d'établir la pertinence d'une telle déclaration. Toutefois, si le ministère des Finances simplifiait le	Revenir à la charge



	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
	cotisation au Fonds des services de santé.	<p>régime fiscal des entreprises, cela permettrait de simplifier les formulaires du MRQ.</p> <p>Relativement à la possibilité d'exempter de l'obligation de produire la CO-17, cette recommandation sera analysée dans le cadre du <i>Plan septennal de révision des régimes juridiques</i> pour l'impôt des entreprises.</p> <p>Néanmoins, le Ministère a lancé deux projets qui auront, notamment comme conséquence, la simplification de la production de la déclaration de revenus des sociétés. Le premier consiste à rendre disponible la transmission électronique des déclarations de revenus des sociétés et à recourir à l'Index généralisé des renseignements financiers qui présente les états financiers des entreprises sous une forme normalisée. Le second consiste à examiner la façon dont le Ministère obtient les données fiscales des sociétés.</p>	
6	Que le ministère du Revenu permette l'accès gratuit aux logiciels de déclaration de revenus, tant pour les particuliers que pour les corporations, ou qu'il prenne les moyens nécessaires pour que les déclarations de revenus puissent se faire en ligne.	<p><i>Déclaration de revenus des sociétés.</i></p> <p>Dans la mesure où plus de 80 % des déclarations de revenus des sociétés sont déjà produites à l'aide d'un logiciel, le Ministère considère que l'urgence réside dans la transmission électronique des déclarations. La mise en œuvre de cette recommandation passera en tout état de cause par l'association avec les entreprises œuvrant dans l'industrie de la conception de logiciels.</p>	Non prioritaire.
7	Que le ministère des Finances du Québec soit invité à explorer, avec les autorités fédérales, les possibilités de mettre sur pied un système de crédit de TPS-TVQ à l'intention des entreprises exportatrices qui sont aux prises, de façon chronique, avec les difficultés de financer ces taxes sur leurs investissements en équipements.	<p>Le MRQ a adopté une mesure qui permet l'atteinte de l'objectif visé. Ainsi, des modifications réglementaires ont été apportées pour permettre aux entreprises de réclamer le remboursement de TPS-TVQ dès la réception de la facture d'un équipement plutôt que lors du paiement comme c'était le cas avant les modifications. Les entreprises ont généralement 30 jours pour payer sans encourir de frais d'intérêt. Le Ministère assure que 75 % des réclamations sont traitées dans les 30 jours de leur réception. Dans ces cas, les entreprises reçoivent leur remboursement de TPS-TVQ avant d'avoir à payer leurs factures d'équipement. Les réclamations de remboursement de TPS-TVQ peuvent être transmises électroniquement, ce qui contribue également à accélérer leur traitement.</p>	Réalisée

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
8	Que le ministère du Revenu s'assure que seules les informations qu'il ne peut obtenir d'une autre source gouvernementale et qui sont nécessaires à une saine administration des lois fiscales soient exigées des particuliers en affaires et des entreprises.	<p>Les activités de contrôle fiscal sont essentielles au Ministère pour s'assurer que les contribuables paient leur juste part d'impôts et de taxes. Le personnel s'efforce de limiter au minimum les demandes de documents destinés à effectuer les validations nécessaires. Par ailleurs, le Ministère doit tenir compte des préoccupations de la Commission d'accès à l'information en restreignant l'utilisation des renseignements fournis par d'autres ministères ou organismes aux seules fins fiscales. Toutefois, plusieurs interventions en cours ont tenu compte de cette préoccupation dont notamment :</p> <p>« La simplification des formulaires » ;</p> <p>« L'amélioration des échanges électroniques » ;</p> <p>« La simplification des exigences administratives des entreprises à caractère saisonnier » ;</p> <p>« La révision des données fiscales requises à la cotisation des sociétés ».</p> <p>De plus, par le biais du <i>Plan septennal de révision des régimes juridiques</i>, le Ministère examine les possibilités de réduire les demandes de documents.</p>	Réalisée
		Les explications du MRQ apparaissent adéquates.	
9	Que, considérant la complexité du régime fiscal du Québec, le ministère du Revenu accentue ses efforts de formation de son personnel appelé à traiter avec les entreprises.	<p>Le Ministère consacre beaucoup d'efforts à la formation de son personnel. Il y a investi en 2001 près de 3 % de sa masse salariale. Le Ministère développe également d'autres moyens pour accroître la compétence de ses employés. Il améliore ainsi la documentation technique mise à la disposition notamment des employés du service à la clientèle ainsi que les modalités de sa consultation.</p> <p>Par ailleurs, à l'issue d'un sondage mené en décembre 2000 auprès de 500 entreprises, il est apparu que celles-ci souhaitaient obtenir en priorité, de la part du Ministère, de l'information exacte et fiable. Ce même sondage a également révélé un taux élevé de satisfaction des entreprises quant à l'exactitude et à la fiabilité des informations obtenues du Ministère (3,8 sur une échelle de 5).</p>	<b>Le MRQ donne de la formation continue à ses employés.</b>

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
10	Que le ministère du Revenu soit invité à indiquer, sur tout avis adressé à une entreprise comportant une charge d'intérêt ou une pénalité, les modalités de calcul (période, taux et méthode de calcul).	<p>Les modalités de calcul des pénalités et des intérêts sont souvent complexes. C'est la raison pour laquelle le Ministère indique seulement, sur l'avis qu'il envoie aux entreprises, le sommaire des calculs effectués conformément aux différentes dispositions de lois. Donner le détail de ces calculs contribuerait à alourdir considérablement les documents transmis aux entreprises et irait à l'encontre des objectifs d'allégement et de simplification.</p> <p>Cependant, le Ministère reste disponible en tout temps pour expliquer aux entreprises qui en font la demande les modalités détaillées de calcul.</p> <p>Au moment de la refonte de ses systèmes, le Ministère évaluera la possibilité de fournir ces renseignements.</p> <p>Le Ministère considère cette recommandation comme étant réalisée. Considérant que le MRQ assure que toute entreprise qui souhaite connaître la méthode de calcul des intérêts qu'on lui impose obtient facilement cette information il y a lieu de se satisfaire de cette mesure. Ceci permet de ne pas alourdir davantage les avis qui sont envoyés aux entreprises.</p>	Réalisée*
11	Que le ministère du Revenu se fasse un devoir d'indiquer, le plus souvent possible, dans la correspondance adressée aux entreprises, les coordonnées d'une personne avec qui il serait possible de communiquer facilement pour l'obtention d'une information ou d'explications additionnelles.	Le MRQ indique que la majorité des correspondances ne résulte pas d'une personne du Ministère mais d'un envoi massif. Le Ministère a toutefois pris diverses mesures à cet effet : indication de numéros de téléphone sur ses avis, intégration du numéro du bureau régional sur ses formulaires personnalisés, etc.	Assurer le suivi
12	Que le Ministère prenne les mesures nécessaires pour que chaque entreprise soit avisée de tout compte créancier qu'elle a au ministère du Revenu et que, le cas échéant, la compensation avec toute dette soit effectuée.	Dans la majorité des cas, le Ministère avise déjà ses clientèles lorsqu'un compte créancier est établi en leur faveur. Il procède également à la compensation des dettes fiscales sauf lors d'empêchements légaux. Le MRQ indique qu'un compte unique de chaque entreprise sera établi d'ici environ 2 ans.	Assurer le suivi
13	D'inviter le ministère du Revenu à s'imposer des règles plus strictes quant aux délais de traitement des dossiers et des formalités mettant en cause des entreprises.	L'amélioration des délais de traitement des dossiers des entreprises constitue l'une des priorités du MRQ. Cette priorité s'est d'abord traduite par la mise en place d'un nouveau système de cotisation des déclarations de revenus des sociétés. Elle s'est traduite également par des engagements précis dans la <i>Déclaration de services aux citoyens</i> rendue publique en avril 2001.	Révision prévue de la DSC afin d'y introduire un volet entreprise dans le but de réduire les délais.
14	De donner un mandat formel au ministère de l'Environnement de proposer au Conseil des ministres la mise en place, suivant un échéancier donné, de mesures concrètes de simplification administrative	Les mesures d'allégement contenues dans le plan pluriannuel sont réalisées ou en voie de l'être et certaines d'entre elles donnent suite directement aux recommandations du Groupe conseil.	Abandonnée

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
	allant dans le sens de celles recommandées par le Groupe conseil dans son rapport de juin 2000 et visant en particulier les procédures d'autorisation prévues aux articles 22 et 31.5 de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> .	<p>Le 1<sup>er</sup> novembre 2000, le Conseil des ministres a demandé au ministre de l'Environnement de lui soumettre, pour le printemps 2000, des propositions de réduction des délais d'autorisation et des formalités administratives. Le ministre n'y a pas, jusqu'à maintenant, formellement répondu.</p> <p>Le Conseil des ministres a réitéré essentiellement la même demande en mars 2001, en confiant au ministre le soin de poursuivre les travaux de simplification administrative.</p> <p>Il convient de signaler que la recommandation, de type « suivi », concerne spécifiquement les recommandations 1, 2 et 4 du rapport 2000; sa réalisation dépend donc de la réalisation de ces trois recommandations.</p> <p>Il est préférable, à cet égard, d'évaluer directement les trois recommandations en question et d'abandonner celle-ci.</p>	
15	De donner mandat au ministère de l'Environnement de proposer au Conseil des ministres, d'ici un an, une procédure distincte et simplifiée pour les projets appelés à diminuer ou à ne pas augmenter la quantité de rejets dans l'environnement.	<p>Dans le cas des exploitations agricoles, un avis de projet de 30 jours remplace le certificat d'autorisations lorsque la production annuelle de phosphore est inférieure 3 200 kg.</p> <p>La procédure d'autorisation est plus souple pour la réhabilitation des terrains contaminés.</p> <p>L'adoption prochaine du Code des pesticides permettra de soustraire certaines activités de l'application de l'article 22.</p> <p>La mise en place d'un processus accéléré d'analyse et d'approbation des projets du programme d'infrastructure Québec-Municipalité.</p> <p>Le Ministère n'a pas proposé de procédure distincte et simplifiée pour les projets appelés à diminuer ou à ne pas augmenter la quantité de rejets dans l'environnement.</p> <p>Comme sa réponse l'indique, il procède davantage à la pièce.</p>	Recommandations 8.1 et 8.4 du rapport 2003.
16	Que le ministère de l'Environnement soit invité à dresser un bilan du <i>Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement</i> et à proposer une révision des projets assujettis, de façon à soustraire certains projets à faible impact environnemental de la procédure d'évaluation environnementale, sans risquer d'affecter la protection de l'environnement.	<p>Le ministère n'a pas formellement dressé de bilan et proposé de révision de l'application du <i>Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement</i>.</p> <p>Toutefois, certains types de projet ont été soustraits de la procédure d'évaluation environnementale tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le traitement de matières dangereuses sur le lieu où elles sont générées ainsi que les projets de valorisation ou de réemploi de ces matières.</li> <li>le projet de réhabilitation de terrains qui contenaient des matières dangereuses avant 1985.</li> </ul> <p>Les projets miniers autres que métallifères, d'amiante et d'uranium dont le seuil d'assujettissement est égal ou inférieur à 500 tonnes de</p>	Recommandation 8.4 du rapport 2003.

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
		production par jour. La procédure d'évaluation environnementale constitue un irritant important aux yeux des entreprises. Il convient donc de revenir à la charge.	
17	Que le ministère de l'Environnement soit invité à étendre à toutes les régions administratives l'expérience pilote en cours en Mauricie et qui conduit à l'intégration des actes statutaires des entreprises en un seul certificat d'autorisation par entreprise.	La <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> a été modifiée le 14 juin 2002 afin de permettre le regroupement de l'ensemble des certificats d'autorisation délivrés en vertu de l'article 22 à un même établissement. La mise en application est à venir. Les entreprises considèrent que le regroupement des actes statutaires représente un élément important de la simplification administrative et que le GC devrait revenir à la charge.	
18	De demander à la CSST d'adapter ses systèmes de telle sorte que, dans le cadre du régime de santé et de sécurité du travail, les entreprises puissent avoir accès aux dossiers qui les concernent de même que transiger avec cet organisme d'une façon jugée plus commode, en ayant recours au réseau Internet.	L'orientation suggérée par le Groupe conseil a été prise. Un accès partiel sera disponible en 2005 et l'accès aux dossiers des entreprises est prévu d'ici 2007.	<b>En cours de réalisation. Accès complet en mode transactionnel d'ici 2007.</b>
19	De demander à la CSST de préciser rapidement ses orientations en matière de déclaration et de calcul des salaires et de la cotisation, de façon à mieux adapter ces aspects du régime de santé et de sécurité du travail à la réalité des entreprises dont le rythme des activités est difficile à prévoir.	Cette recommandation est liée à la recommandation 9.4 du rapport 2003	
20	Que Tourisme Québec reçoive le mandat d'entreprendre, avec la participation active des principaux ministères et organismes concernés, des démarches visant à réduire significativement les exigences réglementaires et administratives imposées à l'industrie touristique québécoise (établissements touristiques, camping, restauration, etc.) et à faire rapport de ces démarches au gouvernement.	Depuis décembre 2001, l'exploitant n'a plus à déclarer l'ensemble des prix de ses unités d'hébergement et à les afficher à l'endos de la porte de l'unité. Conséquemment, la tâche de remplir le formulaire de déclaration des prix a été simplifié. Également, le formulaire d'inscription et de modification a été simplifié pour recueillir uniquement les informations essentielles à la mise à jour de la banque de données pour des fins de classification, de diffusion dans les guides d'hébergement et sur le site Web de Tourisme Québec et de délivrance d'attestation. De plus, la portée de la Loi et du Règlement sur les établissements d'hébergement touristique a été fortement réduite. Toutes les normes ont été retirées du règlement. Tourisme Québec indique qu'il demeure disponible pour collaborer aux démarches entreprises par d'autres ministères ou organismes qui permettraient de réduire les exigences réglementaires et administratives qui ne sont pas sous sa responsabilité, mais qui sont imposées à l'industrie touristique québécoise. Tourisme Québec devrait cependant assurer un leadership fort pour favoriser la concertation entre les différents intervenants gouvernementaux afin d'identifier avec les	<b>Revenir à la charge</b>

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
		intervenants des mesures significatives d'allégement aux entreprises du secteur touristique.	
21	Que la Régie des alcools, des courses et des jeux soit invitée à déposer au Conseil des ministres, dès 2001, des mesures concrètes de simplification administrative pour les entreprises assujetties à la réglementation régissant l'acquisition, la conservation et la vente de boissons alcooliques ainsi qu'un plan d'action qu'elle entend mettre en œuvre pour compléter la réforme de cette réglementation.	Un plan d'action a été approuvé par le Conseil des ministres pour revoir l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires concernant l'acquisition, la conservation et la garde des boissons alcoolisées. Des modifications législatives et réglementaires sont prévues en 2003. L'adoption des modifications législatives et réglementaires prévues en 2003 devrait permettre d'éliminer bon nombre d'irritants liés à la lourdeur des procédures administratives.	Assurer le suivi
22	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Que le gouvernement examine la possibilité de réviser la réglementation touchant les heures d'affaires des établissements commerciaux dans le sens d'une plus grande libéralisation;</li> <li>– Que tous les détenteurs de permis de vente de boissons alcoolisées reçoivent un traitement égal quant aux règles relatives aux heures de vente de produits alcoolisés.</li> </ul>	<p>Le ministère n'envisage pas d'ouvrir la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux dans un avenir prévisible.</p> <p>Ces propositions soulèvent des oppositions au point de vue social. Il n'apparaît pas opportun de revenir sur cette question. Les commerçants semblent s'accommoder de la réglementation actuelle.</p> <p>Le ministère n'envisage pas de modifier l'article 60 de la <i>Loi sur les permis d'alcool</i> pour permettre aux dépanneurs de vendre des produits alcoolisés aux mêmes heures que celles qui sont prévues à l'article 59 pour les autres détenteurs de permis.</p>	Abandonnée
23	Que le gouvernement du Québec donne mandat à l'Office de la protection du consommateur de revoir les exigences en matière de marquage unitaire des prix dans une perspective d'allégement, notamment en élargissant la liste des produits exemptés et en relevant le seuil en dessous duquel le marquage unitaire des prix n'est pas requis.	<p>La nouvelle réglementation relative au marquage unitaire des prix est entrée en vigueur le 23 février 2001. Celle-ci permet aux commerçants qui utilisent la technologie du lecteur optique d'être exemptés du marquage unitaire des prix s'ils respectent certaines conditions concernant l'indication et l'exactitude des prix.</p> <p>Pour l'implantation de la nouvelle réglementation, l'industrie et l'OPC ont convenu d'un plan de surveillance comprenant trois phases : la formation, les enquêtes et les poursuites et constats d'infraction. De plus, ils ont négocié une façon de moduler l'application de cette réglementation afin d'atténuer ses impacts sur les petits commerçants, notamment les petits détaillants alimentaires.</p> <p>La nouvelle réglementation répond aux objectifs poursuivis puisqu'elle permet d'alléger les exigences en matière de marquage unitaire des prix.</p>	Réalisée

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
24	Que le gouvernement, et plus particulièrement le ministère de l'Industrie et du Commerce, encourage fortement, par des mesures appropriées, les petites et moyennes entreprises à adopter les NTIC de façon, entre autres, à profiter pleinement des immenses possibilités qu'offrira bientôt la prestation électronique de services gouvernementaux.	Le MIC a mis de l'avant un programme pour favoriser le développement du commerce électronique auprès des entreprises. Toutefois, malgré que 71 % des entreprises ciblées, soit 2 850 entreprises, ont été sensibilisées à l'importance des affaires électroniques, moins de 20 %, soit 655 d'entre elles ont développé un site WEB transactionnel. Selon l'enquête CEFRIO, 94 % des entreprises sont informatisées et 86 % sont branchées à Internet. 71 % des entreprises sont visées par la prestation électronique de services (PÉS) et 74 %, soit 40 000 entreprises, le seront d'ici 2004. Au cours des dernières années, 71 % des entreprises branchées ont fréquenté le site WEB d'un M/O.	Réalisée
25	Que le gouvernement encourage la réalisation, par le CEFRIO ou un autre organisme, d'une étude ayant pour but de préciser les besoins et les attentes des entreprises en matière de NTIC, suivant leur taille et leur secteur d'activité, afin de permettre au gouvernement d'adapter son offre de services électroniques aux réalités de celles-ci.	Un projet de recherche a été confié au CEFRIO en janvier 2002. Les résultats de l'enquête sont disponibles depuis novembre 2002 et révèlent que la majorité des entreprises ont accès à Internet et y font des recherches. Les entreprises ont identifié comme premier besoin le fait de pouvoir télécharger, remplir et retourner des formulaires en ligne. Parmi les autres besoins identifiés, les entreprises souhaitent notamment échanger en ligne avec des spécialistes du gouvernement, avoir accès à leur dossier au MRQ, demander des informations par courriel, obtenir des statistiques, avoir accès à des banques d'informations, s'abonner gratuitement à des bulletins Internet, obtenir des services gouvernementaux sur des sites non gouvernementaux, obtenir les coordonnées téléphoniques des responsables gouvernementaux par sujet et par dossier. Par ailleurs, l'interpénétration des sites et la présence d'hyperliens ne sont pas vues comme des services prioritaires. Enfin, la sécurité et la confidentialité des renseignements personnels suscitent toujours de l'inquiétude pour une partie des entreprises. Nous disposons maintenant de l'évaluation des besoins des entreprises.	Réalisée
26	Que, considérant que les travailleurs autonomes et les entreprises de petite taille sont moins présents sur Internet que les grandes entreprises, le gouvernement continue d'offrir les services requis à leur développement par les modes de communication conventionnels, bien qu'il les encourage à passer rapidement au mode de communication électronique.	La Politique québécoise de l'autoroute de l'information prévoit de façon explicite que le gouvernement doit continuer à offrir des services dans les modes de communications conventionnels. Malgré que le gouvernement encourage fortement les M/O à offrir une prestation électronique de services, ceux-ci sont néanmoins toujours disposés à offrir aux entreprises qui le souhaitent une prestation conventionnelle de services.	Réalisée

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
27	Que le gouvernement du Québec donne mandat aux responsables de la modernisation de la gestion publique de s'assurer, avec la collaboration du Secrétariat à l'allègement réglementaire et des ministères et organismes concernés, que les formalités administratives découlant de la réglementation québécoise, en particulier les formulaires soient simplifiées avant de passer au mode électronique.	<p>En mars 2002, un comité directeur a été créé sous l'égide du SAREG. Le comité a pour mandat de proposer une démarche de simplification et d'accessibilité des formulaires destinés aux entreprises et soumettra son rapport en juin 2003.</p> <p>En novembre 2002, il y a eu présentation des outils de simplification aux M/O. En décembre 2002, un questionnaire a été transmis aux M/O afin de connaître l'état de situation relativement à la simplification et l'accessibilité des formulaires destinés aux entreprises.</p> <p>Selon les résultats fournis par les M/O, la plupart des formulaires sont accessibles sur Internet et près de la moitié sont remplissables en ligne. Le Comité est sur le point d'adopter un plan d'action gouvernemental qui comporterait trois phases de développement : simplification, accessibilité et intégration.</p> <p>Pour chacune de ces phases, le plan identifie les outils disponibles, les outils en développement et les activités de formation.</p> <p>Plusieurs guides sont disponibles ou en voie de réalisation. Tous seront disponibles d'ici l'hiver 2004.</p>	<p><b>Très peu réalisée</b></p> <p>Rc 03:</p> <p>4.1 (Développer une stratégie développement et d'implantation de la PÉS)</p> <p>4.3 (Politique de partage des informations exigées des entreprises et saisie unique des informations)</p>
28	Que, dans son plan d'action visant à implanter les NTIC pour la prestation de services aux entreprises et aux citoyens, le gouvernement du Québec favorise les projets touchant l'application des règles fiscales.	<p>Le ministère du Revenu a entrepris une refonte majeure de plusieurs de ses systèmes corporatifs.</p> <p>Depuis décembre 2002, le ministère du Revenu, offre sur son site Internet l'accès à tous les formulaires du ministère et permet à un client d'avoir une vision intégrée de l'information qui le concerne.</p> <p>Les formulaires peuvent être commandés en ligne. Ils peuvent aussi être complétés en ligne et retournés par la poste.</p> <p>Parmi les 53 formalités dénombrées par le Groupe conseil, 47 sont accessibles en page d'accueil.</p>	<p><b>Réalisée</b></p>
29	Que le gouvernement se dote, pour la prestation électronique de services aux entreprises, d'une stratégie qui élimine les doublages de collecte de renseignements (ex. : lors du démarrage de l'entreprise ou lors d'un changement d'adresse), en prévoyant notamment une entrée unique de données utilisables par plusieurs ministères ou organismes.	<p>Le gouvernement ne s'est pas encore doté d'une telle stratégie. Un projet est en cours soit le Portail de démarrage d'entreprise.</p> <p>Les ministères et organismes ne s'étant pas véritablement appropriés cette recommandation, la situation a très peu évoluée au cours des dernières années.</p> <p>Les contraintes entourant la réalisation de cette recommandation n'étant toutefois pas insurmontables, il est important de revenir à la charge.</p>	<p><b>Très peu réalisée</b></p> <p>Rc 03 :</p> <p>4.1 (Développer une stratégie développement et d'implantation de la PÉS)</p> <p>4.3 (Politique de partage des informations exigées des entreprises et saisie unique des informations)</p>



	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
30	<p>Que soient élaborées et maintenues des normes élevées de qualité pour la prestation électronique de services, telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la mise à jour constante de l'information présentée;</li> </ul>	<p>Des outils qui visent à améliorer la qualité de la prestation électronique de services à l'égard des entreprises ont été élaborés et sont mis à jour régulièrement. Il s'agit notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. du Cadre de diffusion de l'information gouvernementale sur Internet,</li> <li>2. du Guide de normalisation de la présentation des formulaires électroniques et</li> <li>3. du Programme d'identification visuelle.</li> </ol> <p>Par ailleurs, un autre outil est en développement et sera publié à l'été 2003 soit le <i>Guide de la simplification gouvernementale</i>.</p> <p>L'information diffusée sur les sites Internet du gouvernement du Québec est mise à jour de façon constante, le principe étant que ces sites doivent toujours être à jour.</p> <p>Ainsi, presque tous les sites nécessitent une mise à jour quotidienne et certains, dont le portail national est mis à jour quatre fois par jour. Quant aux fiches des répertoires de programmes et de services, elles sont mises à jour à chaque heure ouvrables.</p>	Revenir à la charge
	<ul style="list-style-type: none"> <li>– l'information présentée de façon logique en fonction des besoins (démarrage, embauche, projets d'investissement, etc.) et des profils particuliers de chaque catégorie d'entreprise (secteur d'activité, localisation, nombre d'employés, etc.);</li> <li>– les réponses adéquates à toutes les demandes de renseignements;</li> </ul>	<p>Cette approche par profil est présente dans le PDE mais non dans les opérations au quotidien.</p> <p>L'entrée unique des données est favorisée dans le PDE mais de nombreux identifiants distincts demeurent.</p> <p>Le partage d'information entre les M/O reste à réaliser.</p> <p>La plupart des M/O ont pris l'engagement de fournir des réponses adéquates et se sont donné des objectifs précis en ce sens dans leur déclaration de services aux citoyens (DSC).</p>	<p>Rc 03 :</p> <p>4.6 (Regrouper dans un portail des entreprises les services gouvernementaux);</p> <p>4.7 (Regrouper les services aux entreprises en fonction de leurs besoins);</p> <p>4.10 (Compléter le PDE).</p>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>– la rapidité de réponse ou de transaction;</li> <li>– l'uniformité des modes de présentation et des protocoles de transaction.</li> </ul>	<p>La plupart des M/O se sont donné des objectifs précis en ce sens dans leur déclaration de services aux citoyens (DSC).</p> <p>Le Programme d'identification visuelle développé par le SCT a permis d'uniformiser les modes de présentation des sites Internet des M/O.</p>	
31	<p>D'élaborer, pour le bénéfice des ministères et des organismes, un guide présentant un ensemble de solutions alternatives à la réglementation traditionnelle, et permettant de s'assurer que ces derniers considèrent ces diverses alternatives et procèdent à une analyse des avantages et des coûts de chacune d'elles afin d'opter pour la solution la plus avantageuse pour les entreprises et la société.</p>	<p>Le 20 mars 2002, le gouvernement a décidé de former un groupe de travail SAREG-MENV-MF pour identifier, dans le secteur de l'environnement d'abord, des solutions de rechange à la réglementation traditionnelle, dont les droits et obligations négociables.</p> <p>Ce comité doit maintenant se mettre à l'œuvre et produire son rapport.</p>	Assurer le suivi

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
32	<p>Que le ministère des Affaires municipales et de la Métropole (MAMM) soit invité à amorcer avec les unions municipales des discussions visant à alléger la réglementation municipale s'adressant aux entreprises, surtout aux petites entreprises, de façon à ce que cette réglementation ne leur impose pas des contraintes superflues; pour ce faire, les municipalités ne devraient pas craindre de consulter les milieux d'affaires.</p> <p>Que le MAMM encourage les municipalités à mieux harmoniser leur réglementation avec celle du gouvernement du Québec et avec celle d'autres municipalités;</p> <p>Que le MAMM sensibilise les municipalités à l'utilité d'effectuer des études d'impact appropriées avant d'assujettir les entreprises à une nouvelle réglementation;</p> <p>Que, dans la réforme du droit municipal entreprise depuis quelques années, le MAMM insiste pour que l'approche privilégiée dans la délégation des pouvoirs réglementaires soit axée sur la définition d'objectifs à atteindre plutôt que sur la définition de moyens.</p>	<p>Le MAMM examine actuellement la possibilité d'inclure le sujet au calendrier des travaux de la Table Québec-Municipalités (TQM), afin d'y discuter de la problématique et de définir une stratégie à privilégier, notamment à l'égard de l'harmonisation des réglementations et de l'introduction d'un mécanisme d'évaluation des impacts sur les entreprises au processus d'élaboration de la réglementation municipale.</p> <p>La démarche de révision des lois municipales en cours vise globalement à simplifier la législation. Un accent particulier est mis pour accorder aux municipalités les pouvoirs habilitants leur permettant d'intervenir dans leur domaine de compétence tout en leur laissant le choix des moyens et des façons de faire.</p>	<p><b>Revenir à la charge</b> Rc 03 : 6.1.1 (à compléter) 6.1.2 (à compléter)</p>
33	Que le gouvernement du Québec adopte des directives énonçant la méthodologie à utiliser et les rubriques à compléter pour l'élaboration d'une étude d'impact par les ministères et les organismes voulant proposer un projet de réglementation ayant un impact significatif sur les entreprises, cela afin d'améliorer la qualité des études d'impact.	Par sa décision du 20 mars 2002 et le décret du 24 avril 2002 (467-2002), le gouvernement impose maintenant aux ministères et aux organismes de réaliser leurs études d'impact suivant les exigences posées par un guide préparé par le Secrétariat à l'allègement réglementaire. Ce guide est à la disposition des ministères depuis avril 2002.	<b>Réalisée</b>
34	De modifier sa politique d'allègement réglementaire de façon à ce que les études d'impact des projets de loi et de règlement importants soient facilement accessibles aux groupes intéressés sans que ceux-ci n'aient à recourir à la <i>Loi sur l'accès</i> .	Les dispositions du décret 467-2002 ne vont pas à cet égard plus loin que celles du décret 1362-96. L'accessibilité automatique aux études d'impact ne peut que favoriser la qualité de leur contenu et l'efficacité de la consultation des principaux intéressés.	<b>Revenir à la charge</b> Voir la recommandation du GT 7.5.1
35	<p>Que le ministère ou l'organisme qui veut faire adopter un projet de réglementation nécessitant une étude d'impact soit tenu de publier un résumé de cette étude (sur son site Internet ou autrement) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– dès la période de publication préalable du projet de règlement ou</li> <li>– en même temps que son dépôt à l'Assemblée nationale, s'il s'agit d'un projet de loi.</li> </ul>	<p>Le guide du Sareg prévoit maintenant un résumé de l'étude d'impact. Il n'y a pas accessibilité automatique à ce résumé.</p> <p>L'accessibilité automatique au résumé de l'étude d'impact ne peut que favoriser la consultation des intéressés.</p>	<b>Revenir à la charge</b> Voir la recommandation 7.5.2

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
36	Que le ministère ou l'organisme qui s'apprête à présenter un projet ne nécessitant pas une étude d'impact au sens du décret (projet ayant un impact anticipé de moins de 10 millions de dollars), soit tenu de faire état de son principal impact dans un bref document publié sur son site Internet : – dès la période de publication préalable du projet de règlement ou – en même temps que son dépôt à l'Assemblée nationale, s'il s'agit d'un projet de loi.	Par sa décision du 20 mars 2002 et son décret 467-2002, le gouvernement exige maintenant que les ministères et les organismes, qui proposent des projets de loi ou de règlement comportant un impact variant entre 1 et 10 M\$ pour les entreprises, complètent une déclaration d'impact pour éclairer la prise de décision du Conseil des ministres (mesure en vigueur depuis le 1 <sup>er</sup> septembre 2002). L'accessibilité automatique à la déclaration d'impact ne peut que favoriser la qualité de son contenu et la consultation des intéressés.	<b>Revenir à la charge</b> Voir la recommandation 7.5.2
37	Que le ministère ou l'organisme qui veut faire adopter un projet comportant un impact sur l'entreprise, qu'il soit de plus de 10 millions de dollars ou de moins de 10 millions de dollars, soit tenu de publier, en même temps qu'un état de son impact, l'analyse comparative (ou son résumé) des solutions retenues par les principaux États voisins, canadiens et américains, aux prises avec un problème de même nature.	Cette recommandation n'a pas eu de suite. L'analyse comparative traduit un enjeu de compétitivité, crucial au moment de la consultation.	<b>Revenir à la charge</b> Voir la recommandation 7.5.2
38	De modifier la politique d'allégement réglementaire pour faire en sorte que les ministères et les organismes soient dorénavant tenus de remplir, pour tout projet de loi ou de règlement dont l'impact anticipé pour les entreprises est estimé à moins de 10 millions de dollars, une « déclaration d'impact » qui s'inspire du modèle proposé en annexe au présent rapport.	Depuis le 1 <sup>er</sup> septembre 2002, les ministères et les organismes, qui proposent un projet de loi ou de règlement comportant un impact variant entre 1 et 10 M\$ pour les entreprises, doivent compléter une telle déclaration.	<b>Réalisé</b>
39	De modifier la politique d'allégement réglementaire pour que la déclaration d'impact soit utilisée par les ministères ou les organismes pour s'acquitter de leur obligation éventuelle de publier l'évaluation d'impact et l'analyse comparative d'un projet.	Cette recommandation à caractère technique n'a pas eu de suite.	<b>Abandonnée</b>
40	Que le gouvernement se dote d'un mécanisme permettant, une fois l'an si possible, de déposer à l'Assemblée nationale un projet de loi omnibus axé entièrement sur des propositions concrètes d'allégement réglementaire et de simplification administrative émanant des ministères et des organismes.	Par sa décision du 20 mars 2002 et le décret 467-2002, le gouvernement a adopté un tel mécanisme. Les ministères et les organismes sont maintenant invités à inscrire, dans leur plan pluriannuel d'allégement réglementaire, des propositions en ce sens.	<b>Réalisée</b>
41	De mettre en place, dès que possible, un nouveau groupe conseil sur l'allégement réglementaire, de façon à poursuivre le travail amorcé par l'actuel Groupe conseil et à continuer d'aviser le gouvernement sur les moyens d'alléger la réglementation et de simplifier les formalités administratives affectant les entreprises, en particulier, les petites entreprises.	Suite à l'adoption du décret 468-2002 du 24 avril 2002, le Groupe conseil a été mis en place.	<b>Réalisée</b>
42	Que le nouveau groupe conseil continue de répondre directement au premier ministre du Québec qui, beaucoup plus qu'un ministre sectoriel, peut coordonner l'action d'allégement réglementaire dans l'ensemble de l'appareil étatique et produire des résultats tangibles.	Le Groupe conseil répond comme auparavant directement au premier ministre du Québec.	<b>Réalisée</b>

	Recommandation	État de réalisation	Commentaires
43	Que le prochain groupe conseil sur l'allégement réglementaire soit formé principalement de gens d'affaires provenant, dans une bonne proportion, du milieu de la PME, ainsi que de deux personnes provenant du milieu syndical et d'une personne provenant directement des milieux environnementaux.	Cette recommandation a été mise en œuvre à la seule nuance près qu'aucune personne provenant directement des milieux environnementaux n'a été nommée.	Réalisée
44	Que le mandat du prochain groupe conseil sur l'allégement réglementaire soit essentiellement : <ul style="list-style-type: none"> <li>– de travailler avec les ministères et les organismes concernés à la recherche et à l'adoption de mesures susceptibles de répondre aux principales préoccupations des gens d'affaires, à l'égard principalement de la simplification des formalités administratives, telles qu'énoncées dans les rapports du Groupe conseil;</li> <li>– d'examiner les plans pluriannuels d'allégement réglementaire des ministères et des organismes afin de vérifier si les orientations et moyens d'action répondent aux principales préoccupations des gens d'affaires;</li> <li>– de suivre les expériences étrangères d'allégement réglementaire et administratif et d'aviser en conséquence le gouvernement dans les rapports à lui remettre;</li> </ul>	À quelques nuances près, le mandat du Groupe conseil, tel que défini dans le décret 468-2002, est conforme à celui recommandé ici.	Réalisée
	<ul style="list-style-type: none"> <li>– d'apprécier le niveau d'application de la politique d'allégement réglementaire, notamment à l'égard de la qualité des études d'impact;</li> <li>– de sensibiliser les ministères et les organismes à la réalité des PME et de formuler, à l'occasion, au gouvernement son avis sur certains projets de loi et de règlement pouvant affecter les PME;</li> <li>– de faire rapport annuellement au premier ministre de l'évolution des travaux d'allégement réglementaire et administratif des ministères et des organismes, et de rendre ce rapport public.</li> </ul>		

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**43. PROCÈS-VERBAUX DES RENCONTRES DU NOUVEAU GROUPE-CONSEIL SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE DEPUIS SA MISE EN PLACE EN AVRIL 2003.**

Lors de l'étude des crédits 2003-2004, il avait été indiqué que les comptes rendus des réunions du Groupe conseil sur l'allégement réglementaire formé le 2 avril 2002 seraient accessibles après la publication du rapport du Groupe. Le ministère du Conseil exécutif est donc disposé à remettre copie de ces comptes rendus. Ceux-ci sont joints à la présente fiche.

## GROUPE CONSEIL SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE (2002)

**COMPTE RENDU de la première réunion du Groupe conseil sur l'allègement réglementaire (ci-après appelé le «Groupe conseil») tenue le 21 mai 2002 de 14 h à 17 h, au Musée du Québec, Parc des Champs-de-Bataille, Salle du conseil; Québec**

Sont présents :

### Membres du Groupe :

Messieurs :	Raymond DUTIL président Michel HÉMOND, vice-président
Mesdames :	Vicky LACASSE Françoise MERCURE
Messieurs :	Marc-Alexandre BOUTET Simon-Pierre PARÉ Jean-Marie SALA Gilles ST-PIERRE Phillippe TREMBLAY Pierre-Maurice VACHON Michel YERGEAU

### Du Secrétariat à l'allègement réglementaire :

Monsieur :	Yves RANCOURT, secrétaire du Groupe conseil
Madame :	Louise FOURNIER
Messieurs :	Yves CARIGNAN Roland CORRIVEAU Louis LAMOTHE Jean-Marc LESSARD

Est absent:	Monsieur :	Émile VALLÉE
-------------	------------	--------------

### 1. Adoption de l'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour est adopté sans modification ni ajout.

### 2. Accueil et présentation

Le président souhaite la bienvenue à cette première rencontre du Groupe conseil et remercie les membres d'avoir accepté de relever avec lui le défi que représente le mandat confié par le gouvernement. Le président indique les objectifs de cette première rencontre et invite, par un tour de table, les participants à se présenter et à décrire leur expérience dans les travaux d'allègement réglementaire. Dans un second tour de table, les membres partagent leur motivation et leur attentes à l'égard des travaux du groupe.

### 3. Information et discussion

#### 3.1 Le mandat du Groupe conseil.

Sur la base du décret 468-2002, le mandat est présenté. Les membres en prennent acte et soulignent la nécessité que des suites soient données aux recommandations faites au gouvernement par le Groupe conseil précédent, l'importance d'établir le contact avec les milieux d'affaires et leur disponibilité pour appuyer les travaux du Secrétariat à l'allègement réglementaire dans la mise en œuvre des mesures d'allègement décidées par le gouvernement.

### 3.2 Les règles de fonctionnement du Groupe Conseil

Le président présente un document qui propose les règles de fonctionnement pour les travaux du Groupe conseil et qui décrit le rôle et les responsabilités des membres, la fréquence et le lieu des réunions, ainsi que des règles de confidentialité et de communications externes. **Les membres acceptent les règles telles que proposées et conviennent que les réunions se tiendront de 14h à 17h, de préférence les lundis, et en alternance à Québec et à Montréal.** Les règles de fonctionnement adoptées sont placées à l'annexe 1 du compte rendu.

Les règles de fonctionnement traitent aussi du remboursement des frais encourus par les membres pour leur participation aux travaux du Groupe conseil. Le président demande au secrétaire de les présenter.

Les frais encourus sont totalement assumés par le gouvernement. Les prescriptions comptables en vigueur au gouvernement exigent de joindre à la réclamation des frais au moins un reçu attestant du déplacement, de préférence un reçu qui concerne le moyen de transport utilisé (stationnement, essence...). Les repas seront remboursés selon les tarifs de base reconnus. Si les frais excèdent ces montants ils seront remboursés au coût réel sur présentation d'un reçu. Le secrétaire s'assurera de la préparation de la demande de remboursement et de la production d'un chèque dans les meilleurs délais. **Les membres demandent que leur soit transmis, par courrier électronique, le formulaire en usage au gouvernement pour la réclamation des frais de voyage.**

### 3.3 L'allégement réglementaire au gouvernement du Québec

Le secrétaire est invité par le président à brosser un portrait historique du dossier de l'allégement réglementaire, ce qu'il fait.

### 3.4 Bilan sommaire des réalisations gouvernementales de 1996 à 2001

Le secrétaire est également invité par le président à présenter en synthèse le dernier bilan gouvernemental de réalisations en matière d'allégement réglementaire et administratif. Après une brève discussion, **les membres demandent que le lien Internet présentant le Secrétariat, son mandat et sa composition leur soit acheminé.**

### 3.5 Les mesures gouvernementales récentes

Le secrétaire est à nouveau invité par le président à présenter les récentes mesures prises par le gouvernement pour donner suite au rapport de mai 2001 du Groupe conseil.

Entre autres éléments, il est prévu qu'un groupe de travail soit constitué sous la responsabilité du ministre du Revenu pour simplifier l'application du régime fiscal pour les entreprises. Ce groupe de travail restreint sera composé principalement de gens d'affaires, dont deux représentants du Groupe conseil sur l'allégement réglementaire. **Sur proposition du président, Madame Vicky Lacasse et monsieur Michel Hémond sont désignés pour représenter le Groupe conseil.** Un suivi régulier de l'avancement des travaux sera fait lors des réunions.

De plus, un mandat a été confié afin de simplifier, intégrer et rendre accessible sur Internet les formulaires qui affectent le plus lourdement les PME. Le groupe de travail est sous la responsabilité conjointe du Secrétariat à l'allégement réglementaire et du Secrétariat du Conseil du trésor et réunira des représentants des principaux ministères et organismes impliqués. Il est convenu que le Groupe conseil sera informé de l'évolution de ces travaux.

## 4. Les approches possibles du Groupe conseil pour réaliser son mandat

Le président soumet pour discussions et décisions quelques hypothèses quant aux approches possibles pour réaliser le mandat qu'a reçu le Groupe conseil.

### 4.1 La contribution des associations des gens d'affaires

Après discussions, les membres conviennent de **transmettre une correspondance aux associations de gens d'affaires pour les informer du démarrage du nouveau**

**Groupe Conseil, leur transmettre copies des décrets adoptés par le gouvernement et les inviter à acheminer les nouvelles contraintes que leurs membres leur auraient fait part depuis les dernières consultations.**

#### 4.2 La collaboration avec les ministères et les organismes

Après discussions sur différents scénarios, il est convenu **d'inviter des sous-ministres et présidents d'organismes, les plus visés dans la mise en œuvre des mesures visant à donner suite aux rapports 2000 et 2001, aux réunions du Groupe conseil pour lui faire part de leurs projets et leurs réalisations à l'égard de la simplification des exigences administratives.** Les membres mandatent le secrétaire de Groupe conseil pour prendre contact avec le Secrétariat du Conseil du Trésor (Modernisation de la gestion publique), le ministère de l'Environnement et la Régie des alcools, des courses et des jeux pour s'assurer de leur présence lors des prochaines réunions ( juin et septembre ).

#### 4.3 L'examen des plans pluriannuels des ministères

Les ministères sont actuellement en chantier pour la mise à jour de leur plan pluriannuel afin d'y inscrire les mesures qui donneront suite aux récentes décisions gouvernementales (point 3.5). Le Groupe conseil sera saisi des résultats de cette opération lors de la reprise de ses travaux au retour de la période estivale. **Les membres demandent que soit dressé un portrait de l'ensemble des recommandations des rapports de 2000 et de 2001 en identifiant par ministère et organisme leur état d'avancement.**

#### 4.4 L'examen de problématiques particulières

Le Groupe conseil convient d'inscrire à son programme de travail l'examen de certaines problématiques particulières et sont favorables à un fonctionnement sur la base de groupes de travail restreints où s'associeront des membres du Groupe conseil avec le support d'un conseiller du Secrétariat à l'allégement réglementaire. Les membres conviennent **d'examiner en priorité la problématique du démarrage d'entreprises et forment un premier groupe de travail avec mandat de soumettre des pistes de travail pour une prochaine rencontre. Madame Françoise Mercure et monsieur Marc Boutet sont désignés pour s'occuper de ce dossier avec le support du Secrétariat.**

### 5. Le calendrier des prochaines rencontres

L'harmonisation des agendas des membres conduit à statuer sur le calendrier suivant :

Lundi le 17 juin	Montréal
Mardi le 3 septembre	Québec
Lundi le 30 septembre	Montréal
Lundi le 28 octobre	Québec
Mercredi le 11 décembre	Montréal

### 5. Varia

Aucun sujet n'a été soumis à l'attention des membres.

### 7. Fin de la réunion

La réunion prend fin à 17 h.

Yves Rancourt,  
Secrétaire du Groupe conseil  
sur l'allégement réglementaire

Le 7 juin 2002



**GROUPE CONSEIL SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE (2002)**

**COMPTE RENDU de la deuxième réunion du Groupe conseil sur l'allégement réglementaire (ci-après appelé le « Groupe conseil ») tenue le 17 juin 2002 de 14 h à 17 h15 Place Mercantile, 770 Sherbrooke Ouest, Salle 4.19, Montréal.**

Sont présents :

**Membres du Groupe :**

Messieurs :	Raymond DUTIL président Michel HÉMOND, vice-président
Madame :	Vicky LACASSE
Messieurs :	Marc-Alexandre BOUTET Jean-Marie SALA Gilles ST-PIERRE Philippe TREMBLAY Émile VALLÉE Michel YERGEAU

**Du Secrétariat à l'allégement réglementaire :**

Monsieur :	Yves RANCOURT, secrétaire du Groupe conseil
Madame :	Louise FOURNIER
Messieurs :	Yves CARIGNAN Louis LAMOTHE Jean-Marc LESSARD

Sont absents:	Madame	Françoise Mercure
	Messieurs :	Simon-Pierre PARÉ Pierre-Maurice VACHON Roland Corriveau

---

**1. Adoption de l'ordre du jour**

Le projet d'ordre du jour est adopté sans modification ni ajout.

**2. Approbation et suivi du compte rendu**

Le compte rendu de la première réunion du Groupe conseil du 21 mai 2002 est approuvé tel que présenté.

**3. Information**

Le président félicite M. Marc Boutet pour le prix OCTAS 2002 de la réussite commerciale décerné à son entreprise DeMarque par la Fédération de l'informatique du Québec le 15 juin 2002.

**3.1 La consultation des associations**

Les membres prennent acte de la correspondance transmise par le président aux associations d'entreprises le 27 mai 2002. Il est proposé de transmettre une lettre semblable à l'Association québécoise de la production d'énergie renouvelable.

### 3.2 La correspondance reçue

Les membres prennent acte de la correspondance reçue à ce jour des associations suite à l'invitation du président de soumettre leurs commentaires et **demandent au secrétaire d'effectuer un suivi, si jugé nécessaire et utile, auprès des organisations qui n'y ont pas donné suite.**

### 3.3 Document d'information

**Demander au Secrétariat de préparer un document d'information sur le mandat du Groupe conseil** pour lui permettre de réagir rapidement lorsque des informations erronées sont diffusées dans les médias, notamment électronique, concernant les activités du Groupe conseil

## 4. Invité

Monsieur Jean St-Gelais se joint à la réunion et présente la démarche de modernisation entreprise ces dernières années au sein du gouvernement et qui incite les ministères et les organismes à centrer leur gestion sur le service aux citoyens et aux entreprises, à définir clairement et à rendre publics leurs engagements et, enfin, à rendre compte devant l'Assemblée nationale de leurs actions sur la base des résultats obtenus. S'en suit un échange avec les membres du Groupe conseil, sous forme de questions et réponses, sur leurs préoccupations à l'égard des relations entre l'État et les entreprises. Suite aux échanges, il est convenu **d'examiner si l'administration de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Loi d'accès à l'information) ne constitue pas un frein à la mise en œuvre de mesures d'allégement réglementaire et de simplification administrative pour les entreprises.**

## 5. Discussion

### 5.1 Le démarrage des entreprises

Après discussions, il est convenu **de préciser le mandat du groupe de travail sur le démarrage des entreprises** qui s'énoncera maintenant ainsi : « Comment faciliter la création d'entreprises en simplifiant les exigences administratives qui découlent du cadre réglementaire? ». Il est aussi demandé au groupe de travail de considérer, dans la description du contexte uniquement, les exigences réglementaires et administratives posées aux nouveaux entrepreneurs par les réglementations fédérales et municipales. Il est aussi convenu **d'ajouter à la consultation prévue au plan de travail la mise à contribution d'une table de discussions réunissant des entrepreneurs œuvrant dans la Beauce. Un rapport d'étape est attendu pour le 28 octobre 2002.**

### 5.2 Bilan de réalisation des recommandations des rapports 2000-2001

Le président demande au secrétaire de présenter sommairement l'état d'avancement des mesures initiées par le gouvernement pour donner suite aux recommandations des rapports précédents du Groupe conseil. Après discussions et sur proposition du président, **Messieurs Jean-Marie Sala et Émile Vallée sont mandatés pour diagnostiquer l'état de réalisation des recommandations et pour proposer des pistes d'actions au Groupe conseil.**

## 6. Prochaines réunions

Les membres sont avisés que la prochaine réunion aura lieu le 3 septembre 2002 à la salle du conseil du Musée du Québec, à Québec, et sont invités à faire la correction au calendrier remis dans la documentation préparatoire à la réunion.

Lors de cette réunion, il est prévu de recevoir le président de la Régie des alcools des courses et des jeux, d'examiner les résultats de la consultation en cours auprès des associations, d'examiner les projets de simplification administrative proposés par les ministères et les organismes dans le cadre de leur plan pluriannuel d'allégement réglementaire, et de faire le point sur l'avancement des travaux des groupes de travail en place (démarrage, fiscalité, suivi des recommandations, etc.).

7. Fin de la réunion

La réunion prend fin à 17 h 15.

Yves Rancourt,  
Secrétaire du Groupe conseil  
sur l'allégement réglementaire

Le 28 juin 2002

**GROUPE CONSEIL SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE (2002)**

**COMPTE RENDU de la troisième réunion du Groupe conseil sur l'allégement réglementaire « Groupe conseil » tenue le 3 septembre 2002 de 14 h à 17 h 15, à la Salle du conseil du Musée du Québec, au Parc des Champs-de-Bataille à Québec**

Sont présents :

**Membres du Groupe :**

Messieurs :	Raymond DUTIL président Michel HÉMOND, vice-président
Madame :	Vicky LACASSE Françoise MERCURE
Messieurs :	Marc BOUTET Simon-Pierre PARÉ Jean-Marie SALA Gilles ST-PIERRE Pierre-Maurice VACHON Émile VALLÉE Michel YERGEAU

**Du Secrétariat à l'allégement réglementaire :**

Monsieur :	Louis LAMOTHE, secrétaire par intérim
Madame :	Louise FOURNIER
Messieurs :	Yves CARIGNAN Roland CORRIVEAU Jean-Marc LESSARD

Est absent:                      Monsieur :                      Philippe TREMBLAY

---

**1. Mot du président**

Le président souhaite la bienvenue aux membres et les informe du départ à la retraite du secrétaire du Groupe conseil monsieur Yves Rancourt le 2 août dernier. L'intérim sera assuré par monsieur Louis Lamothe jusqu'à la nomination prochaine d'un responsable du Secrétariat à l'allégement réglementaire. Au nom du Groupe, le **président transmettra à monsieur Rancourt** les remerciements exprimés de façon unanime par les membres.

**2. Adoption de l'ordre du jour**

Le projet d'ordre du jour est adopté sans modification ni ajout.

**3. Approbation et suivi du compte rendu**

Le compte rendu de la deuxième réunion du Groupe conseil du 17 juin 2002 est approuvé avec la modification suivante;

Ajouter un élément 3.3 sur les communications. **Demander au Secrétariat de préparer un document d'information sur le mandat du Groupe conseil** pour lui permettre de réagir rapidement lorsque des informations erronées sont diffusées dans les médias, notamment électronique, concernant les activités du Groupe conseil.

**4. Information**

**4.1. La consultation des associations**

Les membres prennent acte des commentaires et suggestions reçus des associations et conviennent de ce qui suit :

- **Les préoccupations s'adressant à la Régie des alcools des courses et des jeux et au ministère de l'Environnement seront acheminées au président de la Régie et à la sous-ministre à l'Environnement pour la préparation de leur rencontre respective prévue avec le Groupe conseil.**
- M. Jean-Marie Sala représentera le Groupe conseil pour une rencontre avec les représentants du comité environnement de l'**Association des industries forestières du Québec** à laquelle participera le Secrétariat à l'allégement réglementaire.
- **Une réponse à l'Association des détaillants sera préparée** concernant la réglementation sur l'indication et l'affichage des prix réitérant la position prise par le Groupe conseil présentée dans son rapport de 2001.
- La problématique soulevée par l'**Association des propriétaires d'autobus**, concernant les besoins de concertation entre les intervenants gouvernementaux lors des enquêtes tenues suite à un accident, sera documentée par le Secrétariat et un **rapport sera soumis au Groupe conseil.**
- Les groupes de travail mis en place pour réaliser le plan d'action (voir point 6) prendront en considération l'ensemble des commentaires et des suggestions reçus des Associations.
- **Une correspondance sera préparée et transmise au début du mois d'octobre** à toutes les associations consultées pour leur faire part des travaux du Groupe conseil.

#### 4.2. La correspondance reçue

Le secrétaire remet aux membres copie d'une lettre reçue le 30 août 2002 de la **Coalition québécoise pour la productivité et l'emploi** demandant au Groupe conseil de prendre position sur le dossier de la machinerie de production. Après discussions, il est décidé que **la réponse qui sera transmise** fera mention que le Groupe conseil n'entend pas reconsidérer les analyses et recommandations du rapport de 1998, les positions des membres étant inchangées et que le sujet déborde le mandat donné au Groupe conseil.

## 5. Discussion

### 5.1 État des mandats en cours

- Le Groupe de travail sur le démarrage des entreprises a amorcé ses activités. La consultation ciblée des entreprises ayant de 12 à 24 mois d'existence s'amorcera dans la région de Saguenay vers la mi-octobre pour se poursuivre dans les autres régions dans les semaines suivantes.
- En ce qui concerne les formalités découlant de la fiscalité, le Comité présidé par le ministre du Revenu a entrepris ses travaux par une première réunion tenue à Trois-Rivières le 4 juillet 2002. Les préoccupations d'allégement réglementaire et de simplification administrative sont au cœur des discussions. La prochaine rencontre aura lieu le 5 septembre 2002.
- Les résultats de l'examen du bilan des réalisations du gouvernement pour donner suite aux recommandations des rapports de 2000 et de 2001 sont présentés et un document indiquant les recommandations du groupe de travail est déposé. **Les membres en discuteront lors de la réunion du Groupe conseil du 1<sup>er</sup> octobre 2002.**

## 5.2 Les plans pluriannuels d'allégement réglementaire des ministères et des organismes

Le président demande au secrétaire de présenter sommairement l'état de la situation sur la préparation des plans pluriannuels d'allégement réglementaire des ministères et des organismes. L'opération est terminée et l'analyse des plans déposée révèle qu'une cinquantaine de mesures d'allégement et de simplification administrative furent réalisées. Un nombre équivalent de mesures sont en voie de réalisation et leur mise en œuvre est prévue pour les deux prochaines années. Le suivi de ces mesures, notamment dans les domaines de la fiscalité, de l'environnement et du travail paraît important.

### 6. Le plan d'action

Le plan d'action proposé est approuvé avec modifications. Les thèmes 4,7 et 10 (les nouvelles technologies de l'information et de communication (NTIC), la *Loi sur l'accès*, et la terminologie) sont regroupés et le mandat sera ajusté en conséquence. Le thème portant sur le suivi des recommandations des rapports de 2000 et de 2001 est scindé pour traiter distinctement les recommandations touchant le domaine de l'environnement.

L'attribution des mandats aux membres pour la réalisation du plan de travail est présentée en annexe.

Le plan d'action adopté sera transmis dans les prochains jours aux membres.

### 7. Les prochaines réunions

Le calendrier des réunions est ainsi modifié :

Mardi 1 <sup>er</sup> octobre	Montréal
Lundi 28 octobre	Québec
Lundi 2 décembre	Montréal

Le secrétaire mentionne que lors de la prochaine réunion, nous recevrons le président de la Régie des alcools des courses et des jeux.

### 8. Fin de la réunion

La réunion prend fin à 17 h 15.

Le secrétaire du Groupe conseil par intérim,  
Louis Lamothe

Le 16 septembre 2002

## **GROUPE CONSEIL SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE**

### **Plan d'action**

### **Mandats des membres**

<b>Thèmes</b>	<b>Responsable</b>	<b>Collaboration</b>
1. Les formalités découlant de la fiscalité	Michel Hémond	Vicky Lacasse
2. Le démarrage d'entreprises	Françoise Mercure	Marc Boutet
3. Examen du bilan des réalisations du gouvernement	Jean-Marie Sala	Émile Vallée
4. L'utilisation des NTIC pour la prestation des services aux entreprises	Marc Boutet	Gilles St-Pierre Phillippe Tremblay
5. La réglementation en fonction de la taille des entreprises	Raymond Dutil	Simon-Pierre Paré
6. L'harmonisation de l'application de la réglementation québécoise avec les gouvernements fédéral et municipaux	Pierre-Maurice Vachon	Émile Vallée
7. Le suivi de la politique réglementaire québécoise et des expériences étrangères	Michel Yergeau	Jean-Marie Sala
8. Suivi des recommandations des rapports 2000 et de 2001 : Environnement	Jean-Marie Sala	Michel Yergeau
9. Suivi des recommandations des rapports de 2000 et de 2001 : Autres	Émile Vallée	Vicky Lacasse

2002-09-16

**GROUPE CONSEIL SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE (2002)**

**COMPTE RENDU de sa quatrième réunion tenue le 1<sup>er</sup> octobre 2002 de 14 h à 17 h 15  
Place Mercantile, 770 Sherbrooke Ouest, Salle 4.19, Montréal.**

Sont présents :

**Membres du Groupe :**

Messieurs :	Raymond DUTIL, Président Michel HÉMOND, Vice-président
Madame :	Vicky LACASSE Françoise MERCURE
Messieurs :	Marc-Alexandre BOUTET Simon-Pierre PARÉ Jean-Marie SALA Pierre-Maurice VACHON Émile VALLÉE

**Du Secrétariat à l'allégement réglementaire :**

Monsieur :	Bernard Lauzon, secrétaire du Groupe conseil
Madame :	Louise FOURNIER
Messieurs :	Yves CARIGNAN Roland CORRIVEAU Louis LAMOTHE Jean-Marc LESSARD

Sont absents:	Messieurs :	Gilles ST-PIERRE Philippe TREMBLAY Michel YERGEAU
---------------	-------------	---

---

**1. Mot du président**

Le président accueille les membres et présente le nouveau secrétaire du Groupe conseil, M. Bernard Lauzon, secrétaire général associé au ministère du Conseil exécutif.

**2. Adoption de l'ordre du jour**

Le projet d'ordre du jour est adopté sans modification ni ajout.

**3. Approbation et suivi du compte rendu**

Le compte rendu de la troisième réunion du Groupe conseil du 3 septembre 2002 est approuvé tel que présenté.

**4. Invité**

**4.1. Le Groupe conseil reçoit M. Richard Fahey, vice-président Québec de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI).** M. Fahey souligne que le fardeau administratif aux entreprises découlant des formalités administratives gouvernementales demeure lourd et propose au Groupe conseil quelques pistes d'amélioration dans les domaines de l'administration de la fiscalité des entreprises, de la formation de la main-d'œuvre, de la gestion des permis de vente de boissons alcoolisées et de la prestation des services dans le secteur de la construction. Une période d'échanges s'en suit à l'égard du profil du « membership » de la Fédération, des résultats disponibles suite aux sondages et études qu'elle effectue notamment en matière d'utilisation des nouvelles technologies. **M. Fahey fera parvenir au Secrétaire un document détaillé sur ces éléments dans les jours qui suivent.** De plus, la FCEI



réitère sa collaboration en rendant disponible au Groupe conseil l'ensemble de ses sondages effectués auprès des PME et est ouverte à la possibilité d'appliquer un questionnaire spécifique pour répondre à des préoccupations particulières du Groupe conseil.

- 4.2. Le président souhaite la bienvenue à **M. Charles Côté, président de la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ)** et le remercie d'avoir accepté l'invitation du Groupe conseil de venir présenter l'avancement des travaux en cours à la Régie pour donner suite aux recommandations des rapports de 2000 et de 2001 à l'égard des titulaires de permis de vente de boissons alcoolisées. M. Côté est accompagné de M. Jacques Normand, secrétaire de la Régie et M. Jean-Claude Cloutier, conseiller en gestion. Après une présentation du rôle dévolu à la RACJ et des enjeux qui l'anime les actions suivantes sont évoquées : un projet de loi a été déposé à l'Assemblée nationale pour éliminer certains irritants mineurs (livrer du vin avec un repas et autres) et un plan d'action a été approuvé par le Conseil des ministres pour revoir l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires concernant l'acquisition, la conservation et la garde de boissons alcoolisées. **Un document d'orientation est attendu pour la fin 2002 et fera l'objet d'une consultation auprès de l'industrie.** La RACJ a concurremment mis en œuvre des mesures administratives dont; la révision, la simplification et l'accès des formulaires, le paiement électronique pour acquitter les droits exigés, l'implantation d'un centre d'appel pour améliorer le service à la clientèle, la formation des employés notamment sur l'interprétation juste des règles et l'accompagnement des entreprises qui œuvrent dans le domaine de la vente de l'alcool dans leur démarche auprès de la RACJ.

En réponse aux questions soulevées lors de la période d'échanges M. Côté mentionne que dans le cadre de la révision en cours toutes les pistes seront examinées. **Ainsi la proposition d'un permis unique par établissement n'est pas écartée, la possibilité de permis saisonnier sera étudiée et toutes propositions pour réduire les délais de délivrance des permis seront considérées.**

## 5. État d'avancement des travaux

À partir du tableau de bord de suivi les membres responsables des groupes de travail sont invités à présenter les faits saillants dans l'évolution des dossiers. **Les informations livrées et les réponses fournies aux questions seront consignées dans la mise à jour du tableau de bord.**

M. Jean Marie Sala présente les conclusions de l'examen par le groupe de travail du bilan des réalisations du gouvernement pour donner suite aux recommandations des rapports de 2000 et de 2001.

**Les membres acceptent le diagnostic présenté à l'égard des recommandations identifiées « à classer » et conviennent que le Secrétariat à l'allégement réglementaire fera rapport en février 2003 sur la progression des recommandations identifiées « suivi par le Secrétariat ».**

À l'égard des autres recommandations soumises à l'examen des membres le suivi qui a été convenu est présenté dans le tableau annexé au compte rendu. **Pour deux recommandations concernant le ministère du Revenu (2000-17 et 2001-10) la décision est différée au 28 octobre 2002 pour permettre à M. Michel Hémond de procéder à des vérifications.**

## 6. Information

### 6.1 La consultation des associations

Les membres prennent acte de la correspondance transmise par le secrétaire à l'Association des industries forestières qui confirme la désignation de M. Jean-Marie Sala pour les rencontrer. Il est convenu **que les commentaires reçus de l'association minière du Québec seront intégrés au sommaire de la consultation des associations.**

### 6.2 Autres correspondances

La réponse du 9 septembre 2002 à la Coalition québécoise sur l'emploi a été transmise aux membres.

## 7. Varia

Afin d'informer les membres de ce qui s'écrit dans les médias à propos de l'allégement réglementaire, de la simplification administrative et de façon générale du Groupe conseil le président demande au Secrétariat de **préparer et transmettre aux membres sur une base hebdomadaire une revue de presse.**

## 8. Prochaines réunions

Les membres ont abordé le calendrier des rencontres pour 2003 et décidé de se rencontrer :

Le lundi 13 janvier 2003 à Québec;  
Le lundi 3 février 2003 à Montréal;  
Le lundi 17 mars 2003 à Québec.

La prochaine réunion du lundi 28 octobre 2002 à Québec débutera à 13 h. Le Groupe conseil recevra le ministère de l'Environnement pour faire le point sur les recommandations dans le domaine de l'environnement et le ministère de l'Industrie et du Commerce pour voir où ils en sont avec la trousse gouvernementale de démarrage des entreprises.

**5. Fin de la réunion**

La réunion prend fin à 17 h 15.

Bernard Lauzon  
Secrétaire du Groupe conseil  
sur l'allégement réglementaire

Le 18 octobre 2002

**GROUPE CONSEIL SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE**  
**EXAMEN DU BILAN DES RÉALISATIONS DU GOUVERNEMENT**  
Annexe au compte rendu du 1<sup>er</sup> octobre 2002

**Recommandations du Rapport de juin 2000**

	RECOMMANDATION	suivi
13 -	De faire en sorte que soit harmonisée avec celle du gouvernement fédéral sa politique des taux d'intérêt imposés aux entreprises et aux autres contribuables du Québec dans l'application des lois fiscales, et qu'il fasse mieux connaître (ex. : bulletin d'interprétation ou autre) le pouvoir discrétionnaire dont jouit le MRQ pour tenir compte des situations particulières que peuvent vivre certaines entreprises.	Avis du comité : revenir à la charge  <b>Décision : accord et par le groupe sur les formalités découlant de la fiscalité</b>
17 -	De s'entendre avec le gouvernement canadien pour que les créances fiscales relatives à des entreprises de moins de cinq ans d'existence soient au même rang que les créances ordinaires détenues par d'autres créanciers privés ou publics, afin de faciliter le financement au démarrage et dans les premières années d'exploitation.	Avis du comité : classer  <b>Décision : différée au 28 octobre 2002</b>
21 -	D'adopter des mesures propres à simplifier les exigences administratives des entreprises œuvrant dans des secteurs dont les activités sont saisonnières.	Avis du comité : classer  <b>Décision : accord</b>
30 -	Qu'il donne mandat à l'Inspecteur général des institutions financières, responsable de l'application de la <i>Loi sur la publicité légale des entreprises</i> , de s'assurer, à court terme, de jumeler, d'abord pour les entreprises non constituées en personnes morales, la déclaration annuelle exigible en vertu de cette loi à la déclaration de revenus de l'entreprise.	Avis du comité : revenir à la charge  <b>Décision : accord et par le groupe sur les formalités découlant de la fiscalité</b>
34 -	Qu'il donne mandat à la ministre d'État au Travail et à l'Emploi de mettre sur pied un guichet unique pour les entreprises de la construction, de façon à leur simplifier les formalités et les démarches administratives.	Avis du comité : revenir à la charge  <b>Décision : accord et par le groupe sur le suivi des recommandations</b>

	RECOMMANDATION	suivi
40 -	Que, dans une étape ultérieure de son processus d'allégement réglementaire, le gouvernement examine la possibilité d'évaluer les bénéfices et les coûts, sur les plans du développement de l'économie et de la création d'emplois, des réglementations à caractère économique encadrant les principaux secteurs d'activité économique au Québec.	Avis du comité : classer  <b>Décision : accord</b>

### ***Recommandations du Rapport de mai 2001***

5 -	<p>Que le ministère du Revenu et le ministère des Finances soient invités à conjuguer leurs efforts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour élaborer un formulaire CO-17 « simplifié » de déclaration de revenus des sociétés, à l'intention des petites entreprises du Québec, par analogie avec le formulaire simplifié qui s'adresse aux particuliers;</li> <li>• Pour élaborer un formulaire CO-17 « simplifié » de déclaration de revenus des sociétés, à l'intention des petites entreprises du Québec, par analogie avec le formulaire simplifié qui s'adresse aux particuliers;</li> <li>• pour examiner la possibilité d'exempter de l'obligation de produire une telle déclaration les sociétés en démarrage qui se qualifient pour l'exemption de l'impôt sur le revenu, de la taxe sur le capital et de la cotisation au Fonds des services de santé.</li> </ul>	<p>Avis du comité : revenir à la charge</p> <p><b>Décision : accord et par le groupe sur les formalités découlant de la fiscalité</b></p>
6 -	Que le ministère du Revenu permette l'accès gratuit aux logiciels de déclaration de revenus, tant pour les particuliers que pour les corporations, ou qu'il prenne les moyens nécessaires pour que les déclarations de revenus puissent se faire en ligne.	<p>Avis du comité : revenir à la charge</p> <p><b>Décision : accord et par le groupe sur les formalités découlant de la fiscalité</b></p>

	RECOMMANDATION	suivi
7 -	Que le ministère des Finances du Québec soit invité à explorer, avec les autorités fédérales, les possibilités de mettre sur pied un système de crédit de TPS-TVQ à l'intention des entreprises exportatrices qui sont aux prises, de façon chronique, avec les difficultés de financer ces taxes sur leurs investissements en équipements.	Avis du comité : revenir à la charge  <b>Décision : accord et par le groupe sur les formalités découlant de la fiscalité</b>
10 -	Que le ministère du Revenu soit invité à indiquer, sur tout avis adressé à une entreprise comportant une charge d'intérêt ou une pénalité, les modalités de calcul (période, taux et méthode de calcul).	Avis du comité : revenir à la charge  <b>Décision : différée au 28 octobre 2002</b>
11 -	Que le ministère du Revenu se fasse un devoir d'indiquer, le plus souvent possible, dans la correspondance adressée aux entreprises, les coordonnées d'une personne avec qui il serait possible de communiquer facilement pour l'obtention d'une information ou d'explications additionnelles.	Avis du comité : classer  <b>Décision : accord</b>
23 -	Que le gouvernement du Québec donne mandat à l'Office de la protection du consommateur de revoir les exigences en matière de marquage unitaire des prix dans une perspective d'allègement, notamment en élargissant la liste des produits exemptés et en relevant le seuil en dessous duquel le marquage unitaire des prix n'est pas requis.	Avis du comité : classer  <b>Décision : Suivi par le Secrétariat à l'allègement réglementaire</b>
34 -	De modifier sa politique d'allègement réglementaire de façon à ce que les études d'impact des projets de loi et de règlement importants soient facilement accessibles aux groupes intéressés sans que ceux-ci n'aient à recourir à la <i>Loi sur l'accès</i> .	Avis du comité : revenir à la charge  <b>Décision : accord et par le groupe sur le suivi de la politique québécoise d'allègement réglementaire et des expériences étrangères</b>

	RECOMMANDATION	suivi
35 -	<p>Que le ministère ou l'organisme qui veut faire adopter un projet de réglementation nécessitant une étude d'impact soit tenu de publier un résumé de cette étude (sur son site Internet ou autrement) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>dès la période de publication préalable du projet de règlement ou</li> <li>en même temps que son dépôt à l'Assemblée nationale, s'il s'agit d'un projet de loi.</li> </ul>	<p>Avis du comité : revenir à la charge</p> <p><b>Décision : accord et par le groupe sur le suivi de la politique québécoise d'allégement réglementaire et des expériences étrangères</b></p>
36 -	<p>Que le ministère ou l'organisme qui s'apprête à présenter un projet ne nécessitant pas une étude d'impact au sens du décret (projet ayant un impact anticipé de moins de 10 millions de dollars), soit tenu de faire état de son principal impact dans un bref document publié sur son site Internet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>dès la période de publication préalable du projet de règlement ou</li> <li>en même temps que son dépôt à l'Assemblée nationale, s'il s'agit d'un projet de loi.</li> </ul>	<p>Avis du comité : revenir à la charge</p> <p><b>Décision : accord et par le groupe sur le suivi de la politique québécoise d'allégement réglementaire et des expériences étrangères</b></p>
37 -	<p>Que le ministère ou l'organisme qui veut faire adopter un projet comportant un impact sur l'entreprise, qu'il soit de plus de 10 millions de dollars ou de moins de 10 millions de dollars, soit tenu de publier, en même temps qu'un état de son impact, l'analyse comparative (ou son résumé) des solutions retenues par les principaux États voisins, canadiens et américains, aux prises avec un problème de même nature.</p>	<p>Avis du comité : revenir à la charge</p> <p><b>Décision : accord et par le groupe sur le suivi de la politique québécoise d'allégement réglementaire et des expériences étrangères</b></p>
39 -	<p>De modifier la politique d'allégement réglementaire pour que la déclaration d'impact soit utilisée par les ministères ou les organismes pour s'acquitter de leur obligation éventuelle de publier l'évaluation d'impact et l'analyse comparative d'un projet.</p>	<p>Avis du comité : revenir à la charge</p> <p><b>Décision : accord et par le groupe sur le suivi de la politique québécoise d'allégement réglementaire et des expériences étrangères</b></p>

**GROUPE CONSEIL SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE (2002)**

**COMPTE RENDU de la cinquième réunion tenue le 28 octobre 2002 de 13 h 30 à 17 h**

**Musée du Québec  
Parc des Champs-de-Bataille  
Salle du conseil**

Sont présents :

**Membres du Groupe :**

Messieurs :	Raymond DUTIL, Président Michel HÉMOND, Vice-président
Mesdames :	Vicky LACASSE Françoise MERCURE
Messieurs :	Marc-Alexandre BOUTET Simon-Pierre PARÉ Jean-Marie SALA Pierre-Maurice VACHON Émile VALLÉE Michel YERGEAU

**Du Secrétariat à l'allégement réglementaire :**

Monsieur :	Bernard Lauzon, secrétaire du Groupe conseil
Madame :	Louise FOURNIER
Messieurs :	Yves CARIGNAN Roland CORRIVEAU Jean-Marc LESSARD

Sont absents:	Messieurs :	Gilles ST-PIERRE Philippe TREMBLAY Louis LAMOTHE
---------------	-------------	--

---

**1. Mot du président**

Le président accueille les membres et mentionne que la réunion du 2 décembre 2002 débutera à 13 h à Montréal dans un autre lieu, compte tenu des travaux effectués à la Place Mercantile. La rencontre prévue pour le 17 mars 2003 à Québec est reportée au 19 mars 2003.

**2. Adoption de l'ordre du jour**

Le projet d'ordre du jour est adopté sans modification ni ajout.

**3. Approbation et suivi du compte rendu**

Le compte rendu de la quatrième réunion du Groupe conseil du 1<sup>er</sup> octobre 2002 est approuvé avec la correction suivante :

Point 5, 1<sup>er</sup> paragraphe deuxième ligne remplacer « ...à présenter la faits saillants ... » par « ...à présenter les faits saillants... »



#### 4. Invité

4.1. Le Groupe conseil reçoit **M. Louis Gilles Picard**, directeur général des services à la gestion au ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche, accompagné de M. Jean Gagné, chargé de projet œuvrant au développement et à l'entretien du portail du démarrage d'entreprise. Cet outil est disponible depuis le 12 décembre 2001 et reçoit une moyenne de 675 visites par jour d'une durée de 10 minutes par visite et 10 pages visitées. Après une présentation sommaire de son contenu dans sa forme actuellement accessible, les membres prennent acte du développement envisagé pour rendre le site transactionnel d'ici 2004 (phase 2). Plusieurs interrogations sont soulevées notamment à l'égard du réalisme que toutes les étapes soit complétées dans les délais annoncés et de la capacité d'un ministère sectoriel de prendre en charge la mise en œuvre d'une opération impliquant financièrement et modifiant les façons de faire de plusieurs ministères et organismes publics. Il est aussi mentionné qu'un projet de loi cadre pourrait être inévitable afin de lever les nombreux obstacles légaux et réglementaires pour un partage de l'information entre les ministères et les organismes publics. **Les membres conviennent qu'un suivi sera fait pour la réunion du mois de janvier 2003 sur le degré de réalisation du montage financier et du cadre de gestion du portail du démarrage d'entreprise.**

#### 5. Information

Le président demande au secrétaire de faire le point sur les suites qui ont été données à la consultation des associations de gens d'affaires. M. Lauzon indique que toutes les associations consultées (63) ont reçu une réponse du président présentant l'avancement des travaux du Groupe conseil et annonçant que le rapport du Groupe conseil, dont le dépôt est prévu pour le mois de juin 2003, leur parviendra. Pour les associations ayant présenté des commentaires et suggestions (13) des réponses particulières furent préparées en leur spécifiant le suivi accordé à leur proposition. **La consultation des associations est à toute fin pratique terminée.**

#### 6. État d'avancement des travaux

À partir du tableau de bord de suivi, les membres responsables des groupes de travail sont invités à présenter les faits saillants de l'évolution des dossiers ainsi que leur plan de travail, ce qui est fait.

Le président souhaite que le Groupe conseil se prononce dans son rapport sur un mécanisme ou une structure afin que les actions amorcées par le gouvernement, pour alléger la réglementation et simplifier son administration pour les entreprises, fassent l'objet d'un suivi particulier. A cette fin, il invite les membres à lui faire part de leur point de vue sur les perspectives pour l'après Groupe conseil. Suite au tour de table, le président remercie les membres de leurs commentaires et suggestions **et convient que le sujet sera repris lors d'une réunion ultérieure.**

#### 7. Varia

Aucun.

#### 8. Prochaines réunions

Le lundi 2 décembre 2002 à Montréal;  
Le lundi 13 janvier 2003 à Québec;  
Le lundi 3 février 2003 à Montréal;  
Le mercredi 19 mars 2003 à Québec.

#### 5. Fin de la réunion

La réunion prend fin à 17 h .

Bernard Lauzon  
Secrétaire du Groupe conseil  
sur l'allégement réglementaire

Le 15 novembre 2002

**GROUPE CONSEIL SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE (2002)**

**COMPTE RENDU de la sixième réunion tenue le 2 décembre 2002 de 13 h à 17 h**

**1410, rue Stanley, salle 8.13,  
(Bureau du Secrétariat du Conseil du trésor)  
Montréal**

Sont présents :

**Membres du Groupe :**

Messieurs :	Raymond DUTIL, président Michel HÉMOND, vice-président
Mesdames :	Vicky LACASSE Françoise MERCURE
Messieurs :	Simon-Pierre PARÉ Jean-Marie SALA Gilles ST-PIERRE Michel YERGEAU

**Du Secrétariat à l'allégement réglementaire :**

Monsieur :	Bernard Lauzon, secrétaire du Groupe conseil
Madame :	Louise FOURNIER
Messieurs :	Yves CARIGNAN Roland CORRIVEAU Louis LAMOTHE Jean-Marc LESSARD

Sont absents:	Messieurs :	Marc-Alexandre BOUTET Philippe TREMBLAY Pierre-Maurice VACHON Émile VALLÉE
---------------	-------------	---

---

**1. Mot du président**

Le président accueille les membres.

**2. Adoption de l'ordre du jour**

Le projet d'ordre du jour est adopté sans modification ni ajout.

**3. Approbation et suivi du compte rendu**

Le compte rendu de la cinquième réunion du Groupe conseil du 1<sup>er</sup> octobre 2002 est approuvé avec la correction suivante :

Point 4.1 à l'avant dernière phrase avant le suivi ajouter la phrase suivante: « Il est aussi mentionné qu'un projet de loi cadre pourrait être inévitable afin de lever les nombreux obstacles légaux et réglementaires pour un partage de l'information entre les ministères et les organismes. »

**4. Invités**

4.1. Le Groupe conseil reçoit M<sup>me</sup> Madeleine Paulin, sous-ministre au ministère de l'Environnement (MENV). M<sup>me</sup> Paulin est accompagnée de M<sup>me</sup> Marlène Carter, sous-ministre adjointe aux opérations régionales, M. Robert Lemieux sous-ministre adjoint au milieu industriel, aux changements climatiques et au développement durable, et M. Charles Larochelle, sous-ministre adjoint aux évaluations environnementales et à la coordination.

Les mesures prises par le ministère de l'Environnement en matière d'allégement réglementaire s'inscrivent dans une démarche globale d'amélioration des services offerts aux entreprises s'appuyant sur l'accompagnement et est soutenue par une formation du personnel pour développer les habilités nécessaires. Les suites données par le Ministère à chacune des recommandations formulées dans les rapports de 2000 et de 2001 du Groupe conseil sont présentées en distinguant celles qui sont réalisées de celles qui sont en cours de réalisation ou à venir.

Sur les possibilités offertes aux entreprises de consolider les autorisations détenues en conformité avec la *Loi sur la qualité de l'environnement*, il est mentionné que le Ministère en imposant un cadre normatif actualisé et élargi n'encourage guère les entreprises à adhérer à ce processus. Le MENV mentionne qu'il s'agit des règles en vigueur et qu'elles sont intégrées à la nouvelle autorisation avec l'accord des entreprises. Le Ministère est aussi avisé que certains guides diffusés présentent des contenus contradictoires ce qui entraîne des complications pour les entreprises. Par exemple, la méthode de délimitation des limites des hautes eaux utilisée pour l'application de la politique de protection des rives du littoral et des zones inondables diffère de celle qui prévaut dans le cadre des évaluations environnementales.

Le MENV est questionné sur les raisons qui l'ont retenu d'utiliser les dispositions prévues à la loi concernant les attestations de conformité par les professionnels mandatés par les entreprises pour présenter leur demande d'autorisation. Le MENV est en réflexion sur cet aspect. La loi actuelle l'oblige, et des jugements récents le confirment, à valider les contenus de ce que les promoteurs ont fait comme démonstration à l'appui de leur demande. Par ailleurs, sur la question de l'intervention du gouvernement fédéral dans la réglementation en matière d'assainissement de l'air, il n'y aurait pas de projet du fédéral connu du MENV en ce sens.

En matière de processus administratif, les membres du Groupe conseil reconnaissent que les choses se sont beaucoup améliorées dans les services du MENV notamment dans les délais de livraison des autorisations demandées et le climat de communication entre les fonctionnaires et les entreprises. Certains s'interrogent toutefois sur les pouvoirs réels des directions régionales de rendre leurs décisions pour les projets qui leurs sont présentés. Les directions régionales auraient l'obligation de s'en remettre à une autorité centrale (Québec) avant de décider. La sous-ministre indique que la délégation d'autorité aux directrices et directeurs régionaux est totale et entière. Pour rendre sa décision, il arrive cependant que le gestionnaire doive avoir recours à une expertise spécialisée non disponible dans sa direction mais accessible dans une direction centrale ou dans une autre direction régionale. Par exemple, dans les dossiers d'exploitation minière l'expertise est en Abitibi.

Certains membres questionnent les effets de la sanction récente de la *Politique nationale de l'eau* sur les entreprises particulièrement sur les contraintes qui leurs seront imposées par les divers outils de gestion qui y sont annoncés (les schémas d'aménagement de l'eau, les plans et les contrats de bassin, etc.). Selon le MENV, l'implication des entreprises dans la gestion de l'eau constituerait un engagement moral et selon les expériences menées jusqu'à maintenant au Québec, notamment dans le bassin de la Chaudière, l'approche consensuelle et volontaire serait porteuse de résultats. Tout ne serait pas déterminé en ce qui concerne la mise en œuvre de la politique. Un cadre d'intervention serait en préparation pour soutenir les comités de bassin, fixer les balises des interventions, prévoir les responsabilités des élus ainsi que les modalités de participation des entreprises et de la population.

**Les notes de présentation de M<sup>me</sup> Paulin seront acheminées aux membres.**

## **5. État d'avancement des travaux**

### **5.1. Le calendrier des travaux**

À partir des plans d'action déposés à la dernière réunion par les groupes de travail, les diverses étapes furent reportées sur un calendrier qui est présenté aux membres. **Il est convenu qu'à la réunion du mois de janvier nous fixerons les dates des réunions du Groupe conseil pour 2003.**

## 5.2. Les premières appréciations

À partir du tableau de bord de suivi, les membres responsables des groupes de travail sont invités à présenter les faits saillants de l'évolution des dossiers.

Les mesures fiscales (GT-1) : Les travaux du comité conjoint progressent rondement. Il semble que la simplification des lois fiscales soit très complexe et les besoins sont grands. Plus d'une centaine de recommandations furent proposées dans la tournée de consultation effectuée par le ministre du Revenu.

Le démarrage d'entreprises (GT-2) : La consultation des entreprises nouvellement en affaires se poursuit. Certaines pistes de mesures d'amélioration du soutien offert par l'État sont présentées. La recherche de financement constitue un problème fréquemment évoqué.

Les nouvelles technologies (GT-3) : L'application de la *Loi sur l'accès à l'information* est examinée de façon particulière eu égard à l'échange d'information entre les ministères et les organismes publics. **Il est proposé de contacter M<sup>e</sup> Raymond Dorais, spécialiste de ce domaine, pour valider certains éléments.**

La taille des entreprises (GT-5) : L'état d'avancement des différentes pistes de réflexion est présenté.

L'harmonisation de la réglementation (GT-6) : L'examen des chevauchements avec l'application de la législation fédérale doit être poursuivi, notamment dans le domaine de l'environnement où les entreprises doivent composer avec deux approches différentes. Les entreprises souhaitent un seul intervenant avec qui transiger.

Suivi de la politique gouvernementale d'allégement réglementaire (GT-7) : Dans l'examen de la conformité des études d'impact réalisées par les ministères, il est demandé que soit vérifié si toutes les lois et tous les règlements affectant les entreprises qui furent adoptés ont fait l'objet d'une étude d'impact.

Suivi des recommandations (volet environnement) (GT-8) : La rencontre d'aujourd'hui avec le ministère de l'Environnement permettra de poursuivre les travaux.

Suivi des recommandations (autres volets) (GT-9) : Le groupe de travail a procédé en priorité à l'examen de la proposition de guichet unique de la construction et la déclaration périodique des salaires à la CSST.

L'après Groupe conseil (GT-10) : Les travaux s'amorceront dans les prochaines semaines. Le président demande au secrétaire **de transmettre aux membres copie du document de présentation de l'« Office of Advocacy »** qui s'occupe d'allégement réglementaire pour le gouvernement américain.

## 6. Varia

Aucun.

## 7. Prochaines réunions

Le lundi 13 janvier 2003 à Québec;  
Le lundi 3 février 2003 à Montréal;  
Le mercredi 19 mars 2003 à Québec.

## 8. Fin de la réunion

La réunion prend fin à 17 h.

Bernard Lauzon  
Secrétaire du Groupe conseil  
sur l'allégement réglementaire

Le 28 janvier 2003

## **GROUPE CONSEIL SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE (2002)**

**COMPTE RENDU de la septième réunion tenue le 3 février 2003 de 10h à 16h40**

**Place Mercantile  
770, rue Sherbrooke Ouest, salle 505  
Montréal**

**Sont présents :**

### **Membres du Groupe :**

Messieurs :	Raymond DUTIL, président Michel HÉMOND, vice-président
Mesdames :	Vicky LACASSE Françoise MERCURE
Messieurs :	Marc-Alexandre BOUTET Simon-Pierre PARÉ Jean-Marie SALA Gilles ST-PIERRE Philippe TREMBLAY Pierre-Maurice VACHON Émile VALLÉE Michel YERGEAU

### **Du Secrétariat à l'allégement réglementaire :**

Monsieur :	Bernard LAUZON, secrétaire du Groupe conseil
Madame :	Louise FOURNIER
Messieurs :	Hamid BAGHDADI Yves CARIGNAN Roland CORRIVEAU Louis LAMOTHE Jean-Marc LESSARD

---

### **1. Mot du président**

Le président accueille les membres. Il les informe de sa rencontre avec les Chambres de commerce et d'industrie d'Anjou et de l'Est de l'Île de Montréal le 22 janvier 2003.

### **2. Adoption de l'ordre du jour**

Le projet d'ordre du jour est adopté en intervertissant les sujets prévus pour l'après-midi avec ceux de la matinée.

### **3. Approbation et suivi du compte rendu**

Le compte rendu de la sixième réunion du Groupe conseil du 2 décembre 2002 est approuvé avec les corrections suivantes :

Page 2, 2<sup>e</sup> paragraphe, dernière phrase : remplacer « agences de bassin » par « comités de bassin » ;

Page 3, la taille des entreprises constitue le groupe de travail numéro 5 (GT-5) alors que celui portant sur l'harmonisation est le numéro 6 (GT-6).

## 4. Examen des thématiques particulières

### 4.1 L'application des réglementations fédérale et municipale

M. Pierre-Maurice Vachon informe les membres sur les actions posées depuis la dernière réunion et présente des propositions de recommandations pour fins de discussion.

À l'égard de la réglementation municipale, les membres soulignent que la nature et l'importance des problèmes que pose l'application des réglementations municipales aux entreprises ne sont pas évidentes. La définition de termes tels l'harmonisation, l'uniformisation, la cohérence des réglementations municipales, aiderait à la compréhension de la problématique. Il y aurait lieu de mettre en relief, à l'aide d'exemples, les bons coups réalisés et les réussites en matière d'allègement. La question des délais dans les procédures d'application de la réglementation municipale est à développer. Les municipalités devraient associer les entreprises au processus d'élaboration de leur réglementation à l'image de ce qui se fait dans le domaine agricole (ex. : comité consultatif dans le domaine agricole).

Les besoins d'harmonisation entre la réglementation sous la responsabilité du gouvernement du Québec et les municipalités sur les mêmes objets devraient être examinés. Les normes de bruit utilisées par le ministère de l'Environnement et celles appliquées par les municipalités sont citées en exemple tout comme les critères de définition des gîtes touristiques « Bed and Breakfast » (nombre de chambres) par Tourisme Québec et les municipalités.

Enfin les membres ont passé en revue l'ensemble des propositions de recommandations et ont convenu des suites à y donner.

### 4.2 Le suivi de la Politique d'allègement et des expériences étrangères

M<sup>e</sup> Michel Yergeau fait état de l'avancement des travaux et présente des propositions de recommandations visant à améliorer le processus de préparation des études d'impact élaborées par les ministères et organismes telle que l'exige la politique gouvernementale d'allègement réglementaire.

Les membres souhaitent que soit abordé ce qui se fait ailleurs par d'autres juridictions en matière d'évaluation des impacts des projets de loi et règlement sur les entreprises, particulièrement en ce qui concerne la publication des études produites. L'examen des expériences étrangères, notamment en Europe, à l'égard des solutions appliquées sur les problèmes similaires à ceux que tentent de solutionner les projets de loi et de règlement faisant l'objet des études d'impact est abordé.

Il est proposé qu'à la lumière des études d'impact qui ont fait l'objet de l'examen par le groupe de travail, des exemples soient données sur les réussites et les échecs dans l'application du processus mis en place par la politique gouvernementale d'allègement.

Enfin, les membres ont passé en revue l'ensemble des propositions de recommandations et convenu des suites à y donner.

### 4.3 La taille et la localisation des entreprises

M. Simon-Pierre Paré présente les constats auxquels en sont arrivés les membres de son groupe de travail, notamment sur la carence d'études étoffées sur les coûts de conformité à la réglementation pour les entreprises de petite taille.

Sans changer la finalité et le fond de la réglementation existante, plusieurs pistes d'allègement sont proposées afin de tenir compte de la taille des entreprises, notamment en modifiant les seuils d'application. Il est demandé :

- d'enlever l'exemple portant sur les seuils d'assujettissement des projets à la procédure d'examen et d'évaluation des impacts sur l'environnement;
- d'examiner les implications de l'entrée en vigueur du nouveau *Code de procédure civile* sur la recommandation concernant un plus grand accès des entreprises à la Cour des petites créances;

- de documenter les seuils en vigueur dans les administrations publiques voisines dont le Nouveau-Brunswick et l'Ontario pour donner accès aux entreprises à la Cour des petites créances ou son équivalent.

La discussion sur la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre* a révélé que le contexte d'application de cette loi nécessite des recherches supplémentaires sur l'utilisation du Fonds national et sur le programme d'évaluation qui serait déjà prévu. Il faudrait aussi regarder la paperasse exigée par l'application de cette *Loi* qui serait source de complexité.

Enfin, les membres ont passé en revue l'ensemble des propositions de recommandations et ont convenu des suites à y donner.

#### **4.4 Démarrage d'entreprises**

M<sup>e</sup> Françoise Mercure présente l'état d'avancement de la consultation en cours auprès des entreprises nouvellement en affaires et soumet pour discussion des propositions de recommandations.

À l'égard du fonctionnement des Centres locaux de développement (CLD) répartis sur l'ensemble du territoire, pour notamment offrir un guichet d'accès aux services gouvernementaux s'adressant aux entreprises, il y aurait lieu d'examiner l'opportunité d'une implication accrue des entreprises à la gestion de ces centres. Leur rôle est stratégique et des ressources doivent y être consacrées afin qu'ils puissent jouer le rôle attendu d'accompagnement dans les démarches des nouveaux entrepreneurs.

Enfin les membres ont passé en revue l'ensemble des propositions de recommandations et ont convenu des suites à y donner.

### **5. État d'avancement des travaux**

#### **5.1 Le suivi des mandats**

À partir du tableau de bord de suivi des mandats, les membres responsables des groupes de travail sur les autres thématiques sont invités à présenter les faits saillants de l'évolution des dossiers.

Les mesures fiscales (GT-1) : les travaux du comité conjoint progressent et leur rapport est en préparation. Puisqu'en toute vraisemblance leur rapport sera disponible avant la fin des travaux du Groupe conseil, une stratégie de traitement de l'information de nature fiscale est convenue.

Les nouvelles technologies (GT-4) : la vision gouvernementale sur le développement des nouvelles technologies pour la prestation des services aux entreprises constitue une cible de première importance. À cet égard, le Secrétariat du Conseil du trésor doit soumettre d'ici la fin février un portrait de l'état d'avancement du Plan gouvernemental en matière de NTIC.

Suivi des recommandations (autres volets) (GT-9) : le groupe de travail a rencontré ce matin des représentants de la Régie du bâtiment pour discuter de l'implantation d'un guichet unique pour les entreprises œuvrant dans les secteurs de la construction et du degré d'application de la norme unique de construction.

L'après Groupe conseil (GT-10) : des réflexions sont amorcées sur diverses formules pour permettre de faire valoir le point de vue des entreprises dans la démarche gouvernementale d'allégement réglementaire. Un rapport d'étape sera fait à la rencontre du 19 mars.

#### **5.2 La production du rapport : projet de table des matières**

M. Bernard Lauzon présente aux membres un projet de table de matières pour la confection du rapport. Cette table sera évolutive au rythme où seront précisés les éléments de contenu.

## **6. Varia**

L'allocution prononcée à Anjou par le président sera diffusée sur le site Internet du Groupe conseil et les associations ayant participé à la consultation seront informées de sa mise en ondes.

## **7. Prochaines réunions**

Les membres conviennent d'un calendrier de rencontres pour l'année 2003 :

- Le mercredi 19 mars 2003, à Québec;
- Le lundi 14 avril 2003, à Montréal;
- Le jeudi 15 mai 2003, Québec.

Les réunions débuteront à 10h à moins d'indication contraire à l'avis de convocation.

## **8. Fin de la réunion**

La réunion prend fin à 16h40.

**Bernard Lauzon**  
Secrétaire du Groupe conseil  
sur l'allégement réglementaire

p.j. : Suivi des propositions de recommandations

Le 26 février 2003



# SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 3 FÉVRIER 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 08-01

	Énoncé	Commentaires
<b>2- DÉMARRAGE D'ENTREPRISES</b>		
2.1.1	Le Groupe conseil recommande au MFER et au ministère des Régions de poursuivre leurs efforts pour que les CLD consolident leur mission d'intervenants de première ligne pour les nouveaux entrepreneurs, notamment en assurant une certaine uniformité dans l'offre de service de base en matière d'information.	<ul style="list-style-type: none"> <li>À revoir. Examiner le fonctionnement des CLD et rechercher une implication accrue des entreprises aux décisions du CLD.</li> </ul>
2.1.2	Le Groupe conseil recommande au gouvernement d'inviter le MENV, le MRN et le MAPAQ ainsi que la CSST et la CNT qui interviennent lors de la création de certaines entreprises à donner un accès privilégié à leurs services aux nouvelles entreprises qui sont référées par les services des CLD.	<ul style="list-style-type: none"> <li>À reformuler de manière à ne pas limiter l'accès aux services offerts par le m/o à l'obligation de procéder par les CLD.</li> </ul>
2.1.3	Le Groupe conseil recommande au gouvernement de donner un mandat clair au MFER de poursuivre le développement de la trousse de démarrage d'entreprises.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Remplacer « poursuivre le développement de la trousse » par « compléter le développement du portail de démarrage des entreprises ».</li> <li>Fixer une date : 2004.</li> </ul>
2.1.4	Le Groupe conseil recommande au ministère des Régions de sensibiliser les CLD et le MFER à la nécessité de simplifier le plus possible les exigences administratives associées à la gestion de leurs programmes d'aide financière, de clarifier et de publiciser les critères d'attribution de cette aide.	<ul style="list-style-type: none"> <li>À revoir et à documenter sur la disponibilité des fonds de démarrage disponibles en région.</li> </ul>
2.2.1	Le Groupe conseil recommande au ministère des Régions de mettre en œuvre des moyens pour promouvoir et encourager les organismes publics et parapublics qui interviennent dans l'assistance au démarrage d'entreprises, notamment les CLD, à développer le mentorat pour assister les nouveaux entrepreneurs dans le démarrage de leur entreprise.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Revoir la pertinence de formuler des recommandations sur le mentorat et le réseautage.</li> <li>Citer ces moyens comme des exemples que le gouvernement pourrait encourager.</li> </ul>

## SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 3 FÉVRIER 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 08-01

	Énoncé	Commentaires
2.2.2	Le Groupe conseil recommande au ministère des Régions ainsi qu'au MFER de mettre en œuvre des moyens pour promouvoir et encourager les organismes publics et parapublics qui interviennent dans l'assistance au démarrage d'entreprises à développer la mise sur pied et, le cas échéant, la consolidation des réseaux d'aide technique et financière aux personnes qui désirent partir en affaires.	– Idem à 2.2.1.
2.3.1	Le Groupe conseil recommande au ministère du Travail d'examiner avec la Commission des partenaires la possibilité de mettre sur pied un programme d'aide pour couvrir une partie des coûts de formation pour les propriétaires d'entreprises fondées depuis moins de cinq ans dont le principal établissement est situé à plus de 100 kilomètres. Ce programme serait financé par le Fonds national de la formation de la main-d'œuvre.	– À vérifier si ces coûts ne sont pas déjà supportés par le Fonds national.
2.4.1	Le Groupe conseil recommande donc au MFER d'examiner l'opportunité de réduire sinon d'éliminer les coûts des permis provinciaux exigés des entreprises en démarrage et d'inviter les municipalités à en faire autant avec les permis et licences qu'elles émettent.	– Non retenu.
<b>5- LA RÉGLEMENTATION EN FONCTION DE LA TAILLE DES ENTREPRISES</b>		
5.1.1	Le Groupe conseil recommande au MFER d'examiner la possibilité d'établir les seuils des montants à remettre à partir desquels est établie la fréquence des remises de façon à ce qu'elle coïncide davantage avec celle du fédéral.	– Limiter la recommandation à l'harmonisation de la fréquence des remises.
5.1.2	Le Groupe conseil recommande au MFER d'examiner avec les autorités fédérales l'opportunité de relever le seuil de ventes taxables de 30 000 \$ à 36 000 \$ pour l'exemption d'inscription, le seuil de 500 000 \$ à 604 000 \$ pour des remises annuelles et de 6 M\$ à 7,2 M\$ pour des remises trimestrielles, de façon à tenir compte de l'inflation depuis l'établissement des seuils actuels. Ces seuils devraient être révisés à tous les cinq ans.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Favorable avec le principe d'indexation du montant du seuil avec une clause de révision à tous les cinq ans.</li> <li>– Montants portés à 40 000 \$, 600 000 \$ et 7,2 M\$.</li> </ul>

## SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 3 FÉVRIER 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 08-01

	Énoncé	Commentaires
5.1.3	Le Groupe conseil recommande que le seuil du non-assujettissement de 250 000 \$ soit relevé à 285 000 \$ pour tenir compte de l'inflation depuis l'entrée en vigueur de la loi.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Recommandation différée jusqu'à ce que des orientations globales sur la formation de la main-d'œuvre soient prises par le Groupe conseil.</li> <li>– Le principe d'indexation reçoit un appui.</li> </ul>
5.2	Le Groupe conseil encourage le MENV à poursuivre dans cette voie et à examiner la possibilité d'étendre cette procédure simplifiée à d'autres secteurs d'activité.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Accepté sous réserve d'une formulation plus explicite sur la voie recommandée « dépôt d'un avis de projet 30 jours avant sa réalisation ».</li> </ul>
5.3	Le Groupe conseil recommande que le ministère du Travail examine la possibilité de mettre sur pied une procédure d'arbitrage des différends résultant de l'application de la <i>Loi sur les normes minimales du travail</i> analogue à celle qui est administrée par le Tribunal d'arbitrage procédure allégée (TAPA) pour régler à moindres coûts les différends.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Renforcer la recommandation en enlevant « examine la possibilité » par mettre sur pied une procédure d'arbitrage.</li> </ul>
5.4	Le Groupe conseil recommande d'amender le <i>Code de procédure civile</i> pour permettre aux entreprises de dix employés et moins de faire valoir une petite créance devant la Cour des petites créances. Il recommande également de permettre aux entreprises de plus de dix employés de se prévaloir du même recours moyennant le paiement de frais équivalents à 10 % de la créance.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Scinder la recommandation en deux éléments distincts : le nombre d'employés et le paiement des frais.</li> <li>– Pour hausser le nombre d'employés de cinq à dix, la proposition sera réexaminée à la lumière de ce s'applique par les autres juridictions dont l'Ontario et le Nouveau-Brunswick sera recherchée. Idem pour le paiement des frais.</li> </ul>
5.5	Le Groupe conseil recommande que dans le cas des petites entreprises, le MRQ élargisse le rôle de ses vérificateurs pour leur permettre, lorsqu'ils constatent des erreurs, de donner des conseils aux entreprises sur la façon de corriger ces erreurs et de s'acquitter de leurs obligations fiscales.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– D'accord avec la recommandation.</li> <li>– Atténuer la fonction conseil par donner des avis, formuler des suggestions aux entreprises.</li> </ul>
A-1.1	Le Groupe conseil recommande que le ministre du Travail, conjointement avec ses partenaires du monde du travail et des employeurs, procède à	<ul style="list-style-type: none"> <li>– À revoir.</li> <li>– Adresser la recommandation au ministère</li> </ul>

## SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 3 FÉVRIER 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 08-01

	Énoncé	Commentaires
	une réévaluation des objectifs de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre et considère l'opportunité d'introduire une clause crépusculaire dans cette loi.	responsable de la loi.
A-1.2	Le Groupe conseil recommande que le ministère du Travail prennent les mesures nécessaires pour que les fonds recueillis auprès des PME ne servent pas à financer les activités de formation des grandes entreprises ou d'entreprises à caractère public.	– À vérifier : l'usage du Fonds national.
A-2	Le Groupe conseil recommande au gouvernement de mettre sur pied un organisme voué à la défense des PME. Cet organisme serait dirigé par une personne ayant une grande crédibilité auprès des PME. Ses membres seraient désignés par les milieux d'affaires. Il aurait comme mission de tenir à jour les connaissances nécessaires pour orienter les politiques publiques relativement au développement des PME et d'examiner la réglementation gouvernementale affectant les entreprises afin de proposer des mesures d'atténuation de ses impacts négatifs. Un rapport annuel de ses activités et de ses recommandations au gouvernement serait rendu public.	– Revoir la recommandation en distinguant les différents volets soient : <ul style="list-style-type: none"> <li>– la défense des intérêts et des points de vue des PME;</li> <li>– l'orientation des politiques publiques relatives au développement des PME;</li> <li>– l'examen de la réglementation gouvernementale dans une perspective d'allégement pour les PME.</li> </ul>
<b>6- L'APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL ET MUNICIPAL</b>		
6.1.1	Que le ministère des Affaires municipales et de la Métropole formule aux MRC et aux communautés métropolitaines, dans le cadre des orientations gouvernementales en matière d'aménagement et d'urbanisme, des objectifs visant l'allégement de la réglementation municipale et la simplification des exigences administratives qu'elle génère sur les PME.	– À revoir en fonction du problème à résoudre lorsqu'il sera cerné.
6.1.2	Que le ministère des Affaires municipales et de la Métropole réalise une étude comparative de la réglementation municipale dans la perspective d'identifier les disparités du cadre normatif imposé aux entreprises et proposer des pistes d'allégement.	– Remplacer par une recommandation axée sur la participation accrue des entreprises aux processus d'élaboration de la réglementation municipale.

## SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 3 FÉVRIER 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 08-01

	Énoncé	Commentaires
6.2	Que le MAMM poursuive la réforme du droit municipal entreprise depuis quelques années, en privilégiant dans la délégation des pouvoirs réglementaires la définition d'objectifs à atteindre plutôt que sur la définition de moyens.	– D'accord en spécifiant la date de 1984 comme début de la révision des lois municipales.
6.3	Que les ministères et organismes responsables de l'application de lois et de règlements, dans les secteurs d'activités sur lesquels le fédéral intervient, aient recours à des ententes administratives pour apparier les calendriers d'intervention auprès des entreprises et l'échange d'information recueillie auprès de celles-ci.	– D'accord en modifiant la dernière phrase ainsi « ...pour apparier leurs interventions auprès des entreprises et s'échanger l'information recueillie auprès de celles-ci ».
<b>7- LA POLITIQUE D'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE</b>		
7.1	Que le gouvernement rappelle aux ministères et aux organismes que lorsqu'une étude d'impact paraît requise suivant sa politique d'allégement réglementaire (décret 467-2002 du 24 avril 2002), elle doit être engagée avant toute rédaction formelle d'un projet, véritablement en amont du processus décisionnel, et que les modes de fonctionnement administratif internes des ministères et des organismes, en matière d'évaluation d'impact, doivent être compatibles avec une telle exigence.	– D'accord.
7.2	Qu'il rappelle en même temps aux ministères et aux organismes que, pour avoir le plus de pertinence possible, ces études d'impact doivent s'appuyer sur un minimum de consultations préalables des principaux intéressés qui subiraient les coûts ou qui tireraient avantage d'une intervention réglementaire.	– Modifier en remplaçant « un minimum de consultations » par « de véritables consultations ».
7.3	Que le gouvernement rappelle aux ministères et aux organismes tenus, aux termes de sa politique d'allégement réglementaire, de produire une étude d'impact pour appuyer un projet, que cette étude doit comprendre une analyse comparative des solutions retenues par les principaux états voisins, canadiens et américains, aux prises avec un problème de même nature que celui que ce projet veut résoudre.	– D'accord.

## SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 3 FÉVRIER 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 08-01

	Énoncé	Commentaires
7.4.1	Que le ministère ou l'organisme qui veut faire adopter un projet de règlement nécessitant une étude d'impact ou une déclaration d'impact soit tenu, dès la période de publication préalable du projet à la <i>Gazette officielle du Québec</i> , de publier cette étude ou cette déclaration dans Internet ou autrement.	– D'accord, en ajoutant qu'un résumé de l'étude d'impact soit publié dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> .
7.4.2	Que le ministère qui a préparé un projet de loi nécessitant une étude d'impact ou une déclaration d'impact soit tenu, lors du dépôt du projet à l'Assemblée nationale, de publier cette étude ou cette déclaration dans Internet ou autrement.	– D'accord, en ajoutant que le résumé de l'étude d'impact sera publié dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> .
7.5	Qu'un ministère ou un organisme soit tenu de joindre à la déclaration d'impact qu'il rend publique, une analyse comparative, rédigée succinctement, des solutions retenues par les principaux états voisins, canadiens et américains, aux prises avec un problème de même nature que celui que le projet cherche à résoudre.	– D'accord.

**GROUPE CONSEIL SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE (2002)**

**COMPTE RENDU de la huitième réunion tenue le 19 mars 2003 de 10 h 20 à 16 h 40**

**Musée national des Beaux-Arts du Québec  
Parc des Champs-de-Bataille  
Québec**

Sont présents :

**Membres du Groupe :**

Messieurs :	Raymond DUTIL, président Michel HÉMOND, vice-président
Mesdames :	Vicky LACASSE Françoise MERCURE
Messieurs :	Marc-Alexandre BOUTET Simon Pierre PARÉ Jean-Marie SALA Émile VALLÉE Michel YERGEAU

**Du Secrétariat à l'allégement réglementaire :**

Monsieur :	Bernard LAUZON, secrétaire du Groupe conseil
Madame :	Louise FOURNIER
Messieurs :	Hamid BAGHDADI Guy LAFLAMME Louis LAMOTHE Jean-Marc LESSARD Rafic NAMMOUR

Sont absents :	Messieurs :	Gilles ST-PIERRE Philippe TREMBLAY Pierre-Maurice VACHON
----------------	-------------	--

---

**1. Mot du président**

Le président accueille les membres et les informe qu'entre autres sujets, l'état d'avancement des travaux de cinq groupes de travail leur sera présenté.

**2. Adoption de l'ordre du jour**

Le projet d'ordre du jour est adopté sans modification.

**3. Approbation et suivi du compte rendu**

Avant de procéder à l'adoption du compte rendu de la réunion précédente, les membres du Groupe s'entendent sur les dates des prochaines réunions :

- La prochaine réunion prévue pour le 14 avril 2003 est annulée et remplacée par deux réunions : le 7 avril à Montréal et le 30 avril à Québec.
- La réunion prévue pour le 15 mai aura toujours lieu à Québec.
- Une réunion est prévue le 30 mai à Montréal pour la validation du rapport final.

Les réunions débuteront à 10 heures pour se terminer vers 17 heures, à l'exception de la réunion du 30 mai à Montréal qui se terminera à 15 heures.

L'approbation du compte rendu de la septième réunion du Groupe conseil du 3 février 2003 est proposée par M. Jean-Marie Sala et secondée par M<sup>me</sup> Vicky Lacasse.

#### 4. Examen des thématiques particulières

- *L'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de communication (NTIC) pour la prestation des services aux entreprises*

En l'absence de MM. Gilles St-Pierre et Philippe Tremblay, M. Marc Boutet présente aux membres l'état d'avancement des travaux de son groupe de travail.

À l'égard de la prestation électronique de services, M. Boutet rappelle aux membres qu'il existe quatre phases de développement : présence, interaction, transaction et transformation, l'atteinte de la phase « Transformation » étant présentée comme la cible idéale à viser.

M. Boutet fait également écho à l'enquête menée par le CEFRIO portant notamment sur la situation et les besoins des entreprises en termes d'informatisation et invite les membres à en prendre connaissance.

Enfin, l'ensemble des propositions de recommandations a été passé en revue. Les membres ont convenu de revenir sur les propositions lors de la prochaine réunion. Une recommandation additionnelle concernant l'harmonisation de la terminologie sera élaborée par le groupe de travail et présentée lors de la prochaine réunion.

- *Le suivi des recommandations des rapports de 2000 et de 2001 (volet environnement)*

M. Jean-Marie Sala présente un document préliminaire faisant état de certaines réalisations en matière de simplification administrative dans le domaine de l'environnement. Le document contient également des propositions de recommandations. Il informe les membres de la prise en compte par le groupe de travail de la nouvelle Politique nationale de l'eau dans l'élaboration des recommandations.

M<sup>e</sup> Michel Yergeau mentionne que le ministère de l'Environnement a fait des progrès et que cela devrait se refléter dans le rapport du Groupe conseil. Il se propose pour réajuster le texte.

Il est convenu que le groupe de travail revienne présenter l'évolution du dossier lors de la rencontre du 30 avril.

- *Les formalités découlant de la fiscalité*

M. Michel Hémond fait état des recommandations réalisées et de celles à l'étude ou en voie de réalisation et présente aux membres de nouvelles propositions de recommandations en matière de fiscalité.

Lors de la réunion du 30 avril, les principaux constats du groupe de travail sur l'administration fiscale du ministère du Revenu seront présentés aux membres du Groupe conseil.

- *Le suivi de la politique québécoise d'allégement réglementaire et des expériences étrangères*

M. Jean-Marie Sala présente succinctement aux membres un document de réflexion relatif aux plans pluriannuels. Le volet des plans pluriannuels sera intégré au chapitre portant sur la politique d'allégement réglementaire qui traite également des études d'impact.

Une version intégrant le volet des plans pluriannuels sera présentée aux membres lors de la réunion du 30 avril.

- *L'Après Groupe conseil*

M. Raymond Dutil présente aux membres un document de réflexion sur l'Après Groupe conseil. Parmi les scénarios envisagés, celui consistant à garder la même structure de fonctionnement et à continuer à axer le mandat du Groupe sur la simplification administrative semble privilégié tout en ayant une préoccupation particulière pour la PME. Une proposition révisée quant au mandat du futur Groupe conseil sera présentée à la réunion du 7 avril.



## 5. Commission de la santé et de la sécurité au travail

- Proposition d'une nouvelle formule de paiement des cotisations

Le président accueille MM. Jean-Guy Lemieux, directeur du financement et Pierre Grenier, conseiller expert à la Commission de la santé et de la sécurité au travail, qui viennent présenter aux membres les orientations et la solution retenues pour le nouveau mode de perception de la cotisation basée sur les salaires versés. D'entrée de jeu, M. Lemieux informe les membres qu'une présentation plus détaillée est prévue avoir lieu les 2 et 3 avril prochain à Québec et Montréal au bénéfice des quelque 250 entreprises consultées pour l'élaboration de la proposition. Les membres qui le désirent sont invités à assister à ces rencontres. Les coordonnées des rencontres seront transmises aux membres.

M. Lemieux présente d'abord l'historique du projet qui origine des recommandations des rapports antérieurs du Groupe conseil ainsi que les travaux réalisés à ce jour. Il explique, par la suite, le mode de cotisation actuel (paiement basé sur des salaires prévus) de même que les irritants qu'il occasionne aux entreprises et aborde la solution retenue (paiement basé sur les salaires déclarés et taux unique). Il indique aux membres que le nouveau mode de cotisation s'inspire largement de ce qui existe au ministre du Revenu pour le versement des retenues à la source.

La présentation est suivie d'une période de questions. Des précisions sont notamment apportées relativement au taux unique qui est établi à partir de la répartition des salaires de l'employeur. Une forte recommandation à l'effet que la perception des cotisations soient confiée au ministère du Revenu est enfin soumise aux représentants de la CSST pour considération.

## 6. État d'avancement des travaux

### 6.1. Le calendrier de réalisation

Avant de passer au point suivant, M. Bernard Lauzon présente aux membres le tableau du calendrier de réalisation des travaux. Il est convenu des dates auxquelles les résultats des travaux des différents groupes de travail seront présentés.

### 6.2. Le suivi des mandats

- *Les PME et le démarrage d'entreprises (Groupe 2)*

M<sup>e</sup> Françoise Mercure informe les membres que les préoccupations relatives au démarrage d'entreprises et à la taille de celles-ci seront abordées dans le cadre d'un chapitre portant sur les politiques de développement des PME. Les actions entreprises ailleurs en matière de développement de politiques à l'intention des PME seront examinées. Un texte sera présenté à la réunion du 7 avril.

- *L'examen du bilan des réalisations (suivi SAREG) (Groupe 3)*

M. Jean-Marie Sala informe les membres que le groupe de travail doit se réunir dans la semaine du 30 mars. L'état d'avancement par rapport aux réalisations est attendu pour le 7 avril.

- *La réglementation en fonction de la taille (Groupe 5)*

Cette préoccupation sera considérée à l'intérieur du chapitre sur les politiques de développement des PME qui sera présenté aux membres lors de la réunion du 7 avril.

- *L'harmonisation de la réglementation québécoise avec celles du gouvernement fédéral et des gouvernements municipaux (Groupe 6)*

M. Émile Vallée invite M. Jean-Marc Lessard à faire part aux membres des propos recueillis auprès de M. Roger Nicolet en sa qualité de maire d'une petite municipalité et d'ancien préfet de MRC. En rapport avec l'harmonisation, il ressort des propos de M. Nicolet qu'une norme unique en matière de construction devrait être envisagée.

Il est prévu revenir sur l'harmonisation lors de la prochaine réunion du Groupe conseil le 7 avril.

- *Suivi des recommandations des rapports de 2000 et de 2001 (autres volets)*

M<sup>me</sup> Vicky Lacasse cite les réalisations de la Régie du bâtiment en matière de guichet unique et informe les membres que la question de la norme unique du bâtiment sera abordée lors de la prochaine réunion. Lors de la prochaine réunion, le groupe de travail reviendra, s'il y a lieu, avec un projet de recommandation en relation avec l'application de la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre* (Loi du 1 %).

## **7. Correspondance**

Le président prend acte de la correspondance reçue et demande de soumettre la lettre de M. Benoit F. Laurin, président de l'Association patronale des entreprises en construction du Québec, ainsi que celle de M<sup>me</sup> Léa Cousineau, de la Commission des partenaires du marché du travail, au groupe de travail « Suivi des recommandations – Autres volets » pour étude et recommandation et retour le 7 avril.

## **8. Prochaine rencontre**

La prochaine rencontre aura lieu le 7 avril 2003 à Montréal. Les autres rencontres ont été fixées au :

- 30 avril 2003 à Québec ;
- 15 mai 2003 à Québec ;
- 30 mai à Montréal.

Les réunions débuteront à 10 heures à moins d'indication contraire à l'avis de convocation.

## **9. Varia**

En *varia*, le président rappelle aux membres de fournir leur compte de dépenses au SAREG avant la fin de l'année financière qui se termine le 31 mars 2003. Il informe également les membres que la forme du rapport fera l'objet de discussions lors de la prochaine réunion.

## **10. Fin de la réunion**

La réunion prend fin à 16 h 40.

Bernard Lauzon  
Secrétaire du Groupe conseil  
sur l'allégement réglementaire

p. j. : Suivi des propositions de recommandations

# SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 19 MARS 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 09-01

	Énoncé	Commentaires
<b>1- FISCALITÉ</b>		
1.1	Le Groupe conseil recommande au MRQ d'aller de l'avant avec sa proposition de simplification des formalités d'embauche pour les employés dont les services sont requis pour une durée de 25 jours ou moins par année par des entreprises œuvrant dans des secteurs dont les activités sont saisonnières.	– D'accord.
1.2	Le Groupe conseil revient donc à la charge pour recommander au MFER d'harmoniser purement et simplement les fréquences de remises des retenues à la source faites en vertu de la législation du Québec avec celles de la loi fédérale.	– D'accord.
1.3	Le Groupe conseil réitère au MRQ et au MFER sa recommandation de simplifier le formulaire C0-17 et d'élaborer une version « simplifiée » de ce formulaire basé sur quelques indicateurs simples du revenu net d'une entreprise.	– Remplacer « formulaire » par « régime ». – M. Michel Hémond reviendra sur cette question.
1.4	Le Groupe conseil réitère sa recommandation que le MRQ mette en ligne une version interactive du formulaire C0-17 de façon à permettre à toutes les sociétés qui le désirent de produire elles-mêmes leur déclaration de revenus annuelle et de la transmettre électroniquement au service compétent du Ministère.	– D'accord.
<b>4- L'UTILISATION DES NTIC</b>		
4.1.1	Le Groupe conseil recommande que le gouvernement confie au M/O (identifier le M/O) le mandat de développer, à partir du portail du gouvernement, un « portail des entreprises » qui regroupe l'ensemble des informations et des formalités destinées aux entreprises, tant au moment du démarrage qu'en cours d'exploitation, et de mettre à contribution les ministères et les organismes qui possèdent des clientèles communes afin qu'ils procèdent aux regroupements de services appropriés.	– M/O à identifier (actuellement, le MFER).

## SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 19 MARS 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 09-01

	Énoncé	Commentaires
4.1.2	Le Groupe conseil recommande au gouvernement de développer, à partir du portail des entreprises, un service consacré au changement d'adresse et à la mise à jour des renseignements d'identité des entreprises, à l'exemple du site de changement d'adresse prévu pour les citoyens.	– D'accord.
4.1.3	Le Groupe conseil recommande que le gouvernement confie à un M/O (MFER ??) le mandat de poursuivre et de compléter le développement et l'implantation du portail de démarrage d'entreprise, comportant des trousseaux de démarrage spécifiques à chacun des principaux profils d'entreprise.	– « ...confier à un M/O qualifié en matière de... ».
4.2.1	Le Groupe conseil recommande que le gouvernement voie à ce que chaque M/O concerné se donne un plan de transformation de sa prestation électronique de services aux entreprises de manière à ce que les entreprises puissent effectuer, au moyen d'un formulaire dynamique, l'ensemble d'une formalité, y compris le paiement des droits lorsque requis.	– D'accord.
4.3.1	Le Groupe conseil recommande que le gouvernement voie à ce que chaque M/O concerné personnalise ses échanges électroniques avec les entreprises en leur fournissant des formulaires préremplis aux fins des mises à jour requises, et en leur permettant de suivre, directement sur le site, la progression de leur dossier jusqu'à la conclusion finale de la transaction.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Par « personnalise ses échanges », on entend l'adaptation des communications à la situation de chaque entreprise.</li> <li>– Actuellement, quelques systèmes sont à ce niveau (MRQ...); les mentionner dans le constat.</li> </ul>
4.4.1	Le Groupe conseil recommande que le gouvernement confie au SCT le mandat de développer une stratégie d'évolution de la prestation électronique des services destinés aux entreprises, d'établir les structures appropriées et de mettre en œuvre un plan d'action selon l'échéancier de réalisation qu'il aura fixé.	– Le SCT agirait comme « leader » pour assurer la cohérence et l'intégration en s'associant aux M/O qui sont en lien avec les entreprises.

# SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 19 MARS 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 09-01

	Énoncé	Commentaires
4.4.2	Le Groupe conseil recommande que le gouvernement confie à (identifier le M/O) le mandat d'élaborer une politique de partage de l'information entre ministères et organismes et d'en assumer la responsabilité de gestion.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Reste des éléments à clarifier.</li> <li>– Le SCT pourrait être responsable d'élaborer une politique de partage de l'information.</li> </ul>
4.4.3	Le Groupe conseil recommande que le gouvernement réduise les obstacles juridiques au partage des renseignements sur les entreprises en proposant à l'Assemblée nationale un projet de loi apportant les changements nécessaires aux lois et règlements pertinents, y compris à la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> .	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Non retenu (4.4.2 suffisante).</li> </ul>
<b>8- L'ENVIRONNEMENT</b>		
1	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire substantiellement le temps nécessaire au regroupement des actes statutaires, en particulier les certificats d'autorisation;</li> <li>• Effectuer, lors d'une nouvelle demande d'autorisation, un simple changement aux documents déjà existants (à développer);</li> <li>• Simplifier la procédure d'octroi des actes statutaires en éliminant les renseignements non essentiels tels que les plans et devis de construction.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– « substantiellement... » À reprendre.</li> <li>– Renseignements non essentiels : À clarifier.</li> </ul>
2	Procéder à des révisions annuelles de la liste de projets devant être soumis à la procédure de l'évaluation environnementale afin d'en soustraire ceux dont les effets sur l'environnement sont faibles et bien connus.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– À reformuler.</li> </ul>
3	Appliquer le principe de subsidiarité à la gestion de l'eau.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– À rediscuter.</li> </ul>
4	Augmenter la représentativité des comités de bassin, en favorisant la présence des élus sur ces comités.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– D'accord.</li> </ul>
5	(à développer)	<ul style="list-style-type: none"> <li>–</li> </ul>

**SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 19 MARS 2003**

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 09-01

	Énoncé	Commentaires
6	N'appliquer que les normes, les contraintes ou obligations qui sont sanctionnées par le processus législatif ou réglementaire.	– Met l'accent sur le PPRLPI.
7	Augmenter rapidement le nombre de catégories de professionnels de pratique privée habilités à signer une attestation de conformité environnementale.	– D'accord (va dans le sens du rapport antérieur).

**GROUPE CONSEIL SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE (2002)**

**COMPTE RENDU de la neuvième réunion tenue le 7 avril 2003 de 10 h 15 à 15 h 30**

**Place Mercantile  
770, rue Sherbrooke Ouest, salle 4.19  
Montréal**

Sont présents :

**Membres du Groupe :**

Messieurs : Raymond DUTIL, président  
Michel HÉMOND, vice-président

Messieurs : Marc-Alexandre BOUTET  
Simon Pierre PARÉ  
Jean-Marie SALA  
Pierre-Maurice VACHON  
Émile VALLÉE

**Du Secrétariat à l'allégement réglementaire :**

Monsieur : Bernard LAUZON, secrétaire du Groupe conseil  
Madame : Louise FOURNIER  
Messieurs : Hamid BAGHDADI  
Roland CORRIVEAU  
Guy LAFLAMME  
Louis LAMOTHE  
Jean-Marc LESSARD  
Rafic NAMMOUR

Sont absents : Mesdames : Vicky LACASSE  
Françoise MERCURE  
Messieurs : Gilles ST-PIERRE  
Philippe TREMBLAY  
Michel YERGEAU

---

**1. Mot du président**

Le président accueille les membres.

**2. Adoption de l'ordre du jour**

Le projet d'ordre du jour est adopté en déplaçant le point sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de communication (NTIC) pour la prestation des services aux entreprises en après-midi.

**3. Approbation et suivi du compte rendu**

Le compte rendu de la huitième réunion du Groupe conseil du 19 mars 2003 est approuvé avec les corrections suivantes :

Page 2, dernier paragraphe, dernière phrase : enlever « sur la problématique » ;

Page 3, dans la section sur l'Après Groupe conseil, ajouter à la fin de la 2<sup>e</sup> phrase « tout en ayant une préoccupation particulière pour la PME » ;

#### 4. Examen des propositions sur les thématiques particulières

- *L'harmonisation de l'application de la réglementation québécoise avec celles du gouvernement fédéral et des gouvernements municipaux (Groupe 6)*

M. Pierre-Maurice Vachon informe les membres des propositions de recommandations développées par le groupe de travail. Il souligne l'importance qu'une étude soit réalisée sur l'ensemble de la réglementation municipale qui affecte les entreprises afin d'être en mesure d'identifier les disparités entre les municipalités. Il mentionne également que les municipalités devraient davantage consulter leurs commettants dans le processus d'élaboration et de révision de leur réglementation. Relativement à l'élargissement de l'application du Code du bâtiment, M. Vachon indique que de l'information est attendue de la Régie du bâtiment quant à la possibilité pour les municipalités d'appliquer le Code aux petits bâtiments. À la suite des informations reçues de la Régie, le groupe de travail devrait être en mesure de proposer une nouvelle recommandation au Groupe conseil.

Au niveau de l'harmonisation entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral, M. Vachon indique que des ententes administratives ont été conclues et donnent de bons résultats dans le secteur de l'alimentation entre autres.

- *Suivi des recommandations des rapports de 2000 et de 2001 (Groupe 9, Autres volets)*

M. Émile Vallée rappelle aux membres que le mandat du groupe de travail consistait à proposer des recommandations par rapport à la norme unique du bâtiment, la cotisation basée sur les salaires versés et le guichet unique des constructeurs.

La norme unique du bâtiment a été traitée par le groupe de travail sur l'harmonisation.

En ce qui a trait à la cotisation basée sur les salaires, le groupe de travail propose que la CSST poursuive ses travaux visant à mettre en œuvre au plus tard en 2006 son système de remises périodiques de cotisation basées sur les salaires versés. Les informations transmises par les représentants de la CSST aux membres lors de la dernière réunion permettent de croire que cet échéancier est réaliste. Pour ce qui est de la transmission des remises au ministère du Revenu, les membres considèrent qu'une recommandation doit être faite en ce sens malgré les arguments fournis par la CSST.

Enfin, sur la base de l'expérience de la Commission des transports avec le guichet unique transporteur, le groupe de travail propose qu'une recommandation soit adressée à la Régie du bâtiment pour que soit mis en place rapidement un guichet unique constructeur. Avant de formaliser cette recommandation, le groupe de travail vérifiera si la loi constitutive de la Régie lui permet d'exercer cette responsabilité.

- *Examen du suivi des recommandations confié au Secrétariat*

M. Jean-Marie Sala invite M. Bernard Lauzon à présenter aux membres un document qui fait la synthèse sur le suivi des 102 recommandations des rapports 2000 et de 2001 du Groupe conseil.

M. Lauzon souligne qu'à la suite des travaux de MM. Sala et Vallée, le Groupe conseil a décidé de classer 29 de ces recommandations comme étant réalisées ou abandonnées et il a donné des mandats spécifiques aux différents groupes de travail de traiter plus particulièrement 17 recommandations.

Le suivi de 56 autres recommandations a été confié au Secrétariat. M. Lauzon présente l'état d'avancement et le suivi suggéré pour 33 de ces recommandations, soit celles relatives aux groupes de travail 1, 3, 4 et 9.

Le traitement suggéré pour le suivi des recommandations fait l'objet de commentaires de la part des membres. La préoccupation de produire un bulletin de l'état des réalisations ressort des discussions ainsi que la notion d'appropriation des recommandations par les différents ministères et organismes concernés.



Il est convenu qu'une nouvelle proposition pour le traitement du suivi des recommandations sera transmise aux membres au cours des prochains jours. Une fois le mode de traitement retenu, le Secrétariat procédera à un nouvel état de réalisation qui sera présenté lors de la prochaine réunion.

- *L'Après Groupe conseil*

M. Raymond Dutil fait part aux membres de sa vision quant au futur Groupe conseil. Selon lui, les préoccupations du futur Groupe conseil devraient davantage être orientées vers l'examen des plans pluriannuels que produisent les ministères et les organismes et les résultats des consultations qu'ils mènent auprès de leur clientèle entreprise. M. Émile Vallée mentionne que le futur Groupe conseil devrait également se préoccuper de l'allégement administratif. M. Michel Hémond pour sa part est d'avis que le mandat devrait être reconduit sans restriction.

Quant à la durée du mandat, M. Dutil indique qu'un terme de 18 à 24 mois paraît convenable sans l'obligation de produire de rapport intérimaire. M. Émile Vallée souligne toutefois la possibilité pour le Groupe conseil de produire des rapports spécifiques pour des problématiques particulières.

Le Groupe conseil devrait être composé d'hommes et de femmes d'affaires et de deux représentant(e)s du milieu syndical. Une représentation régionale serait souhaitable.

M. Dutil réitère que le futur Groupe conseil devrait toujours avoir une préoccupation particulière pour les PME. M. Simon Pierre Paré souhaiterait que le Groupe se penche sur les orientations de politique à l'intention des PME en référant aux expériences étrangères (*Charte européenne des petites entreprises*).

M. Hémond propose la constitution d'un organisme voué à la promotion de la PME. M. Dutil ramène l'idée d'un ministre responsable de la PME qui pourrait défendre ses intérêts. Ce point particulier sera discuté lors de la prochaine réunion.

- *Utilisation des nouvelles technologies de l'information et de communication (NTIC) pour la prestation des services aux entreprises*

M. Marc-Alexandre Boutet indique aux membres que le texte portant sur les NTIC a été revu en poursuivant deux objectifs : 1) fournir une meilleure explication des quatre phases qui caractérisent l'évolution de la prestation électronique de services dans l'appareil gouvernemental et 2) revoir l'ordre des recommandations proposées par le groupe de travail.

M. Raymond Dutil souligne qu'il apprécie l'exemple présenté relativement aux saisies répétitives que doit faire un entrepreneur au moment du démarrage d'une entreprise. M. Jean-Marie Sala considère que le texte présenté constitue une nette amélioration par rapport au précédent en dépit qu'il le trouve un peu long.

M. Boutet passe finalement en revue les propositions de recommandations.

- *Rédaction du rapport*

Ce point sera traité en fin de rencontre.

## **5. État d'avancement des travaux**

### **5.1. Le suivi des mandats**

Le Groupe procède au suivi des mandats dans l'ordre suivant :

- *Le suivi de la politique québécoise d'allégement réglementaire et des expériences étrangères (Groupe 7)*

M. Jean-Marie Sala rappelle aux membres que le premier volet concernant les études et déclaration d'impact est complété. Le groupe de travail se réunira au cours des prochains jours pour discuter du deuxième volet portant sur les plans pluriannuels.

- *Suivi des recommandations des rapports de 2000 et de 2001 (Groupe 8, Volet Environnement)*

M. Jean-Marie Sala informe les membres que M. Michel Yergeau doit fournir des commentaires sur le document préliminaire qui a été élaboré.

- *Les formalités découlant de la fiscalité (Groupe 1)*

M. Michel Hémond informe les membres qu'il n'y a pas eu d'autres rencontres du groupe de travail depuis la dernière réunion du Groupe conseil. Il souligne que le groupe de travail fera valoir aux membres les points de vue intéressants qui se dégageront des travaux du comité conjoint piloté par le ministre du Revenu. M. Raymond Dutil indique que le Groupe conseil devrait s'approprier les recommandations qui lui paraissent légitimes.

Le groupe de travail présentera un nouveau document aux membres lors de la prochaine réunion.

- *Orientations en matière de politiques de développement des PME (Groupes 2 et 5)*

M. Simon Pierre Paré informe les membres qu'à la suite de l'intégration des préoccupations relatives au démarrage et à la taille des entreprises dans un chapitre plus global portant sur les orientations en matière de politique de développement des PME, le groupe de travail se réunira pour discuter sur la base d'un document préliminaire produit. M. Raymond Dutil demande qu'une conférence téléphonique soit organisée à laquelle il participera. Les propositions de recommandations issues de cette séance de travail seront présentées aux membres lors de la prochaine réunion.

Avant de passer au point portant sur le calendrier de réalisation, le Groupe aborde le point portant sur la rédaction du rapport :

- *Rédaction du rapport*

M. Raymond Dutil indique aux membres que la discussion portera plus sur la forme que sur le fond du rapport.

D'abord, il importe que l'on retrouve dans le titre le terme « entreprise ». Ensuite, les mesures sur lesquelles il sera demandé que le gouvernement se penche seront regroupées selon trois axes d'intervention. Ces trois axes seront désignés dans la lettre de transmission du rapport au Premier ministre. La liste des membres et le mandat du Groupe conseil seront par la suite présentés. Un sommaire d'un maximum de six pages devra expliquer l'essentiel du rapport. La liste des 20 ministères et organismes les plus importants en terme de réglementation affectant les entreprises et une brève description du ministère du Conseil exécutif situant le Secrétariat suivront juste avant la table des matières.

Le débat est par la suite ouvert sur les trois axes du rapport. Les membres s'entendent sur deux axes : l'accélération de la prestation électronique de services et la plus grande rigueur dans l'évaluation des lois et des règlements. Il est convenu qu'à la prochaine rencontre chacun des membres revienne avec des suggestions de titres pour chaque axe.

Un document présentant l'exposé de situation et les propositions de recommandation regroupés par thème (groupe de travail) est distribué aux membres par M. Bernard Lauzon.

## 5.2. Le calendrier de réalisation

M. Bernard Lauzon présente aux membres le tableau du calendrier de réalisation des travaux. Il mentionne que la cible du 30 mai est maintenue pour le dépôt du rapport de façon à ce qu'il soit disponible pour le public à la fin juin.

**6. La prochaine rencontre**

La prochaine rencontre aura lieu le 30 avril 2003 non pas à Québec mais à Montréal.

La réunion débutera à 10 heures à moins d'indication contraire à l'avis de convocation.

**7. *Varia***

Aucun.

Bernard Lauzon  
Secrétaire du Groupe conseil  
sur l'allégement réglementaire

Le 22 avril 2003

p. j. : Suivi des propositions de recommandations

# SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 7 AVRIL 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 10-01

	Énoncé	Commentaires
<b>4- L'UTILISATION DES NTIC</b>		
4.1	Le Groupe conseil recommande que le gouvernement confie au Secrétariat du Conseil du trésor le mandat de développer une stratégie de développement et d'implantation de la prestation électronique des services destinés aux entreprises et de prévoir un échéancier de mise en œuvre.	– Les autres recommandations découlent de cette recommandation qui confie un mandat clair au SCT.
4.2	Le Groupe conseil recommande que, dans le cadre de sa stratégie de développement de ses services électroniques aux entreprises, le gouvernement voie à ce que chaque M/O concerné se donne au plus tard en 2004 un plan de transformation de ses services aux entreprises afin de les offrir le plus rapidement possible en mode transactionnel et de procéder à l'intégration de ceux qui permettraient de réduire les coûts et les délais imposés aux entreprises.	– D'accord.
4.3	Le Groupe conseil recommande que le gouvernement confie au Secrétariat du Conseil du trésor le mandat d'élaborer une politique de partage des informations exigées des entreprises et de favoriser la saisie unique des informations.	– D'accord.
4.4	Le Groupe conseil recommande que le gouvernement demande aux ministères et aux organismes concernés, en collaboration avec le ministère de la Justice et le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, de procéder à un exercice d'harmonisation des termes et de simplification du langage utilisé dans les textes législatifs, réglementaires et administratifs visant les entreprises.	– Il s'agit d'une nouvelle recommandation. – D'accord.
4.5	Le Groupe conseil recommande que le gouvernement confie au ministère de la Justice le mandat d'identifier les obstacles juridiques au partage des mêmes informations que les entreprises sont tenues de fournir à plus d'un ministère ou d'un organisme en vertu d'une loi ou d'un règlement et de proposer les changements nécessaires à leur réduction.	– Reformulée de façon à faire ressortir davantage les contraintes juridiques plutôt que celles liées à la <i>Loi sur l'accès</i> . – D'accord.

# SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 7 AVRIL 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 10-01

	Énoncé	Commentaires
4.6	Le Groupe conseil recommande que le gouvernement confie à un ministère le mandat de développer, à partir du portail du gouvernement, un « Portail des entreprises » qui regroupe et structure l'ensemble des informations et des formalités destinées aux entreprises et qu'il en assure la notoriété.	– D'accord.
4.7	Le Groupe conseil recommande que le gouvernement confie au ministère xx le mandat de déterminer, en collaboration avec les ministères et les organismes concernés, les regroupements de services qui avantageraient les entreprises et d'en assurer la réalisation et la présence sur le futur Portail des entreprises.	– D'accord.
4.8	Le Groupe conseil recommande au gouvernement de développer et d'offrir, à partir du futur Portail des entreprises, un service consacré à la mise à jour des renseignements d'identité des entreprises et à leur changement d'adresse.	– D'accord.
4.9	Le Groupe conseil recommande que le gouvernement voie à ce que chaque M/O concerné personnalise ses échanges électroniques avec les entreprises en leur permettant de suivre, directement sur le site, la progression de leur dossier jusqu'à la conclusion finale de la transaction et en leur fournissant des formulaires préremplis aux fins des mises à jour requises.	– D'accord.
4.10	Le Groupe conseil recommande que le gouvernement prenne les mesures appropriées afin de compléter, dans les plus brefs délais, la deuxième phase du Portail de démarrage d'entreprise.	– À fusionner avec la recommandation 4.6.
<b>6- HARMONISATION</b>		
6.1	Que le ministère des Affaires municipales et de la Métropole réalise une étude comparative de la réglementation municipale dans la perspective d'identifier les disparités des cadres normatifs imposés aux entreprises et convienne avec les municipalités d'objectifs visant l'allégement de la réglementation municipale et la simplification des exigences	– D'accord.

# SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 7 AVRIL 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 10-01

	Énoncé	Commentaires
	administratives qu'elle génère sur les PME.	
6.2	Que le ministère des Affaires municipales et de la Métropole favorise la participation accrue des entreprises aux processus d'élaboration et de révision de la réglementation municipale.	– D'accord.
6.3	Le Groupe conseil recommande que sur l'ensemble du territoire relevant des municipalités de plus de 40 000 habitants, le gouvernement cesse d'exempter le petit bâtiment de l'application du Code de construction, de façon à y uniformiser les normes de construction pour cette catégorie de bâtiment, étant entendu que les municipalités en cause auront la responsabilité d'appliquer ces normes de construction.	– À préciser à la suite des informations demandées à la Régie du bâtiment. – Spécifier qu'il s'agit du Code de 1995.
6.4	Le Groupe conseil recommande que les ministères et les organismes responsables de l'application de lois et de règlements, dans les secteurs d'activités sur lesquels le fédéral intervient, aient recours à des ententes administratives pour apparier leurs interventions auprès des entreprises et s'échanger l'information recueillie auprès de celles-ci.	– D'accord.
<b>9- SUIVI DES RECOMMANDATIONS (AUTRES VOLETS)</b>		
9.1	Que la CSST poursuive ses travaux visant à mettre en œuvre, au plus tard en 2006, un système de remises périodiques de cotisation au régime de santé et de sécurité du travail basées sur les salaires versés, comme le sont les remises faites au MRQ;  Que la CSST finalise la conception de ce système de telle sorte que les entreprises transmettent alors ces remises périodiques au MRQ.	– D'accord.
9.2	Que la Régie du bâtiment du Québec soit chargée de mettre sur pied, dans les douze prochains mois, un guichet unique des constructeurs.	– Vérifier si la loi constitutive de la Régie lui permet d'exercer cette responsabilité. – Remplacer « dans les douze prochains mois » par « pour juin 2004 ».

## **GROUPE CONSEIL SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE (2002)**

**COMPTE RENDU de la dixième réunion tenue le 30 avril 2003 de 10 h à 15 h 20**

**Place Mercantile  
770, rue Sherbrooke Ouest, salle 4.19  
Montréal**

**Sont présents :**

### **Membres du Groupe :**

**Messieurs :** Raymond DUTIL, président  
Michel HÉMOND, vice-président

**Madame :** Vicky LACASSE  
**Messieurs :** Gilles ST-PIERRE  
Jean-Marie SALA  
Philippe TREMBLAY  
Pierre-Maurice VACHON  
Émile VALLÉE  
Michel YERGEAU

### **Du Secrétariat à l'allégement réglementaire :**

**Monsieur :** Bernard LAUZON, secrétaire du Groupe conseil  
**Madame :** Louise FOURNIER  
**Messieurs :** Hamid BAGHDADI  
Roland CORRIVEAU  
Guy LAFLAMME  
Louis LAMOTHE  
Jean-Marc LESSARD  
Rafic NAMMOUR

**Sont absents :** **Madame :** Françoise MERCURE  
**Messieurs :** Marc-Alexandre BOUTET  
Simon Pierre PARÉ

### **1. Mot du président**

Le président accueille les membres. Il les informe que lors de la prochaine réunion qui aura lieu à Québec le 15 mai prochain, il y aura prise de photo de groupe. Il demande de prendre les dispositions nécessaires avec le photographe pour les membres qui ne pourront être présents. Le président devant quitter à 14 h 30, le point 5 portant sur le projet de rapport sera devancé.

### **2. Adoption de l'ordre du jour**

Le projet d'ordre du jour est adopté.

### **3. Approbation et suivi du compte rendu**

Le compte rendu de la neuvième réunion du Groupe conseil du 7 avril 2003 est approuvé sans modification.

### **4. Examen des propositions sur les thématiques particulières**

- *Les formalités découlant de la fiscalité (Groupe 1)*

D'entrée de jeu, M. Michel Hémond rappelle aux membres que la plupart des points du rapport du ministère du Revenu sont couverts dans les recommandations proposées par le groupe de travail. M. Hémond présente aux membres le rapport produit par le groupe de travail en insistant sur les propositions de recommandations. Des ajustements seront apportés au rapport pour tenir compte des commentaires émis par les membres.

Le rapport du groupe de travail est accompagné du suivi des recommandations des rapports de juin 2000 et de mai 2001 du Groupe conseil. M. Bernard Lauzon explique aux membres le système de cotation utilisé pour le suivi, lequel tient compte des commentaires formulés par le président lors de la dernière rencontre.

- *Orientations en matière de politiques de développement des PME (Groupes 2 et 5)*

En l'absence de M<sup>me</sup> Françoise Mercure et de M. Simon Pierre Paré, M. Raymond Dutil présente aux membres le rapport produit par le groupe de travail en insistant sur les propositions de recommandations. Des ajustements seront apportés au rapport pour tenir compte des commentaires émis par les membres. En particulier, la proposition de recommandation portant sur le recours à l'arbitrage résultant de l'application de la *Loi sur les normes minimales de travail* sera revue et fera l'objet d'une nouvelle proposition qui sera soumise aux membres lors de la prochaine rencontre.

Le rapport du groupe de travail est accompagné du suivi des recommandations des rapports de juin 2000 et de mai 2001 du Groupe conseil.

- *Le suivi de la politique québécoise d'allégement réglementaire et des expériences étrangères (Groupe 7)*

M. Michel Yergeau informe les membres des principaux changements apportés au rapport du groupe de travail et passe en revue les propositions de recommandations une à une. M. Yergeau indique aux membres que le principal ajout concerne les plans pluriannuels produits par les ministères et les organismes.

M. Émile Vallée s'interroge sur la pertinence d'un des exemples introduit dans le rapport. M. Dutil suggère à M. Vallée de transmettre ses commentaires à M. Yergeau pour considération.

Des ajustements seront apportés au rapport pour tenir compte des commentaires émis par les membres.

Le rapport du groupe de travail est accompagné du suivi des recommandations des rapports de juin 2000 et de mai 2001 du Groupe conseil.

- *Suivi des recommandations des rapports de 2000 et de 2001 (volet environnement) (Groupe 8)*

M. Jean-Marie Sala présente aux membres le rapport produit par le groupe de travail. Des ajustements seront apportés au rapport pour tenir compte des commentaires émis par les membres.

Le rapport du groupe de travail est accompagné du suivi des recommandations des rapports de juin 2000 et de mai 2001 du Groupe conseil. Deux nouvelles recommandations seront proposées pour tenir compte des situations où il y a lieu de revenir à la charge. Ces recommandations seront discutées lors de la prochaine réunion.

- *Suivi des autres recommandations*

- *Examen du bilan des réalisations du gouvernement (Groupe 3)*

M. Jean-Marie Sala présente aux membres les problématiques et propositions de recommandations spécifiques au numéro unique d'entreprise (NEQ) ainsi qu'au secteur touristique. Des ajustements seront apportés pour tenir compte des commentaires émis par les membres.

- *Harmonisation de la réglementation québécoise avec celles des gouvernements fédéral et municipal (Groupe 6)*



M. Pierre-Maurice Vachon demande à M. Jean-Marc Lessard de présenter la problématique relative à l'uniformisation des normes de construction pour le petit bâtiment. À la suite des commentaires émis par les membres, il est convenu de reformuler la recommandation proposée.

– *Suivi des recommandations des rapports de 2000 et de 2001 (Autres volets) (Groupe 9)*

M<sup>me</sup> Vicky Lacasse présente aux membres de nouvelles propositions de recommandations visant à simplifier l'application de la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre*. Des précisions seront apportées en ce qui a trait au formulaire à remplir par l'employeur. M. Émile Vallée indique que les propositions de recommandations seront reformulées et intégrées au texte du rapport final.

M<sup>me</sup> Lacasse présente également aux membres trois scénarios possibles pour modifier le régime particulier de responsabilité qui s'applique aux entrepreneurs en construction et qui fait que ceux-ci peuvent être tenus responsables de salaires dus par les sous-traitants avec lesquels ils contractent. Le président demande au groupe de travail de présenter aux membres lors de la prochaine réunion le scénario qu'il aura privilégié.

- *Bilan du rapport de juin 2000 et mai 2001*

M. Bernard Lauzon remet aux membres une nouvelle version du bilan des réalisations et en explique les grandes lignes. Des 102 recommandations émises en 2000 et 2001, il y a lieu de revenir à la charge sur 33 d'entre elles en formulant de nouvelles recommandations. Ces recommandations ont été prises en charge par les différents groupes de travail. M. Michel Yergeau fait remarquer aux membres qu'une des recommandations contenue dans les « Revenir à la charge » dans le domaine de l'environnement est en fait une nouvelle recommandation. Le bilan sera donc ajusté pour tenir compte de cette remarque.

## 5. Projet de rapport

M. Raymond Dutil présente sommairement aux membres la structure adoptée pour le rapport. La lettre de transmission du rapport au Premier ministre sera articulée autour de trois axes principaux. Le sommaire présentera les différentes recommandations regroupées autour de ces trois axes.

M. Dutil souhaite que soit indiquée dans la liste des membres l'année à laquelle remonte leur première participation au Groupe conseil. Il indique aussi qu'une liste des sigles des différents ministères et organismes auxquels il est fait référence dans le rapport suivra le sommaire.

M. Dutil réfère les membres aux propositions de titre pour les axes principaux du rapport. Les membres s'entendent sur les titres suivants pour les trois axes du rapport :

I - ACCÉLÉRER LE DÉPLOIEMENT D'UNE ADMINISTRATION EN LIGNE

II - AMÉLIORER LA QUALITÉ DE LA RÉGLEMENTATION VISANT LES ENTREPRISES

III - FAIRE PRENDRE À L'ADMINISTRATION PUBLIQUE LE VIRAGE « ENTREPRISE »

Il est convenu toutefois de revenir sur le titre de l'axe II lors de la prochaine réunion.

M. Bernard Lauzon invite les membres à faire part au Secrétariat de tout commentaire sur les textes du rapport produits jusqu'à maintenant pour qu'ils soient pris en compte dans la version qui sera déposée lors de la prochaine réunion. M. Dutil demande que pour la prochaine réunion soit proposée une structure permettant l'adéquation entre le sommaire et le texte du rapport afin qu'il soit facile pour le lecteur de s'y retrouver.

M. Gilles St-Pierre suggère que le mode de fonctionnement du Groupe conseil soit

expliqué dans le rapport et de changer le vocable « Propositions » par « Recommandations » partout dans le texte. M. Jean-Marie Sala pour sa part propose de modifier un des énoncés proposés pour regrouper certaines recommandations à l'intérieur de l'axe II. Au lieu de « *Exempter d'exigences administratives un plus grand nombre de PME* », l'énoncé devrait se lire « *Minimiser les exigences administratives à l'égard d'un plus grand nombre de PME* ». M. Sala suggère également de modifier la recommandation qui apparaît dans la section portant sur l'« Après Groupe conseil » en précisant qu'un des mandats du futur groupe conseil devrait être d'aider les ministères et les organismes à bien cerner les préoccupations des entreprises. M. Dutil propose de préciser que les représentants des gens d'affaires à l'intérieur du prochain groupe conseil devraient être des dirigeants d'entreprises.

Enfin, M. Dutil amorce la discussion quant au titre du rapport. On s'entend pour que celui-ci soit simple et comprenne le mot « entreprise ». Les membres reviendront avec des propositions de titre lors de la prochaine rencontre.

## **6. La prochaine rencontre**

La prochaine rencontre aura lieu à Québec le 15 mai de 10 h à 17 h au Musée national des Beaux-Arts du Québec, salle des Amis du musée.

La réunion débutera à 10 heures à moins d'indication contraire à l'avis de convocation.

## **7. Varia**

Aucun.

Bernard Lauzon  
Secrétaire du Groupe conseil  
sur l'allégement réglementaire

Le 9 mai 2003

p. j. : Suivi des propositions de recommandations

# SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 30 AVRIL 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 11-01

	Énoncé	Commentaires
<b>1- LES FORMALITÉS DÉCOULANT DE LA FISCALITÉ (GROUPE 1)</b>		
1.1	Le Groupe conseil réitère sa recommandation à l'effet que le gouvernement du Québec harmonise sa politique des taux d'intérêts imposés aux entreprises et aux autres contribuables sur ses créances avec celle du gouvernement du Canada.	– D'accord.
1.2	Le Groupe conseil recommande que la déclaration annuelle de l'IGIF soit jumelée à la déclaration annuelle de revenus des entreprises dans les cas où elles sont des personnes morales.	– D'accord.
1.3	Le Groupe conseil recommande au MFER de simplifier le régime fiscal applicable aux PME qui sont des sociétés pour, notamment, en simplifier l'administration.	– D'accord.
1.4	Le Groupe conseil réitère sa recommandation que le MRQ mette en ligne une version interactive du formulaire C0-17 de façon à permettre à toutes les sociétés qui le désirent de produire elles-mêmes leur déclaration de revenus annuelle et de la transmettre électroniquement au service compétent du Ministère.	– D'accord.
1.5	Le Groupe conseil recommande que le MFER ajuste les seuils établissant la fréquence des remises de façon à ce que celle-ci corresponde le plus possible à celle du gouvernement fédéral, notamment pour les entreprises qui ont des activités seulement au Québec et permette à celles qui le désirent d'adopter la même fréquence que celle qui est prescrite par l'ADRC.	– D'accord.
1.6	Le Groupe conseil recommande au MRQ d'accorder la priorité à l'établissement d'un état de compte unifié pour chaque entreprise et de permettre son accès par Internet.	– D'accord.
1.7	Le Groupe conseil recommande au MFER de s'assurer que les crédits et les exemptions d'impôt accordés à une entreprise ne soient pas perdus du fait du changement de son statut juridique.	– D'accord.

# SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 30 AVRIL 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 11-01

	Énoncé	Commentaires
1.8	Le Groupe conseil recommande au MRQ d'améliorer l'information sur les crédits d'impôt par la production de meilleurs guides (par famille de crédits), l'enrichissement de l'information sur les crédits sur son site Internet et la tenue de séances d'information pour les entreprises cibles.	– D'accord.
1.9	Le Groupe conseil recommande que le MRQ assure une assise légale plus sûre aux crédits d'impôt qui s'adressent aux entreprises en fixant des délais précis et les plus courts pour la production des textes légaux. Il recommande également d'améliorer le niveau de fiabilité des crédits d'impôt en vérifiant systématiquement une première demande et en accélérant les vérifications pour les années ultérieures.	– D'accord.
1.10	Le Groupe conseil recommande, lors d'une vérification fiscale sur place, que : <ul style="list-style-type: none"> <li>– soient communiqués au responsable de l'entreprise, dès le début, un plan de vérification, un échéancier, le nom du supérieur du vérificateur, ainsi que les droits et obligations du contribuable;</li> <li>– les informations et les documents exigés soient limités à ceux qui sont raisonnablement nécessaires à la vérification;</li> <li>– la vérification couvre une période maximale de deux ans, sauf dans les cas de fraude appréhendée.</li> </ul>	– D'accord.
<b>2 &amp; 5- ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT DES PME</b>		
2.1.1	Le Groupe conseil recommande que le gouvernement s'inspire des expériences étrangères et qu'il confie au MFER, en collaboration avec les intervenants concernés, le mandat de produire, pour la fin 2004, un document d'orientations en matière de politiques favorables au développement des PME.	– D'accord.
2.1.2	Le Groupe conseil recommande également que le gouvernement adopte une Charte québécoise des petites entreprises dans laquelle il énoncerait, un peu comme dans la <i>Charte européenne des petites entreprises</i> , des	– Ajouter « ...que le gouvernement adopte au plus tard en 2005 une Charte... ».

# SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 30 AVRIL 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 11-01

	Énoncé	Commentaires
	domaines d'intervention où devraient être favorisées les petites entreprises.	
2.2.1	Le Groupe conseil recommande de clarifier et de publiciser les critères d'attribution de l'aide financière destinée aux PME et de simplifier le plus possible les exigences administratives associées à la gestion de leurs nombreux programmes d'aide financière.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ajouter « ...recommande de regrouper, de clarifier... ».</li> <li>- Remplacer « ...de leurs nombreux programmes d'aide financière. » par « des nombreux programmes d'aide financière des différents ministères et organismes. ».</li> </ul>
2.2.2	Le Groupe conseil recommande que le ministère des Régions encourage les CLD à éliminer la discrimination en fonction de l'âge dans les programmes d'aide au démarrage d'entreprises en remplaçant la notion de « jeune promoteur » par celle de « nouveau promoteur ».	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Remplacer « ...que le ministère des Régions encourage les CLD à » par « au gouvernement d' ».</li> <li>- Enlever « dans les programmes d'aide au démarrage d'entreprises en remplaçant la notion de « jeune promoteur » par celle de « nouveau promoteur » »</li> </ul>
2.2.3	Le Groupe conseil considère que le MFER, en sa qualité de principal intervenant gouvernemental en matière de politique de développement économique, devrait examiner les moyens de promouvoir le développement du mentorat ou du parrainage pour les entreprises en démarrage et d'encourager le développement de réseaux d'aide au financement privé de projets d'entreprise.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- D'accord.</li> </ul>
2.2.4	Le Groupe conseil recommande au ministère des Régions de poursuivre les efforts pour que les CLD consolident leur mission d'intervenants de première ligne pour les nouveaux entrepreneurs, notamment en assurant une certaine uniformité dans l'offre de services de base en matière d'information et en accroissant la présence de gens d'affaires dans la prise de décisions des CLD.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Remplacer « ...ministère des Régions » par « gouvernement ».</li> </ul>
2.2.5	Sans réduire l'accès direct des nouveaux entrepreneurs à leurs services,	<ul style="list-style-type: none"> <li>- D'accord.</li> </ul>

# SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 30 AVRIL 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 11-01

	Énoncé	Commentaires
	le Groupe conseil recommande au gouvernement d'inciter le MENV, le MRN et le MAPAQ ainsi que la CSST et la CNT qui interviennent lors de la création de certaines entreprises, à accorder une attention particulière aux nouvelles entreprises qui sont référées par les services des CLD.	
2.3.1	Le Groupe conseil recommande au MFER d'examiner avec les autorités fédérales l'opportunité de relever le seuil de ventes taxables de 30 000 \$ à 50 000 \$ pour l'exemption d'inscription, le seuil de 500 000 \$ à 600 000 \$ pour des remises annuelles et de 6 000 000 \$ à 7 000 000 \$ pour des remises trimestrielles. Ces seuils devraient être révisés à tous les cinq ans.	– D'accord.
2.3.2	Le Groupe conseil recommande 1) que le seuil du non-assujettissement de 250 000 \$ soit relevé à 400 000 \$ pour maintenir le critère de 10 employés et moins et 2) que soit créée une nouvelle catégorie d'entreprises, soit les entreprises de 400 000 \$ à 2 000 000 \$ de masse salariale (50 employés) qui seraient cotisées au taux de 0,5 % au lieu de 1 % aux fins de contribution au fonds national de la main-d'œuvre lorsqu'elles ne rencontrent pas le critère de dépenses minimum en formation.	– Enlever « pour maintenir le critère de 10 employés et moins et 2) que soit créée une nouvelle catégorie d'entreprises, soit les entreprises de 400 000 \$ à 2 000 000 \$ de masse salariale (50 employés) qui seraient cotisées au taux de 0,5 % au lieu de 1 % aux fins de contribution au fonds national de la main-d'œuvre lorsqu'elles ne rencontrent pas le critère de dépenses minimum en formation ».
2.3.3	Le Groupe conseil recommande que le MFER ajuste les seuils établissant la fréquence des remises de façon à ce que celle-ci corresponde le plus possible à celle du gouvernement fédéral, notamment pour les entreprises qui ont des activités seulement au Québec et permette à celles qui le désirent d'adopter la même fréquence que celle qui est prescrite par l'ADRC.	– Abandonner (couvert dans 1 - <i>Les formalités découlant de la fiscalité</i> , Recommandation 1.5).
2.3.4	Le Groupe conseil recommande que le ministère du Travail reçoive le mandat de proposer des moyens pour réduire les coûts pour les entreprises du règlement des différends résultant de l'application de la <i>Loi sur les normes minimales du travail</i> , notamment en modifiant cette loi pour qu'un médiateur puisse, avec l'accord des parties au litige, agir comme arbitre. Ses décisions seraient exécutoires et sans appel.	– Nouvelle proposition à soumettre?

# SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 30 AVRIL 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 11-01

	Énoncé	Commentaires
2.3.5	Le Groupe conseil recommande d'amender le <i>Code de procédure civile</i> pour permettre aux entreprises de dix employés et moins au moment de l'institution du recours de faire valoir une petite créance devant la Cour des petites créances et de porter le montant maximum d'une telle petite créance à 10 000 \$.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Remplacer « ...d'amender » par « ...de modifier ».</li> <li>– Enlever « de dix employés et moins au moment de l'institution du recours ».</li> </ul>
<b>3- EXAMEN DU BILAN DES RÉALISATIONS DU GOUVERNEMENT</b>		
	Le Groupe conseil recommande au MFER, responsable de l'IGIF, de préparer, en collaboration avec les ministères et les organismes qui traitent avec les entreprises, un plan d'action détaillé pour l'utilisation du NEQ comme identifiant unique. Ce plan d'action devrait être présenté au gouvernement d'ici la fin de l'année 2003 et mis en œuvre selon un échéancier qui ne devrait pas dépasser la fin de l'année 2005.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– D'accord.</li> </ul>
	Que Tourisme Québec consulte les principaux ministères et organismes concernés afin de déterminer les actions entreprises par chacun d'eux, qu'il convienne avec eux des consultations à faire auprès de l'industrie touristique afin de déterminer les actions qui pourraient être menées dans le but de réduire significativement les exigences réglementaires et administratives imposées à l'industrie et qu'il élabore, en concertation avec les principaux ministères et organismes concernés, un plan d'action pour réduire ces exigences.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Remplacer « Que Tourisme Québec consulte les principaux ministères et organismes concernés afin de déterminer les actions entreprises par chacun d'eux, qu'il convienne avec eux des consultations à faire... » par « Que le gouvernement mandate le ministère de Développement économique et régional d'organiser une consultation... ».</li> </ul>
<b>6- HARMONISATION</b>		
	Le Groupe conseil recommande que sur l'ensemble du territoire relevant des municipalités de 25 000 habitants et plus, le gouvernement cesse d'exempter le petit bâtiment de l'application du <i>Code de construction du Québec</i> , de façon à y uniformiser les normes de construction pour cette catégorie de bâtiment, étant entendu que les municipalités en cause auront la responsabilité d'appliquer ces normes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Revenir au libellé de la recommandation antérieure.</li> </ul>
<b>7- LE SUIVI DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE D'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET DES EXPÉRIENCES ÉTRANGÈRES)</b>		

# SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 30 AVRIL 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 11-01

	Énoncé	Commentaires
7.1	Que le gouvernement rappelle aux ministères et aux organismes qu'au terme de sa politique, une étude d'impact est requise pour tout projet entraînant, pour les entreprises, des coûts de plus de 10 M\$ et qu'une déclaration d'impact doit toujours éclairer la décision portant sur un projet dont les coûts sont inférieurs à 10 M\$ mais plus élevés que 1 M\$.	- D'accord.
7.2	Que le gouvernement rappelle aux ministères et aux organismes qu'une étude d'impact doit normalement être engagée avant toute rédaction formelle d'un projet, véritablement en amont du processus décisionnel.	- D'accord.
7.3	Que le gouvernement rappelle en même temps aux ministères et aux organismes que, pour avoir le plus de pertinence possible, ces études d'impact doivent s'appuyer sur de véritables consultations préalables des principaux intéressés qui subiraient les coûts ou qui tireraient avantage d'une intervention réglementaire.	- D'accord.
7.4	Que le gouvernement rappelle aux ministères et aux organismes tenus, au terme de sa politique d'allégement réglementaire, de produire une étude d'impact pour appuyer un projet, que cette étude doit comprendre une analyse comparative des solutions retenues par les principaux états voisins, canadiens et américains, aux prises avec un problème de même nature que celui que ce projet veut résoudre.	- D'accord.
7.5.1	Que le ministère ou l'organisme qui veut faire adopter un projet de règlement nécessitant une étude d'impact ou une déclaration d'impact soit tenu, dès la publication préalable du projet à la <i>Gazette officielle du Québec</i> , de publier cette étude ou cette déclaration sur son site Internet ainsi qu'un résumé de celle-ci dans la <i>Gazette officielle</i> en annexe du texte réglementaire.	- D'accord.
7.5.2	Que le ministère qui a préparé un projet de loi nécessitant une étude d'impact ou une déclaration d'impact soit tenu, lors du dépôt du projet à l'Assemblée nationale, de publier cette étude ou cette déclaration sur son site Internet de même qu'un résumé de celle-ci dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> en annexe du projet de loi.	- D'accord.



# SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 30 AVRIL 2003

Groupe conseil sur  
l'allègement réglementaire  
Document  
Réf. : 11-01

	Énoncé	Commentaires
7.6	Qu'un ministère ou un organisme soit tenu de joindre à la déclaration d'impact qu'il rend publique, une analyse comparative, rédigée succinctement, des solutions retenues par les principaux états voisins, canadiens et américains, aux prises avec un problème de même nature que celui que le projet cherche à résoudre.	– D'accord.
7.7	Que, dans le cadre du processus de révision de leurs lois et de leurs règlements, les ministères et les organismes soient invités à évaluer la pertinence, l'efficacité et l'efficience des lois et des règlements dont la responsabilité leur incombe.	– D'accord.
7.8	Que le gouvernement s'assure que les ministères et les organismes fassent état, dans leur prochain plan pluriannuel :  A) des mesures de simplification administrative générées à la suite des exercices de révision complétés depuis 1999; B) du degré de réalisation de ces mesures; C) des lois et des règlements qu'il reste à couvrir d'ici la fin de l'échéancier de révision (2006).	– D'accord.
7.9.1	Que les ministères et les organismes concernés par l'objectif de réduction des coûts de 20 % dressent la liste, à l'intérieur de leur prochain plan pluriannuel, des formalités exigées des entreprises (permis, licences, enregistrements, déclarations et rapports) et en indiquent spécifiquement les coûts.	– Ajouter « ...et en indiquent spécifiquement les coûts <b>pour ces dernières et pour le gouvernement.</b> ».
7.9.2	Que, dans ce cadre, les ministères et les organismes concernés indiquent aussi les mesures de simplification administrative des formalités imposées aux entreprises qu'ils ont retenues ou entendent retenir, qu'ils évaluent la réduction des coûts associée à la diminution ou la simplification de ces formalités et qu'ils fassent état de leur réalisation en vue d'atteindre la cible de réduction des coûts de 20 %.	– D'accord.
7.10.1	Que, dans le cadre du processus de révision de leurs lois et de leurs règlements qui vient à échéance en 2006, les ministères et les organismes consultent systématiquement les entreprises sur les problèmes liés aux	– D'accord.

# SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 30 AVRIL 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 11-01

	Énoncé	Commentaires
	formalités qui leur sont imposées, à l'accueil et au service fourni, au langage administratif utilisé, aux collectes multiples d'information exigées des entreprises et sur toute autre source d'irritants administratifs, et qu'ils invitent ces entreprises à formuler des propositions conséquentes d'allégement réglementaire et administratif.	
7.10.2	Que les ministères et les organismes évaluent les propositions de simplification administrative formulées par les entreprises, qu'ils fassent annuellement rapport sur les consultations menées en indiquant les propositions retenues et non retenues (avec motifs) et qu'ils soient tenus de joindre ce rapport à leur plan pluriannuel.	– D'accord.
<b>8- SUIVI DES RECOMMANDATIONS DES RAPPORTS DE 2000 ET DE 2001 (VOLET ENVIRONNEMENT)</b>		
8.1	<p>Dans le cas de projets soumis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, le décret d'autorisation devrait contenir, en plus de l'autorisation proprement dite de réaliser le projet:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) les normes et conditions qui diffèrent des normes et conditions prévues spécifiquement dans la réglementation en vigueur;</li> <li>2) les normes et conditions que le gouvernement juge essentiel d'imposer au cas par cas.</li> </ol> <p>Par ailleurs, le décret d'autorisation ne devraient jamais contenir des détails de réalisation du projet, lesquels devraient rester sous la responsabilité des directions régionales du Ministère.</p>	<p>– Ajouter « ...le décret d'autorisation <b>ne</b> devrait contenir, en plus de l'autorisation proprement dite de réaliser le projet <b>que...</b> ».</p> <p>– Remplacer « ...ne devraient jamais contenir... » par « ...ne devrait pas contenir... ».</p>
8.2	Que le projet de décret de refus ou d'acceptation d'un projet, soit au préalable soumis au promoteur du projet visé par le décret en question afin que celui-ci puisse faire valoir ses commentaires avant la prise de décision par le gouvernement.	– Remplacer « ... décret de refus ou d'acceptation d'un projet... » par « ...décret d'acceptation ou de refus d'un projet... ».
8.3	Procéder à des révisions annuelles de la liste de projets devant être soumis à la procédure de l'évaluation environnementale afin d'en soustraire ceux dont les effets sur l'environnement sont faibles et bien	– Remplacer « ...dont les effets sur l'environnement sont faibles et bien connus » par « ...dont les effets sur l'environnement sont faibles ou bien

# SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 30 AVRIL 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 11-01

	Énoncé	Commentaires
	connus.	connus ».
8.4	La mise en application de la Politique de l'eau, le gouvernement s'assure de ne pas multiplier les instances de décision et de confier un pouvoir ou une responsabilité à l'instance la mieux placée pour l'exercer.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Ajouter « <b>Lors de</b> la mise en application de la Politique de l'eau... ».</li> <li>– Remplacer « ...à l'instance la mieux placée pour l'exercer. » par « ...<b>aux</b> instance <b>les</b> mieux placées pour l'exercer. ».</li> </ul>
8.5	Augmenter la représentativité des comités de bassin, en favorisant la présence des élus sur ces comités.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Ajouter « Augmenter la représentativité <b>des élus municipaux sur les</b> comités de bassin ».</li> <li>– Enlever « ..., en favorisant la présence des élus sur ces comités ».</li> </ul>
8.6	Que, dans la mesure du possible, ne soient appliquées que les normes, les contraintes ou obligations sanctionnées par le processus législatif ou réglementaire.	– D'accord.
8.7	Le Groupe conseil recommande à nouveau au ministère de l'Environnement et au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour que soit établie par règlement dès que possible une liste de projets pouvant être assujettis à l'attestation de conformité environnementale prévue aux articles 95.1 et suivants de la LQE.	– D'accord.
8.8	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Que le ministère de l'Environnement prenne les mesures nécessaires pour réduire substantiellement le nombre de cas qui génèrent des délais supérieurs à 90 jours.</li> <li>• Que le ministère de l'Environnement se dote d'un programme de suivi de ces cas dans le but d'en réduire le nombre.</li> </ul>	– D'accord.
<b>9- SUIVI DES RECOMMANDATIONS DES RAPPORTS DE 2000 ET DE 2001 (AUTRES VOLETS)</b>		
	Que soit complétée d'ici six mois la révision déjà amorcée du guide d'application de la <i>Loi favorisant le développement de la formation de la</i>	– D'accord.

# SUIVI DES PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU 30 AVRIL 2003

Groupe conseil sur  
l'allégement réglementaire  
Document  
Réf. : 11-01

	Énoncé	Commentaires
	<i>main-d'œuvre</i> dans l'optique de simplifier les exigences administratives qui découlent de cette loi, surtout à l'égard des PME.	
	<p>De demander au ministre ( <i>à déterminer</i> ) de lui soumettre, d'ici juin 2004, des propositions:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- visant l'admissibilité de certaines déductions à la source (ex. assurance-emploi, CSST) payées pendant la période où un employé est en formation;</li> <li>- visant une meilleure concertation entre le ministère du Revenu et Emploi Québec afin de permettre, le cas échéant, la production du "Formulaire à remplir par l'employeur" en même temps que la déclaration du revenu d'entreprise;</li> <li>- visant l'allégement, si possible, du processus de délivrance systématique d'attestations par les entreprises qui maintiennent dans leurs registres les renseignements pertinents à l'égard des activités de formation suivies par l'employé;</li> <li>- allégeant autrement le fardeau administratif découlant de la Loi, surtout pour les PME qui y sont assujetties.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- À préciser.</li> <li>- Enlever dans le 3<sup>e</sup> point « ..., si possible,.... ».</li> </ul>

## **GROUPE CONSEIL SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE (2002)**

**COMPTE RENDU de la onzième réunion tenue le 15 mai 2003 de 10 h à 17 h**

**Musée national des beaux-arts du Québec  
Parc des Champs-de-Bataille  
Québec**

**Sont présents :**

### **Membres du Groupe :**

Messieurs :	Raymond DUTIL, président Michel HÉMOND, vice-président
Mesdames :	Vicky LACASSE Françoise MERCURE
Messieurs :	Marc-Alexandre BOUTET Simon Pierre PARÉ Jean-Marie SALA Philippe TREMBLAY Pierre-Maurice VACHON Émile VALLÉE

### **Du Secrétariat à l'allégement réglementaire :**

Monsieur :	Bernard LAUZON, secrétaire du Groupe conseil
Madame :	Louise FOURNIER
Messieurs :	Hamid BAGHDADI Roland CORRIVEAU Guy LAFLAMME Louis LAMOTHE Jean-Marc LESSARD Rafic NAMMOUR

**Sont absents :**

Messieurs :	Gilles ST-PIERRE Michel YERGEAU
-------------	------------------------------------

### **1. Mot du président**

Le président accueille les membres. Il présente les objectifs de la rencontre, soit la révision du projet de rapport dans le but de convenir des modifications appropriées.

### **2. Adoption de l'ordre du jour**

Le projet d'ordre du jour est adopté.

### **3. Approbation et suivi du compte rendu**

Le compte rendu de la dixième réunion du Groupe conseil du 30 avril 2003 est approuvé sans modification.

### **4. Projet de rapport**

Le Groupe conseil procède à la révision du rapport page par page et plusieurs modifications sont apportées au texte. Ces modifications apparaissent dans la version du projet de rapport qui a été transmise aux membres le 30 mai dernier.

Principaux éléments de suivi :

- *Page couverture et titre du rapport*

À la demande du président, M. Marc Boutet accepte de préparer un projet de page couverture pour le rapport et d'en transmettre une copie aux membres avant la prochaine réunion afin d'être en mesure de présenter un projet final lors de la prochaine rencontre.

- *Annexe au rapport*

Il est convenu d'annexer au rapport les « Règles sur l'allègement des normes de nature législative ou réglementaire ».

- *Page 72 : Texte sur le « Secteur de la construction »*

Après discussions, il est convenu de remanier le texte de cette section et d'en discuter lors de la prochaine réunion.

- *Page 92 et 93; Texte sur les évaluations d'impact*

En l'absence de M<sup>e</sup> Yergeau, il est convenu de reporter à la prochaine réunion la discussion sur ces questions.

- *Consultation des ministères et des organismes*

Le secrétaire du Groupe conseil informe les membres que le Secrétariat à l'allègement réglementaire entend consulter les principaux ministères et organismes visés par les recommandations du rapport au cours de la période du 16 au 23 mai 2003.

## **5. La prochaine rencontre**

La prochaine rencontre aura lieu à Montréal, le 30 mai de 10 h à 17 h à Place Mercantile, 770, rue Sherbrooke Ouest, 4<sup>e</sup> étage, Montréal.

La réunion débutera à 10 heures à moins d'indication contraire à l'avis de convocation.

Louis Lamothe  
Responsable du Secrétariat  
à l'allègement réglementaire par intérim

Le 16 juin 2003

## **GROUPE CONSEIL SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE (2002)**

**COMPTE RENDU de la douzième réunion tenue le 10 juillet 2003 de 10 h à 14 h 30**

**2021, avenue Union, 10<sup>e</sup> étage  
Salle 1005 A-B-C  
Montréal**

Sont présents :

### **Membres du Groupe :**

Messieurs :	Raymond DUTIL, président Michel HÉMOND, vice-président
Madame :	Françoise MERCURE
Messieurs :	Marc-Alexandre BOUTET Simon Pierre PARÉ Gilles ST-PIERRE Jean-Marie SALA Émile VALLÉE Michel YERGEAU

### **Du Secrétariat à l'allégement réglementaire :**

Monsieur :	Louis LAMOTHE, secrétaire du Groupe conseil
Madame :	Louise FOURNIER
Messieurs :	Hamid BAGHDADI Guy LAFLAMME Jean-Marc LESSARD

Sont absents :	Madame :	Vicky LACASSE
	Messieurs :	Philippe TREMBLAY Pierre-Maurice VACHON

---

### **1. Mot du président**

Le président souhaite la bienvenue aux membres. Il les informe du départ de monsieur Bernard Lauzon et leur indique que monsieur Louis Lamothe agit à titre de responsable par intérim du Secrétariat à l'allégement réglementaire. Il présente les objectifs de la rencontre qui consistent à examiner les réactions des ministères et des organismes à la consultation effectuée par le Secrétariat, à statuer sur les modifications à apporter, le cas échéant, au rapport et à convenir de la forme finale de celui-ci.

### **2. Adoption de l'ordre du jour**

Le projet d'ordre du jour est adopté.

### **3. Approbation et suivi du compte rendu**

Le compte rendu de la onzième réunion du Groupe conseil du 30 avril 2003 est approuvé sans modification. Les points de suivi seront abordés dans le déroulement régulier de la rencontre.

### **4. Examen des réactions des ministères et des organismes à la suite de la consultation**

Monsieur Louis Lamothe dresse le bilan sommaire des consultations menées auprès des ministères et des organismes concernés par les recommandations du Groupe conseil. Le Groupe conseil procède par la suite à l'étude d'un document de synthèse produit par le Secrétariat à l'allégement réglementaire présentant les principales réserves exprimées par les ministères et les organismes consultés. Des ajustements sont apportés à certaines recommandations ainsi qu'au texte du rapport pour tenir compte, lorsque jugé approprié, des réactions des ministères et des organismes.

### **5. Examen de la proposition de graphisme de la page couverture et des pages intérieures**

Monsieur Marc Boutet présente aux membres sa proposition de page couverture. La proposition de composition des pages intérieures est présentée par la suite par monsieur

Louis Lamothe. Les membres émettent certains commentaires sur le graphisme de la page couverture. Il est convenu de changer l'image proposée et d'indiquer août 2003 comme date du rapport. Sur les pages intérieures, il est convenu de rappeler sur chacune d'elles « Rapport du Groupe conseil 2003 ».

Il est également convenu que la liste des membres se retrouve tout de suite après la description du mandat et que la table des matières apparaisse plus avant ou à la toute fin du rapport. Enfin, les membres souhaitent qu'une photo apparaisse vis-à-vis chacun des noms dans les notes biographiques.

#### **6. Remise du rapport au gouvernement et choix d'une date cible de publication**

Le président souhaite remettre le rapport au premier ministre vers le 5 août. Une copie du rapport sera également transmise au ministre du Développement économique et régional. Il envisage rendre le rapport public vers le 10 septembre. Il demande aux membres de faire connaître leur disponibilité pour les deux premières semaines de septembre afin de fixer la date de la conférence de presse qui devrait avoir lieu à Québec, préférablement le mardi, le mercredi ou le jeudi en avant-midi.

Louis Lamothe  
Responsable du Secrétariat  
à l'allégement réglementaire par intérim

Le 11 juillet 2003



# MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 44. MONTANT DES DÉPENSES (VENTILÉES) DES MEMBRES DU GROUPE-CONSEIL SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE POUR 2003-2004.

Nom	Frais d'hébergement	Frais de transport	Frais de repas	Total
BOUTET, Marc	-	445,44	-	445,44
DUTIL, Raymond	-	2 297,70	-	2 297,70
HÉMOND, Michel	-	902,70	-	902,70
LACASSE, Vicky	-	1 775,90	-	1 775,90
MERCURE, Françoise	-	180,93	-	180,93
PARÉ, Simon Pierre	-	1 117,66	-	1 117,66
ST-PIERRE, Gilles	-	936,00	-	936,00
SALA, Jean-Marie	126,00	422,95	-	548,95
TREMBLAY, Philippe	-	-	-	-
VACHON, Pierre Maurice	-	1 455,00	-	1 455,00
VALLÉE, Émile	-	-	-	-
YERGEAU, Michel	-	-	-	-

## **MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

#### **RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

#### **45. LISTE DES NOUVEAUX RÈGLEMENTS ET PERMIS ADOPTÉS EN 2003-2004**

##### **1. Nouveaux règlements**

Le gouvernement a adopté, en 2003-2004, 109 nouveaux actes réglementaires (règlements et arrêtés ministériels) visant les citoyens et les entreprises. Parmi ceux-ci, 41 (près de 36 %) concernent les entreprises. De ce nombre, 22 ont été adoptés par les ordres professionnels avant d'être approuvés par le gouvernement.

La liste des nouveaux actes réglementaires adoptés en 2003-2004 est jointe à la présente fiche.

##### **2. Nouveaux permis ou exigences**

Au chapitre des nouvelles exigences requises, en 2003-2004, le gouvernement a adopté un règlement obligeant l'enregistrement de tous les ovins à des fins de traçabilité.

DATE	RÈGLEMENT
G.O. numéro 14 du 2 avril 2003	Tarif des honoraires pour la signification d'une demande portant sur une créance liquide et exigible et pour l'exécution par les huissiers et les avocats d'un jugement aux petites créances exigibles du débiteur, [R.R.Q., c. C-25, D. 228-2003 du 26-02-03, (2003) 135 G.O. 2, 1456]
G.O. numéro 14 du 2 avril 2003	Règlement sur les effets, les laboratoires et la cessation d'exercice des techniciennes et techniciens dentaires, [R.R.Q., c. C-26, Décision du 20-03-03, (2003) 135 G.O. 2, 1924]
G.O. numéro 14 du 2 avril 2003	Règlement sur les activités professionnelles pouvant être exercées dans le cadre des services préhospitaliers d'urgence, [R.R.Q., c. C-26, D. 233-2003 du 26-02-03, (2003) 135 G.O. 2, 1456]
G.O. numéro 14 du 2 avril 2003	Code de déontologie des administrateurs agréés, [R.R.Q., c. C-26, D. 234-2003 du 26-02-03 (2003) 135 G.O. 2, 1459]
G.O. numéro 14 du 2 avril 2003	Arrêté ministériel concernant la délimitation des terres du domaine de l'État aux fins de développer l'utilisation des ressources fauniques du secteur du lac à l'Argent, situé sur le territoire de la MRC de Manicouagan, [R.R.Q., c. C-26, A.M., 2003-003 du 05-03-03, (2003) 135 G.O. 2, 1694]
G.O. numéro 14 du 2 avril 2003	Arrêté ministériel concernant la délimitation des terres du domaine de l'État aux fins de développer l'utilisation des ressources fauniques du secteur du lac Hébert, situé sur le territoire de Jamésie, dans la municipalité de Baie James, [R.R.Q., c. C-26, A.M., 2003-004 du 05-03-03, (2003) 135 G.O. 2, 1696]
G.O. numéro 14 du 2 avril 2003	Arrêté ministériel concernant la délimitation des terres du domaine de l'État aux fins de développer l'utilisation des ressources fauniques du secteur du lac Saint-Cyr, situé sur le territoire de la MRC de la Vallée-de-l'Or, [R.R.Q., c. C-26, A.M., 2003-005 du 10-03-03, (2003) 135 G.O. 2, 1698]
G.O. numéro 14 du 2 avril 2003	Règlement sur les taux unitaires applicables au calcul des droits relatifs au permis d'intervention pour l'approvisionnement d'une usine de transformation du bois, [R.R.Q., c. F-4.1, r.3]
G.O. numéro 14 du 2 avril 2003	Arrêté du ministre des ressources naturelles sur la valeur des traitements sylvicoles admissibles en paiement des droits pour l'année financière 2003-2004, [R.R.Q., c. F-4.1, r.4]
G.O. numéro 14 du 2 avril 2003	Règlement sur la signature de certains documents du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, [R.R.Q., c. M-14, D. 398-2003 du 21-03-03, (2003) 135 G.O. 2, 1797]
G.O. numéro 14 du 2 avril 2003	Décret concernant la signature de certains documents du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, [R.R.Q., c. M-15.001, D. 361-2003 du 05-03-03, (2003) 135 G.O. 2, 1687]
G.O. numéro 14 du 2 avril 2003	Décret concernant un Programme relatif à une délégation de gestion foncière et forestière des terres publiques intramunicipales en faveur des municipalités régionales du comté de la région administrative du Centre-du-Québec, [R.R.Q., c. M-25., D. 355-2003 du 05-03-03, (2003) 135 G.O. 2, 1679]
G.O. numéro 14 du 2 avril 2003	Règlement sur la contribution au fonds des producteurs de bois de la Gaspésie pour la recherche et le développement de nouveaux marchés, R.R.Q., c. M-35.1, Décision 7773 du 21-03-03, (2003) 135 G.O. 2, 1939]
G.O. numéro 14 du	Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains, [R.R.Q., c. Q-2, D. 216-2003 du 26-03-03, (2003)

DATE	RÈGLEMENT
2 avril 2003	135 G.O. 2, 1441]
G.O. numéro 14 du 2 avril 2003	Règlement sur l'énergie éolienne et sur l'énergie produite avec de la biomasse, [R.R.Q., c. R-6.01, D. 352-2003 du 05-03-03, (2003) 135 G.O. 2, 1677]
G.O. numéro 14 du 2 avril 2003	Délégation de pouvoirs par la Commission des valeurs mobilières du Québec suivant l'article 307 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1), [R.R.Q., c. V-1.1, r. 0.1]
G.O. numéro 14 du 2 avril 2003	Règles sur la célébrations du mariage civil ou de l'union civile, [C.C.Q., A.M., 2003 du 21-02-03, (2003) 135 G.O. 2, 1506]
G.O. numéro 19 du 7 mai 2003	Décret concernant les Modalités de signature de certains actes, documents ou écrits émanant du Secrétariat du Conseil du trésor, [R.R.Q., c. A-6.01, D. 454-2003 du 31-03-03, (2003) 135 G.O. 2, 2097]
G.O. numéro 19 du 7 mai 2003	Règlement sur les activités de formation continue des infirmières et infirmiers auxiliaires, [R.R.Q., c. C-26, Décision du 15-04-03, (2003) 135 G.O. 2, 2323]
G.O. numéro 19 du 7 mai 2003	Règlement sur une activité de formation des technologistes médicaux, [R.R.Q., c. C-26, Décision du 15-04-03, (2003) 135 G.O. 2, 2325]
G.O. numéro 19 du 7 mai 2003	Décision modifiant le Règlement de pêche au Québec (1990) DORS/90-214 du 29 mars 1990; DORS/2002-51 du 23 janvier 2001, [R.R.Q., c. C-61.1, Décision du 01-04-03, (2003) 135 G.O. 2, 2000]
G.O. numéro 19 du 7 mai 2003	Décret concernant un Programme relatif à une délégation de gestion foncière et forestière de terres publiques intramunicipales en faveur des municipalités régionales de comté de la région administrative de la Capitale-Nationale, [R.R.Q., c. M-25.2, D. 484-2003 du 31-03-03, (2003) 135 G.O. 2, 1973]
G.O. numéro 19 du 7 mai 2003	Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits par le personnel affecté aux services gouvernementaux, [R.R.Q., c. S-6.1, D. 457-2003 du 31-03-03, (2003) 135 G.O. 2, 2101]
G.O. numéro 19 du 7 mai 2003	Règlement sur des mesures de transition utiles à l'application de la Loi concernant l'organisation des services policiers, [L.Q., 2001, C. 19, D. 495-2003 du 31-03-03, (2003) 135 G. O. 2, 2110]
G.O. numéro 29 du 16 juillet 2003	Règlement de la Cour du Québec, [R.R.Q., c. C-25, D. 673-2003 du 18-06-2003, (2003) 135 G.O. 2, 2967]
G.O. numéro 29 du 16 juillet 2003	Arrêté ministériel concernant la délimitation des terres du domaine de l'État aux fins de développer l'utilisation des ressources fauniques du secteur des Étangs de la Chute, situé sur le territoire de la Municipalité de Saint-Siméon, dans la MRC de Charlevoix-Est, [R.R.Q., c. C-61.1, A.M. 2003-006 du 16-06-03, (2003) 135 G.O. 2, 2984]
G.O. numéro 29 du 16 juillet 2003	Arrêté ministériel concernant la zone d'exploitation contrôlée Lavigne, [R.R.Q., c. C-61.1, A.M., 2003-013 du 02-07-03, (2003) 135 G.O. 2, 3203]
G.O. numéro 29 du 16 juillet 2003	Arrêté ministériel concernant la zone d'exploitation contrôlée Onatchiway-Est, [R.R.Q., c. C-61.1, A.M., 2003-014 du 07-07-03, (2003) 135 G.O. 2, 3205]
G.O. numéro 29 du	Arrêté ministériel concernant la zone d'exploitation contrôlée Lac-Brébeuf, [R.R.Q., c. C-61.1, A.M., 2003-016

DATE	RÈGLEMENT
16 juillet 2003	du 07-07-03, (2003) 135 G.O. 2, 3201]
G.O. numéro 29 du 16 juillet 2003	Règlement concernant le Tarif des frais judiciaires en matière civile et des droits de greffe applicables devant les cours municipales, [R.R.Q., c. C-72.02, D. 648-2003 du 11-06-03, (2003) 135 G.O. 2, 2891]
G.O. numéro 29 du 16 juillet 2003	Règlement intérieur numéro 1.1 sur la signature des documents relatifs aux transactions financières de Financement-Québec, [R.R.Q., c. F-2.01, D. 665-2003 du 18-06-03, (2003) 135 G.O. 2, 2965]
G.O. numéro 29 du 16 juillet 2003	Règlement sur le calcul du produit maximal de la taxe scolaire pour l'année scolaire 2003-2004, [R.R.Q., c. I-13.3, r. 0.0001]
G.O. numéro 32 du 6 août 2003	Règlement sur une activité professionnelle pouvant être exercée par une personne agissant pour le compte d'Héma-Québec, [R.R.Q., c. C-26, D. 752-2003 du 16-07-03, (2003) 135 G.O. 2, 3313]
G.O. numéro 32 du 6 août 2003	Règlement sur l'allocation de présence et sur les frais de déplacement des membres du Comité paritaire des agents de sécurité, [R.R.Q., c. D-2, D. 798-2003 du 16-07-03, (2003) 135 G.O. 2, 3325]
G.O. numéro 32 du 6 août 2003	Règlement sur les contrats du Directeur général des élections, [R.R.Q., c. E-3.3, Décision 1155-1 du 15-07-03, (2003) 135 G.O. 2, 3365]
G.O. numéro 32 du 6 août 2003	Règlement sur les contrats de la Commission de la représentation, [R.R.Q., c. E-3.3, Décision 1155-1 du 15-07-03, (2003) 135 G.O. 2, 3377]
G.O. numéro 32 du 6 août 2003	Règlement des producteurs de bois de la Côte-du-Sud sur la mise en marché de l'if du Canada, [R.R.Q., c. M-35.1, Décision 7856 du 10-07-03, (2003) 135 G.O. 2, 3277]
G.O. numéro 32 du 6 août 2003	Règlement d'application de la Loi sur la santé publique, [R.R.Q., c. S-2.2, D. 756-2003 du 16-07-03, (2003) 135 G.O. 2, 3314]
G.O. numéro 36 du 3 septembre 2004	Règlement sur les registres des dispositions testamentaires et des mandats donnés en prévision de l'incapacité, [R.R.Q., c. B-1, Décision du 11-08-03, (2003) 135 G.O. 2, 3795A]
G.O. numéro 36 du 3 septembre 2004	Règlement donnant effet à l'Entente visant l'échange des permis de conduire entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Royaume de Belgique, [R.R.Q., c. C-24.2, D. 860-2003 du 20-08-03, (2003) 135 G.O. 2, 3970]
G.O. numéro 36 du 3 septembre 2004	Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des sages-femmes, [R.R.Q., c. C-26, D. 816-2003 du 11-08-03, (2003) 135 G.O. 2, 3873]
G.O. numéro 36 du 3 septembre 2004	Règlement sur une contribution spéciale des producteurs de pommes de terre destinées à la transformation en croustilles, [R.R.Q., c. M-35.1, Décision 7876 du 06-08-03, (2003) 135 G.O. 2, 3838]
G.O. numéro 40 du 1 <sup>er</sup> octobre 2003	Règlement sur la médiation des demandes relatives à des petites créances, [R.R.Q., c. C-25, D. 972-2003 du 17-09-03, (2003) 135 G.O. 2, 4405]
G.O. numéro 40 du 1 <sup>er</sup> octobre 2003	Arrêté ministériel concernant la délimitation des terres du domaine de l'État aux fins de développer l'utilisation des ressources fauniques du lac Isabelle, situé sur le territoire de la Municipalité de Grosses-Roches, dans la MRC de Matane, [R.R.Q., c. C-61.1, A.M., 2003-017 du 16-09-03, (2003) 135 G.O. 2, 4521]

DATE	RÈGLEMENT
G.O. numéro 40 du 1 <sup>er</sup> octobre 2003	Plan de gestion de la pêche 2003-2004, [R.R.Q., c. C-61.1, D. 897-2003 du 27-08-03, (2003) 135 G.O. 2, 4240]
G.O. numéro 40 du 1 <sup>er</sup> octobre 2003	Règlement sur le remboursement des dépenses électorales des candidats aux élections scolaires, [R.R.Q., c. E-2.3, D. 931-2003 du 10-09-03, (2003) 135 G.O. 2, 4117]
G.O. numéro 40 du 1 <sup>er</sup> octobre 2003	Règlement des producteurs de bois de la Gaspésie sur la mise en marché de l'if du Canada, [R.R.Q., c. M-35.1, Décision 7911 du 19-09-03, (2003) 135 G.O. 2, 4554]
G.O. numéro 40 du 1 <sup>er</sup> octobre 2003	Règlement sur l'exercice des pouvoirs et la régie interne du Comité de retraite du régime de retraite des élus municipaux, R.R.Q., c. R-9.3, Décision 964-2003 du 17-09-03, (2003) 135 G.O. 2, 4403]
G.O. numéro 40 du 1 <sup>er</sup> octobre 2003	Décret concernant les dispositions particulières à l'égard des catégories d'employés désignées en vertu de l'article 23 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, [R.R.Q., c. R-12.1, D. 960-2003 du 17-09-03, (2003) 135 G.O. 2, 4391]
G.O. numéro 40 du 1 <sup>er</sup> octobre 2003	Décret concernant les dispositions sur la détermination de prestations supplémentaires à l'égard de certaines catégories d'employés en vertu de l'article 208 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, [R.R.Q., c. R-12.1, D. 961-2003 du 17-09-03, (2003) 135 G.O. 2, 4400]
G.O. numéro 45 du 5 novembre 2003	Règlement en application de l'article 746 de la Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier, [R.R.Q., c. A-7.03, D. 1012-2003 du 24-09-03, (2003) 135 G.O. 2, 4607]
G.O. numéro 45 du 5 novembre 2003	Règlement sur les activités professionnelles qui peuvent être exercées par des personnes autres que des denturologistes, [R.R.Q., c. C-26, D. 1023-2003 du 24-09-03, (2003) 135 G.O. 2, 4607]
G.O. numéro 45 du 5 novembre 2003	Décret concernant la constitution de la Réserve écologique de la Forêt-la-Blanche et l'approbation du plan de conservation, [R.R.Q., c. C-61.1, D. 1011-2003 du 24-09-03, (2003) 135 G.O. 2, 4597]
G.O. numéro 45 du 5 novembre 2003	Arrêté ministériel concernant la zone d'exploitation contrôlée Des Nymphes, [R.R.Q., c. C-61.1, A.M., 2003-019 du 03-10-03, (2003) 135 G.O. 2, 4684]
G.O. numéro 45 du 5 novembre 2003	Arrêté ministériel concernant la Réserve faunique de Mastigouche, [R.R.Q., c. C-61.1, A.M., 2003-022 du 03-10-03, (2003) 135 G.O. 2, 4682]
G.O. numéro 45 du 5 novembre 2003	Programme d'aide financière aux entreprises apicoles, [R.R.Q., c. L-0.1, Avis du 17-09-03, (2003) 135 G.O. 1, 1059]
G.O. numéro 45 du 5 novembre 2003	Règlement sur les causes, conditions et formalités de délivrance et de révocation de l'immatriculation en médecine, [R.R.Q., c. M-9, D. 1084-2003 du 15-10-03, (2003) 135 G.O. 2, 4831]
G.O. numéro 45 du 5 novembre 2003	Règlement sur la mise en œuvre de l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République tchèque, [R.R.Q., c. M-15.001, D. 977-2003 du 17-09-03, (2003) 135 G.O. 2, 4424]
G.O. numéro 45 du 5 novembre 2003	Règlement sur la délégation de signature de certains actes, documents et écrits du Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies, [R.R.Q., c. M-19.1.2, Décision du 03-10-03, (2003) 135 G.O. 2,

DATE	RÈGLEMENT
	4740]
G.O. numéro 45 du 5 novembre 2003	Règlement sur la délégation de signature de certains actes, documents et écrits du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture, [R.R.Q., c. M-19.1.2, Décision du 10-10-03, (2003) 135 G.O. 2, 4838]
G.O. numéro 45 du 5 novembre 2003	Règlement sur la contingentement de la production et de la mise en marché du produit visé par le Plan conjoint des producteurs acéricoles du Québec, [Décision 7918 du 02-10-03, (2003) 135 G.O. 2, 4745]
G.O. numéro 45 du 5 novembre 2003	Règlement sur les normes de délivrance et de détention du permis habilitant un optométriste à administrer et à prescrire des médicaments pour des fins thérapeutiques et à dispenser des soins oculaires, [R.R.Q., c. O-7, D. 1024-2003 du 24-09-03, (2003) 135 G.O. 2, 4609]
G.O. numéro 45 du 5 novembre 2003	Règlement sur les médicaments qu'un optométriste peut administrer et prescrire pour des fins thérapeutiques et sur les soins oculaires qu'il peut dispenser, [R.R.Q., c. O-7, D. 1025-2003 du 24-09-03, (2003) 135 G.O. 2, 4611]
G.O. numéro 45 du 5 novembre 2003	Règlement ministériel d'application de la Loi sur la santé publique, [R.R.Q., c. S-2.2, A.M., 2003 du 21-10-03, (2003) 135 G.O. 2, 4909]
G.O. numéro 45 du 5 novembre 2003	Règlement de régie interne concernant le Comité de vérification de la Société immobilière du Québec, [R.R.Q., c. S-17.1, D. 1071-2003 du 15-10-03, (2003) 135 G.O. 2, 4827]
G.O. numéro 47 du 19 novembre 2003	Règlement sur les catégories de permis d'aquaculture, [R.R.Q., c. C-61.1, Décision du 24-01-03, (2003) 135 G.O. 2, 5029]
G.O. numéro 47 du 19 novembre 2003	Règlement sur le refuge faunique Pierre-Étienne-Fortin, [R.R.Q., c. C-61.1, D. 1145-2003 du 29-10-03, (2003) 135 G.O. 2, 4971]
G.O. numéro 48 du 26 novembre 2003	Arrêté ministériel concernant la délimitation des terres du domaine de l'État aux fins de développer l'utilisation des ressources fauniques du lac de la Couronne, situé sur le territoire de la municipalité de Saint-Bruno-de-Kamouraska, dans la MRC de Kamouraska, [R.R.Q., c. C-61.1, A.M., FP-2003-023 du 11-11-03, (2003) 135 G.O. 2, 5063]
G.O. numéro 49 du 3 décembre 2003	Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2004, [R.R.Q., c. A-3.001, r. 3]
G.O. numéro 49 du 3 décembre 2003	Règlement sur la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2004, [R.R.Q., c. A-3.001, r. 3.1]
G.O. numéro 49 du 3 décembre 2003	Règlement sur les attestations acceptées par l'Ordre professionnel des diététistes du Québec aux fins de la délivrance du permis, [R.R.Q., c. C-26, Décision du 20-11-03, (2003) 135 G.O. 2, 5149]
G.O. numéro 49 du 3 décembre 2003	Arrêté ministériel concernant la zone d'exploitation contrôlée Des Anses, [R.R.Q., c. C-61.1, A.M., 2003-024F du 20-11-03, (2003) 135 G.O. 2, 5150]
G.O. numéro 49 du 3 décembre 2003	Règlement sur la tableau de chasse à l'original pour l'année 2003, [R.R.Q., c. D-13.1, r. 1.2]

DATE	RÈGLEMENT
G.O. numéro 51 du 17 décembre 2003	Règlement sur la détermination de la masse salariale, [R.R.Q., c. D-7.1, D. 1307-2003 du 10-12-03, (2003) 135 G.O. 2, 5395]
G.O. numéro 51 du 17 décembre 2003	Règlement sur des normes du travail particulières à certains secteurs de l'industrie du vêtement, [R.R.Q., c. N-1.1, D. 1288-2003 du 03-12-03, (2003) 135 G.O. 2, 5391]
G.O. numéro 51 du 17 décembre 2003	Règlement sur l'établissement du Parc national des Pingualuit, [R.R.Q., c. P-9, D. 1322-2003 du 10-12-03, (2003) 135 G.O. 2, 5408]
G.O. numéro 51 du 17 décembre 2003	Règlement de prélèvement de la Commission de la construction du Québec, [R.R.Q., c. R-20, D. 1290-2003 du 03-12-03, (2003) 135 G.O. 2, 5394]
G.O. numéro 52 du 23 décembre 2003	Décret concernant le montant de la contribution de chaque membre d'un ordre professionnel pour l'année financière 2004-2005 de l'Office des professions du Québec, [R.R.Q., c. C-26, r. 2.1]
G.O. numéro 52 du 23 décembre 2003	Décret concernant la suspension de la délivrance de licences de bingo et de licences de gestionnaire de salle de bingo, [R.R.Q., c. L-6, D. 1327-2003 du 10-12-03, (2003) 135 G.O. 2, 5667]
G.O. numéro 52 du 23 décembre 2003	Règlement sur l'énergie éolienne produite par cogénération, [R.R.Q., c. R-6.01, D. 1319-2003 du 10-12-03, (2003) 135 G.O. 2, 5665]
G.O. numéro 52 du 23 décembre 2003	Tarifs du transport privé par taxi, [R.R.Q., c. S-6.01, Décision QPTC03-00441 du 14-10-03, (2003) 135 G.O. 2, 5681]
G.O. numéro 53 du 30 décembre 2003	Règlement 2 en application de l'article 746 de la Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier, [R.R.Q., c. A-7.03, D. 1366-2003 du 17-12-03, (2003) 135 G.O. 2, 5794]
G.O. numéro 53 du 30 décembre 2003	Règlement sur l'allocation de présence et sur les frais de déplacement des membres du Comité conjoint des matériaux de construction, [R.R.Q., c. D-2, D. 1386-2003 du 17-12-03, (2003) 135 G.O. 2, 5853]
G.O. numéro 53 du 30 décembre 2003	Règlement numéro 707 concernant le régime de retraite d'Hydro-Québec, [R.R.Q., c. H-5, D. 1375-2003 du 17-12-03, (2003) 135 G.O. 2, 5796]
G.O. numéro 1 du 7 janvier 2004	Règlement sur les primes d'assurance pour l'année 2004, [R.R.Q., c. A-3.001, r. 2.02]
G.O. numéro 1 du 7 janvier 2004	Règlement sur les ratios d'expérience pour l'année 2004, [R.R.Q., c. A-3.001, r. 2.03]
G.O. numéro 1 du 7 janvier 2004	Règlement sur la mise en œuvre de l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Royaume des Pays-Bas, [R.R.Q., c. M-15.001, D. 976-2003 du 17-09-03, (2003) 135 G.O. 2, 4412]
G.O. numéro 1 du 7 janvier 2004	Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits de la Commission d'étude scientifique, technique, publique et indépendante, chargée d'examiner la gestion des forêts du domaine de l'État, [R.R.Q., c. M-25.2, D. 1377-2003 du 17-12-03, (2004) 136 G.O. 2, 15]
G.O. numéro 2 du	Règlement sur l'assurance responsabilité professionnelle des membres de l'Ordre des géologues du Québec,



DATE	RÈGLEMENT
14 janvier 2004	[R.R.Q., c. C-26, Décision du 25-09-03, (2003) 135 G.O. 2, 4614]
G.O. numéro 2 du 14 janvier 2004	Règlement sur le comité d'inspection professionnelle du Collège des médecins du Québec, [R.R.Q., c. C-26, Décision du 08-12-03, (2004) 136 G.O. 2, 135]
G.O. numéro 2 du 14 janvier 2004	Règlement sur la délégation de signature de certains actes, documents et écrits du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture, [R.R.Q., c. M-19.1.2, Décision du 12-12-03, (2004) 136 G.O. 2, 137]
G.O. numéro 4 du 24 janvier 2004	Règlement 3 en application de l'article 746 de la Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier, [R.R.Q., c. A-7.03, D. 46-2004 du 21-01-04, (2004) 136 G.O. 2, 928]
G.O. numéro 4 du 24 janvier 2004	Délégation de pouvoirs par le président-directeur général de l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier, [R.R.Q., c. A-7.03, Décision du 09-01-04, (2004) 136 G.O. 2, 945]
G.O. numéro 4 du 24 janvier 2004	Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des géologues, [R.R.Q., c. C-26, D. 25-2004 du 14-01-04, (2004) 136 G.O. 2, 914]
G.O. numéro 4 du 24 janvier 2004	Programme d'attribution des terres du domaine de l'État pour l'implantation d'éoliennes, [R.R.Q., c. M-25.2, D. 28-2004 du 14-01-04, (2004) 136 G.O. 2, 918]
G.O. numéro 5 du 4 février 2004	Règlement sur les affaires du Bureau, le comité administratif et les assemblées générales annuelles de l'Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec, [R.R.Q., c. C-26, Décision du 22-01-04, (2004) 136 G.O. 2, 1150]
G.O. numéro 5 du 4 février 2004	Règlement sur les élections au Bureau de l'Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec, [R.R.Q., c. C-26, Décision du 22-01-04, (2004) 136 G.O. 2, 1153]
G.O. numéro 5 du 4 février 2004	Règlement sur la représentation régionale et sectorielle aux fins des élections au Bureau de l'Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec, [R.R.Q., c. C-26, Décision du 22-01-04, (2004) 136 G.O. 2, 1162]
G.O. numéro 8 du 25 février 2004	Règlement 4 en application de l'article 746 de la Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier, [R.R.Q., c. A-7.03, D. 109-2004 du 11-02-04, (2004) 136 G.O. 2, 1316]
G.O. numéro 8 du 25 février 2004	Règlement sur l'exercice des activités décrites aux articles 39.7 et 39.8 du Code des professions, [R.R.Q., c. C-26, D. 66-2004 du 29-01-04, (2004) 136 G.O. 2, 1221]
G.O. numéro 8 du 25 février 2004	Règlement sur l'allocation de présence et sur les frais de déplacement des membres du Comité paritaire de l'installation d'équipement pétrolier du Québec, [R.R.Q., c. D-2, D. 97-2004 du 04-02-04, (2004) 136 G.O. 2, 1257]
G.O. numéro 8 du 25 février 2004	Programme d'attribution des terres du domaine de l'État sous aménagement forestier ayant pour fins une bleuetière, [R.R.Q., c. M-25.2, D. 93-2004 du 04-02-04, (2004) 136 G.O. 2, 1245]
G.O. numéro 8 du 25 février 2004	Règlement de remise de la taxe de vente du Québec sur l'apport de biens au Québec dans le cadre des 3es Championnats du monde d'athlétisme jeunesse de l'Association internationale des fédérations d'athlétisme, [R.R.Q., c. M-31, D. 94-2004 du 04-02-04, (2004) 136 G.O. 2, 1253]

DATE	RÈGLEMENT
G.O. numéro 8 du 25 février 2004	Code de déontologie des lobbyistes, [R.R.Q., c. T-11.011, Décision de 2004, (2004) 136 G.O. 2, 1259]
G.O. numéro 9 du 3 mars 2004	Règlement sur la formation continue obligatoire des membres de l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec, [R.R.Q., c. C-26, Décision du 19-02-04, (2004) 136 G.O. 2, 1364]
G.O. numéro 9 du 3 mars 2004	Règlement sur le comité de la formation des conseillers d'orientation et des psychoéducateurs, [R.R.Q., c. C-26, D. 128-2004 du 18-02-04, (2004) 136 G.O. 2, 1361]
G.O. numéro 9 du 3 mars 2004	Règlement modifiant la Norme canadienne 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif, [R.R.Q., c. V-1.1, A.M. 2004-01 du 19-02-04, (2004) 136 G.O. 2, 1366]
G.O. numéro 9 du 3 mars 2004	Règlement modifiant la Norme canadienne 81-102 sur les organismes de placement collectif, [R.R.Q., c. V-1.1, A.M. 2004-02 du 19-02-04, (2004) 136 G.O. 2, 1369]
G.O. numéro 11 du 17 mars 2004	Décret concernant la suspension de la délivrance de licences d'exploitant de site d'appareils de loterie vidéo, [R.R.Q., c. L-6, D. 185-2004 du 10-03-04, (2004) 136 G.O. 2, 1429A]

## MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

### ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

#### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### 46. NOMBRE DE RÈGLEMENTS ET PERMIS ABOLIS EN 2003-2004 ET PRÉVISIONS POUR 2004-2005.

##### 1. Règlements

Le gouvernement a abrogé, en 2003-2004, 36 actes réglementaires (règlements et arrêtés ministériels) visant les citoyens et les entreprises. Parmi ceux-ci, 15 décisions concernent les entreprises et les ordres professionnels.

##### 2. Permis

L'adoption de la *Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives* fait en sorte que depuis avril 2004 les coopératives agricoles ayant pour objet l'utilisation de matériel agricole ne sont plus tenues d'immatriculer leurs machines agricoles. Cet allègement leur permet de bénéficier des mêmes privilèges que les agriculteurs.